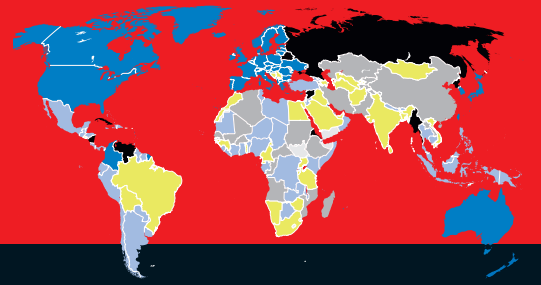


UKRAINE-RUSSIE — CES PAYS QUI REFUSENT DE CHOISIR



Courrier international

N° 1641 du 14 au 20 avril 2022
courrierinternational.com
France : 4,50 €



Algérie 5,30 DA, Allemagne 5,70 €,
Andorre 5,20 €, Canada 7,95 \$CAN,
DOM 5,10 €, Espagne 5,40 €, Grande-
Bretagne 4,70 £, Grèce 5,40 €, Italie
5,40 €, Japon 850 ¥, Maroc 43 DH,
Pays Bas 5,40 €, Portugal Cont. 5,40
€, Singapour 3,40 S, Suisse 6,50
CHF, TON 850 XPF, Tunisie 7,70 DT,
Afrique CPA autres 3500 F CPA.

UN MAUVAIS REMAKE

*Cinq ans après, le duel Macron-Le Pen
n'est pas une simple redite.
La France s'est droitisée et tout
est possible, constate, inquiète
et consternée, la presse étrangère.*



M 03183 - 1641 - F: 4,50 €



LUCIE,
CHEFFE
D'ENTREPRISE
ET MAMAN.



En tant que banque créée par et pour les entrepreneurs, nous savons qu'il est important d'être bien assuré pour concilier vie professionnelle et personnelle plus sereinement.

Voilà pourquoi nous accompagnons nos clients avec **des solutions d'assurance et de prévoyance adaptées** à leurs besoins professionnels mais aussi privés.

**BANQUE
POPULAIRE**



la réussite est en vous



LES CHOIX DE "COURRIER"

CLAIRE CARRARD

Un mauvais remake p.6

Pareil en pire. Cinq ans après leur premier duel, Emmanuel Macron et Marine Le Pen s'affronteront donc au second tour de la présidentielle, le 24 avril. La presse étrangère l'avait largement pressenti, prédisant un peu prématurément un deuxième mandat au président sortant. Or rien n'est joué, et c'est ce qui ressortait de toutes les analyses au soir du premier tour, le 10 avril. En 2017, Emmanuel Macron avait recueilli 66,1 % des voix au second tour, contre 33,9 % pour son adversaire. Cette fois, l'écart promet d'être beaucoup plus serré. Et l'actuel locataire de l'Élysée ne peut s'en prendre qu'à lui-même. "Le soir même de sa victoire, écrit **Die Zeit**, Macron avait promis : 'Je ferai

tout, durant les cinq années qui viennent, pour que [les Français] n'aient plus aucune raison de voter pour les extrêmes.' Une promesse qu'il n'a pas su tenir : jamais l'extrême droite n'a été plus vigoureuse en France qu'aujourd'hui." Pour l'hebdomadaire allemand, Emmanuel Macron porte une large responsabilité dans cette radicalisation de la société française. Pendant son mandat, il a droitisé sa politique et contribué à la normalisation des idées défendues par Marine Le Pen, tout en abandonnant la gauche, accuse **Die Zeit**. C'est là tout le paradoxe du scrutin. Après avoir fait toute sa (non-)campagne à droite pour le premier tour, Emmanuel Macron devrait axer sa campagne (bien réelle, cette fois) pour le second tour sur des problématiques de gauche. Et Jean-Luc Mélenchon pourrait être l'homme décisif de cette présidentielle, comme l'explique dans nos colonnes Adam Sage, correspondant en France du quotidien britannique **The Times** :

"Marine Le Pen ne peut pas gagner sans une partie des électeurs du candidat de La France insoumise, dit-il. Comme Emmanuel Macron, elle va vouloir aller chercher ces électeurs décisifs." Leur mobilisation au premier tour a surpris la presse étrangère. Adam Sage, toujours, voit dans le score de Jean-Luc Mélenchon (22 %) "le signe d'une très grande fracture dans la société française et comme l'expression d'un mouvement de très forte contestation par rapport aux fondements de la politique française". Un constat que partagent **The Economist** et **El País**, pour qui la démocratie française est plus que jamais fragilisée. "Tout est possible dans ce pays où l'effondrement de la nation est presque toujours imminent et irrépressible, même s'il ne se concrétise jamais tout à fait, et où les convulsions sociales, comme on l'a vu avec les 'gilets jaunes', se multiplient", écrit ainsi le quotidien espagnol. Cette inquiétude sur l'état de la France se ressent à travers la lecture d'une grande partie

de la presse étrangère, et nous avons voulu dans ce dossier (et sur notre site lors du live du 10 avril, consacré aux réactions de la presse étrangère aux résultats du premier tour) vous en montrer à la fois la diversité mais aussi les nombreux points communs. Outre la désintégration des partis traditionnels (LR et PS) et l'échec des écologistes, ce que retiennent les correspondants et éditorialistes de la presse étrangère, c'est le risque que pourrait faire peser sur l'Europe, en pleine guerre en Ukraine, une élection de Marine Le Pen. "Cela aurait des répercussions bien au-delà de la France, avance le **Financial Times**. Elle porterait un coup terrible à la démocratie libérale dans le monde occidental et plongerait l'Union européenne dans la tourmente, juste au moment où les États-Unis et leurs alliés sont enfermés dans un bras de fer, autour de l'Ukraine, avec la Russie autoritaire de Poutine." Le quotidien britannique n'hésite pas à parler de la candidate RN comme du cheval

de Troie du président russe. Une éventuelle victoire "dans ce pays européen qui est une puissance nucléaire aurait des répercussions stratégiques, mais aussi politiques, sur la guerre en Ukraine". Même crainte en Allemagne pour **Der Tagesspiegel** : "Ce serait pour l'UE une catastrophe semblable à celle du Brexit." Plus catastrophiste, le correspondant à Paris du quotidien **Dagens Nyheter** alerte : "Si Le Pen l'emporte, il existe un risque réel que le front uni de l'Occident contre la Russie s'effondre." Certes, le contexte international est rarement déterminant dans une élection française. Mais cet éclairage-là n'est pas anecdotique. La France n'est pas un îlot séparé du monde. En pleine guerre en Ukraine, si la presse étrangère a largement couvert l'élection présidentielle française, c'est pour mieux nous le rappeler.

En couverture :
Dessin de **Joep Bertrams**, Pays-Bas, pour **Courrier international**.



Sommaire



MORTEN MORLAND, ROYAUME-UNI

UKRAINE-RUSSIE p.30

LES NOUVEAUX NON-ALIGNÉS

De nombreux pays africains, arabes, asiatiques et sud-américains se sont abstenus de condamner l'agression russe. Un axe Nord-Sud se dessine, qui rebat les cartes des alliances traditionnelles.

SRI LANKA p.14

Une économie à genoux, un peuple à bout

L'économie du Sri Lanka a été dévastée par le Covid-19, par une politique agricole peu inspirée et par des choix économiques malheureux, explique **The Hindu**.

ÉCONOMIE p.40

Percée syndicaliste chez Amazon

Le combat de Christian Smalls, à l'origine du premier syndicat américain du géant de l'e-commerce, narré par le **New York Times**.

360° p.50

Les jeunes gardiens des langues

En Inde, des locuteurs du ho veulent faire survivre leur idiome au XXI^e siècle. Pour cela, ils inventent des outils numériques, raconte le site indien **Scroll.in**.

LES SOURCES



Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1 500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

- Americas Quarterly** New York, trimestriel.
- The Christian Science Monitor** Boston, hebdomadaire.
- The Conversation** (theconversation.com/fr) Paris, en ligne.
- Corriere della Sera** Milan, quotidien.
- Deutsche Welle** (dw.com) Bonn, en ligne.
- The Economist** Londres, hebdomadaire.
- Financial Times** Londres, quotidien.
- The Hindu** Madras, quotidien.
- Inkyfada** (inkyfada.com/fr) Tunis, en ligne.
- Al-Jumhuriya** (aljumhuriya.net) Istanbul, en ligne.
- Liberté** Alger, quotidien.
- Los Angeles Times** Los Angeles, quotidien.
- The New York Times** New York, quotidien.
- Oukraiinsky Tyjden** Kiev, hebdomadaire.
- El País América** (elpais.com/america) Mexico, en ligne.
- Scroll.in** (scroll.in) New Delhi, en ligne.
- South China Morning Post** Hong Kong, quotidien.
- Specchio** Turin, hebdomadaire.
- The Spectator** Londres, hebdomadaire.
- The Straits Times** Singapour, quotidien.
- The Washington Post** Washington, quotidien.
- Die Zeit** Hambourg, hebdomadaire.



SOMMAIRE

À la une

6. **Présidentielle** : le duel qui dérange

D'un continent à l'autre

14. **Sri Lanka**. Une économie à genoux, un peuple à bout

18. **Thaïlande**. Au nom de Bangkok

20. **Tunisie**. Récits du racisme ordinaire

22. **Algérie**. Des murs antimigrants érigés sur les plages

23. **Mobilités**. Dans le monde arabe, le vélo trace sa route

24. **États-Unis**. Des armes pour tous

25. **Floride**. À l'avant-garde de la censure des LGBTQI

26. **Argentine**. Le bétail quitte Buenos Aires

28. **Italie**. Venise frappée de gentrification climatique

Dossier

30. **Guerre en Ukraine** : les nouveaux non-alignés

Transversales

40. **Économie**. Deux amis battent Amazon à son jeu antisyndical

42. **Environnement**. Fribourg, douce pour le climat

43. **Signaux**. Les sanctions pèsent lourd

360°

50. **Réseaux sociaux**. Les nouveaux gardiens des langues

54. **Voyage**. J'ai conduit le dernier train à vapeur d'Europe

56. **Culture**. Le bel usage du mot "fuck"

58. **Histoire**. Quand les rois de France courtoisaient les princes de Kiev



SUR NOTRE SITE

La guerre en Ukraine vue par la presse étrangère

Les combats se concentrent désormais dans le sud-est de l'Ukraine. Combien de temps la ville de Marioupol va-t-elle tenir? Quelle est la stratégie de Vladimir Poutine à long terme? Les reportages et les analyses de la presse internationale.

Chronique d'un exil : manifester à Paris en pensant à Kaboul

Mursal Sayas est une journaliste afghane de 26 ans exilée en France. Durant cinq semaines, nous publions sur notre site une chronique dans laquelle elle relate son quotidien. Ce dimanche, elle raconte comment la liberté des Parisiennes lui fait ressentir encore plus l'oppression des femmes en Afghanistan.

Podcast. Les Mots des autres : la politique

À l'occasion de la présidentielle française, notre podcast consacré aux langues étrangères explore la langue politique. Comment désigne-t-on son adversaire? Comment parle-t-on des techniques de manipulation? Comment peut-on contourner la censure? Et comment nomme-t-on les "réalités alternatives", le complotisme? Un programme décliné en quatre épisodes, à partir du 14 avril.

L'horoscope de Rob Breznsny Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.



Retrouvez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Instagram et Pinterest.

Le nouveau site de **Courrier international**

c'est le jour et la nuit

Nouvelle maquette, nouvelle ergonomie, mode sombre... et toujours le meilleur de la presse étrangère

www.courrierinternational.com

Édité par Courrier international SA, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance au capital de 106.400 €
Actionnaire : La Société éditrice du Monde
Président du directoire, directeur de la publication : François-Xavier Devaux
Directrice de la rédaction, membre du directoire : Claire Carrard
Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président
Dépôt légal Avril 2022. Commission paritaire n° 0722c82101.
 ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Accueil 33 (0) 1 46 46 16 00 Fax général 33 (0) 1 46 46 16 01 Fax rédaction 33 (0) 1 46 46 16 02 Site web www.courrierinternational.com Courriel lecteurs@courrierinternational.com
Directrice de la rédaction Claire Carrard (1658) **Rédactrice en chef** Virginie Lepetit (1612) **Rédacteurs en chef adjoints** Raymond Clarinard (1677), Claire Pomarès (web), Matthieu Recarte **Responsable du numérique** Joffrey Ricome **Direction artistique** Sophie-Anne Delhomme (1631), Conception graphique Javier Errea Comunicación

ÉDITION Anouk Delport (1698), Ioris Queyroi, Fatima Rizki (1730) **7 JOURS DANS LE MONDE** François Gerles (chef de rubrique, 1748) **EUROPE** Gerry Feehily (chef de service, 1695), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe, 1636), Hélène Bienvenu (Pologne), Catherine Guichard (Allemagne, Autriche, Suisse allemande, 1604), Carole Lyon (Belgique, 1736), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 1974), Beniamino Morante (Italie, 1972), Antoine Mouteau (Pays-Bas), Valentin Scholtz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Antoine Jacob (Danemark, Norvège, Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Béranger Dominici (Pologne), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) **FRANCE** Carolin Lohrenz (chef de rubrique, 1693) **AMÉRIQUES** Bérangère Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 1614), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine, 1657), Morgann Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) **ASIE** Agnès Gaudu (chef de service, Chine, Singapour, Taïwan, 1639), Christine Chaumeau (Asie du Sud-Est, 1624), Zhang Zhulin (Chine, 1747), Carole Dieterich (Asie du Sud), Elisabeth D. Inndiak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corée) **MOYEN-ORIENT** Bachir El-Khoury (chef de service), Julien Abirama (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal Fenaux (Israël), Ahmad Parhizi (Iran), Raphaël Boukandoura (Turquie), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe) **AFRIQUE** Hassina Mechaï (chef de rubrique), Vincent Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Boussion (Afrique australe et Afrique de l'Est), Agnès Faivre (Afrique de l'Ouest) **TRANSVERSALES** Pascale Boyen (chef de service, Économie, 1647), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 1615), Annick Rivoire (Économie) **MAGAZINE 360°** Marie Bêzeil (chef de service, 1735), Hugo Florent (1674), Delphine Veaudor (1676) **HISTOIRE** Mélanie Liffschitz (1696)

SITE INTERNET Claire Pomarès (rédactrice en chef adjointe), Nicolas Coisplet (chef d'édition), Adrien Oster (chef d'édition), Paul Blondé (éditeur web), Gabriel Hassan (éditeur web, 1632), Carole Lyon (éditrice web, 1736), Hoda Saliby (éditrice web, 1635), Mélanie Chenouard (vidéo, podcasts, 1665), Louise Dugeai (développement web) **COURRIER EXPAT** Ingrid Therwath (1651), Jean-Luc Majouret (1642)

TRADUCTION Raymond Clarinard (responsable, Courrier Histoire), Mélanie Liffschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Julie Marcot (chef de service adjointe, anglais, espagnol, portugais), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Bourdon (anglais, allemand, portugais), Manon Delfour-Peyrethon (anglais, allemand), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol, catalan), Leslie Talaga (anglais, espagnol) **RÉVISION** Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 1735), Isabelle Bryskier, Philippe Czerepak, Françoise Hérodol, Julie Martin, Anne Romefort

PÔLE VISUEL Sophie-Anne Delhomme (responsable), **WEB DESIGN ET ANIMATION** Alexandre Errichello (chef de service, 1617), Benjamin Fernandez, Jonathan Renaud-Badet, Pierrick Van-Thé **ICONOGRAPHIE** Luc Briand (chef de service, 1641), Lidwine Kervella (1610), Stéphanie Saindon (1653), Céline Merrien (colorisation) **MAQUETTE** Alice Andersen (chef de service, 1637), Denis Scudeller (chef de fabrication), Gilles de Obaldia **CARTOGRAPHIE** Thierry Gauthé (1670) **INFOGRAPHIE** Catherine Douty (1666) **INFORMATIQUE** Denis Scudeller

AGENCE COURRIER Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la communication, 1737), Jessica Robineau (1608), Alizée Marchal (1738)

DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 4535) **IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE** : Maury, 45330 Malesherbes

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Jean-Baptiste Bor, Emmanuelle Bour, Cécile Chemel, Marie-Ange Costantini, Antoine Cury-Le Callet, Camille Dalicieux, Marie Daoudal, Lucie Droulers, Jeanne Fournier, Valentine Morizot, Éléonore Nicolas, Florent Normand, Isabelle Taudière, Rachel Teyssandier, Nelly Valière, Yuta Yagishita, Chenxi Zhang

PUBLICITÉ MPublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11469, 75707 Paris Cedex 13, tél. : 0157282000 **Présidente** Laurence Bonicalzi Bridier, **Directrice générale adjointe, Marketing & Études** Elisabeth Cialdella (elisabeth.cialdella@mpublicite.fr, 39 68), **Directeur délégué, directeur de Marque** Courrier international David Eskenazy (david.eskenazy@mpublicite.fr, 38 63) **Directeur délégué Activités programmatiques, AD Tech & Monétisation** Sébastien Noël (sebastien.noel@mpublicite.fr, 37 00) **Directeur délégué, pôle Agences** François de Ren (francois.deren@mpublicite.fr, 30 21) **Directeur délégué, pôle Opérations spéciales** Steeve Dablin (steeve.dablin@mpublicite.fr, 38 84)

RESPONSABLE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE Carine de Castellán (1606) Lucie Madalena (gestion) Droits Eleonora Pizzi (1652) **Comptabilité** 0148884551 **Directeur de la diffusion et de la production** Xavier Loth **Directrice des ventes** Sabine Gude **Responsable commerciale internationale** Saveria Colosimo Morin (0157283220) **Chef de produits** Valentin Moreau (0157283399) **Communication et promotion** Brigitte Billiard, Christiane Montillet **MARKETING** Sophie Gerbaud (directrice, 1619), Véronique Lallemand (1691), Véronique Saudemont (1739), Kevin Jolivet (1689), Martine Prévot (1649), Mynn-May Vang, Anthony Pittavino

Modifications de services ventes au numéro, réassortis 0805 05 0147 **Service clients Abonnements** Courrier international, Service abonnements, A2100 — 62066 Arras Cedex 9 **Tél. 03 21 13 04 31** Fax 0157674496 (du lundi au vendredi de 9 h à 18 h) **Courriel** abo@courrierinternational.com. Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine : 119 €. Autres destinations : <https://boutique.courrierinternational.com> Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur <https://www.courrierinternational.com/page/cgv>

Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : Courrier international
 Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

Je m'abonne pour :

1 AN (52 numéros) au prix de 129 € au lieu de 218,80 €*

1 AN (52 numéros) + 6 hors-séries au prix de 159 € au lieu de 269,80 €*

RCO22BAO001A

Monsieur Madame

NOM..... PRÉNOM.....

ADRESSE.....

CP VILLE.....

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de Courrier international

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :
<https://abo.courrierinternational.com/ours2022>
 ou téléphonez au 03.21.13.04.31 (du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures)

* Prix de vente au numéro. Étranger nous consulter. Nos Conditions Générales de Vente sont disponibles sur notre site internet : boutique.courrierinternational.com/cgv-cv

En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et de la gestion des réclamations et, en fonction de vos choix, d'actions marketing sur ses produits et services et/ou ceux de ses partenaires. Conformément à la loi « informatique et libertés » du 06/01/1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de modification, de portabilité, de suppression et d'opposition au traitement de vos données, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI - 67/69 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris. Pour toute réclamation, www.cnil.fr.

Avantages abonnés :

Rendez-vous sur courrierinternational.com

■ La version numérique du magazine dès le mercredi soir

■ L'édition abonnés du site internet

■ Nos archives, soit plus de 100 000 articles

■ L'accès illimité sur tous vos supports numériques

■ Les applications iOS et Android

■ Réveil Courrier

Votre abonnement à l'étranger :

Belgique :

(32) 2 744 44 33 - abonnements@saipm.com

USA-Canada :

(1) 800 363 1310 - expressmag@expressmag.com

Suisse :

(41) 022 860 84 01 - abonne@edigroup.ch

Courrier international,
 USPS number 013-465,
 is published weekly
 48 times per year (triple
 issue in Aug and in Dec),
 by Courrier International SA
 c/o Distribution Grid, at
 900 Castle Rd Secaucus,
 NJ 07094, USA. Periodicals
 Postage paid at Secaucus,
 NJ, and at additional mail-
 ing offices. POSTMASTER:
 Send address changes to
 Courrier International c/o
 ExpressMag, 8275, avenue
 Marco-Polo, Montréal, QC
 H1E 7K1, Canada.



Origine du papier :
 UK, Allemagne,
 100 % de fibres
 recyclées. Ce maga-
 zine est imprimé
 chez MAURY
 certifié PEFC.
 Europapier :
 Plat - 0,003 kg/
 tonne de papier.
 Papier issu de forêts
 gérées durablement
 et de sources
 contrôlées. Ouvrage
 imprimé à 100 %
 avec des encres
 conformes à la
 norme Blue Angel.





Devenons l'énergie qui change tout.

C'EST LE MOMENT DE PASSER AU CARBURANT DE DEMAIN.

Rouler avec l'électricité d'EDF produite à 97% sans émissions de CO₂*, c'est mieux pour le climat.



RCS PARIS 552 081 317



PARTENAIRE
PARALYMPIQUE ET OLYMPIQUE

L'énergie est notre avenir, économisons-la!

*Émissions directes, hors analyse du cycle de vie des moyens de production et des combustibles – chiffre 2021, périmètre EDF SA, source : edf.fr/climat.

à la une



LE DUEL QUI DÉRANGE

Cinq ans après, la France retrouve Emmanuel Macron et Marine Le Pen face à face. Le premier a largement contribué au succès électoral de la seconde en droitisant le discours gouvernemental durant son mandat, et doit convaincre la gauche de lui refaire confiance, fait observer *Die Zeit*. Sa rivale, de son côté, est l'illustration du fait qu'en France, depuis des décennies, l'extrême droite se trouve banalisée par des partis à la recherche d'électeurs, analyse le *Corriere della Sera*. La France est-elle une démocratie en péril?

Comment en est-on arrivé là ?

Durant son mandat, le président a droitisé sa politique et contribué à la normalisation des idées défendues par Marine Le Pen. Il a aussi abandonné la gauche, analysait ce journal allemand juste avant l'annonce des résultats.

— *Die Zeit* (extraits) Hambourg

Dans les dernières heures de la campagne, Emmanuel Macron s'est vu accusé de plagiat : il aurait volé la "planification écologique" des Insoumis, accusent les partisans de Jean-Luc Mélenchon, il aurait copié la devise historique de la "France unie", dénoncent les socialistes, et Macron le libéral s'est même permis de prendre au chef de file ouvrier Philippe Poutou le slogan anti-capitaliste "nos vies valent plus que leurs profits". Une récupération qui témoigne de la fébrilité de Macron à quelques jours du premier tour de la présidentielle, le 10 avril : après un mandat marqué par une politique de droite, le voilà désormais contraint de convaincre les électeurs et électrices de gauche s'il veut s'imposer face à Marine Le Pen.

[À quinze jours du scrutin], on avait l'impression que personne ne pourrait détrôner Macron. Depuis la guerre en Ukraine et les heures passées

➤ *Dessin de Glez paru dans Le Journal du jeudi, Ouagadougou.*

au téléphone avec Vladimir Poutine, le président de 44 ans avait parfois jusqu'à 15 points d'opinions favorables de plus que sa concurrente directe, Marine Le Pen, 53 ans, et son Rassemblement national (RN). Seulement, voilà, dans les enquêtes d'opinion sur le duel décisif du 24 avril, seuls deux ou trois points séparent désormais la chef de file du RN de la victoire.

C'est lorsque Macron a présenté son programme et qu'il est entré en campagne que sa cote de popularité a commencé à fléchir. "On a du mal à distinguer une stratégie dans sa campagne", argumente l'historien Raphaël Llorca, auteur de *La Marque Macron* [Éditions de l'aube, 2021]. Jusqu'à présent, le fait de piocher des idées à droite et à gauche avait plutôt bien réussi à ce néophyte en politique – sauf qu'aujourd'hui Macron se retrouve à devoir défendre son propre bilan. "Qu'il copie des idées de la gauche, c'était cousu de fil blanc", poursuit Raphaël Llorca. Cinq années durant, après tout, Macron a mené une politique de droite.



Une de ses premières mesures, une fois arrivé aux responsabilités, a été de supprimer l'impôt sur la fortune. Il a ensuite revu à la baisse les indemnités de licenciement et lâché la bride de la répression policière face aux "gilets jaunes", au point que plusieurs dizaines de personnes ont perdu une main ou un œil après des tirs de balles de défense. Sous son mandat, les dividendes des actionnaires ont grimpé en flèche, et les classes les plus défavorisées ont vu s'amoinrir leur pouvoir d'achat. Amnesty International a dénoncé des atteintes à la liberté d'expression et l'obligation d'une quarantaine discriminante pour les réfugiés.

Le programme actuel de Macron rejoint, sur certains volets clés, celui des Républicains,

Sous le mandat de Macron, les classes les plus défavorisées ont vu leur pouvoir d'achat s'amoinrir.

ajoute l'historien, comme le report de l'âge de départ à la retraite à 65 ans ou encore le projet d'obliger les personnes sans emploi à effectuer entre 15 et 20 heures de travail hebdomadaire s'ils veulent continuer à toucher le chômage.

Le soir même de sa victoire en mai 2017, Macron avait promis sur l'esplanade du Louvre : "Je ferai tout, durant les cinq années qui viennent, pour que [les Français] n'aient plus aucune raison de voter pour les extrêmes." Une promesse qu'il n'a pas su tenir : jamais l'extrême droite n'a été plus vigoureuse en France qu'aujourd'hui, jusqu'à trouver en Éric Zemmour un candidat supplémentaire, qui plus est populaire, à côté duquel même Marine Le Pen semble inoffensive. Macron a contribué à l'ascension de cette dernière. Il a maintes fois usé de vocables et proposé des lois qui relevaient naguère de son répertoire, agitant, par exemple, la peur d'une "immigration clandestine de masse".

De son côté, Marine Le Pen se montre proche du peuple, qu'elle donne à manger à ses chats

ou qu'elle élève seule ses trois enfants. Son programme n'impressionne pas, son entourage n'est pas connu et n'inspire pas nécessairement confiance, mais elle peut miser sur l'impopularité de Macron. En ce moment, on peut lire sur ses affiches le slogan "Sans lui. Avec Marine". On y voit un Macron en noir et blanc et une Marine Le Pen rayonnante, en couleur.

"Macron espérait clairement se retrouver face à Le Pen - il estime depuis longtemps que c'est le duel qui lui serait le plus favorable", analyse Kaoutar Harchi, sociologue et écrivaine parisienne. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle il a dénigré certaines convictions de gauche, comme la solidarité à l'égard des réfugiés, et adoubi l'idéologie d'extrême droite, en

À la une



"COMME ON SE RETROUVE"

Il a un air de déjà-vu, ce deuxième tour, relève **Le Soir**. Le quotidien belge suit de très près l'élection. Mais si le casting est le même qu'il y a cinq ans, "la France n'a jamais été autant à l'extrême droite. C'est, à nos yeux, la leçon principale du scrutin et ce n'est jamais anodin. Jamais. Inutile de faire semblant d'être surpris, c'est la lame de fond qui traverse quasiment toute l'Europe depuis des années, comme la montée de l'abstention et le rejet des politiques."

"En stigmatisant la minorité musulmane, jugée dangereuse, Macron a normalisé Marine Le Pen."

Kaoutar Harchi,
SOCIOLOGUE ET ÉCRIVAIN

réclamant, par exemple, un durcissement du contrôle de l'État sur les mosquées et la dissolution de certaines associations.

"En stigmatisant la minorité musulmane, jugée dangereuse, Macron a normalisé Marine Le Pen", poursuit Kaoutar Harchi. Sa ministre de l'Enseignement supérieur a, par exemple, dénoncé les ravages de l'"islamo-gauchisme" dans les universités, une affirmation dont on attend toujours qu'elle soit étayée.

Ce type de déclarations a permis d'ouvrir la voie à des textes comme la loi dite "pour une sécurité globale" qui restreint la liberté de la presse - en autorisant, par exemple, la police à entraver le travail des journalistes pendant les manifestations ou en autorisant l'État à poursuivre en justice les journalistes d'investigation dans le cas où ceux-ci refuseraient de révéler leurs sources.

L'exécutif a souvent dédramatisé la menace que pouvait représenter Marine Le Pen. Dans un duel télévisé entre celle-ci et le ministre de l'Intérieur de Macron, Gérald Darmanin, elle a estimé que "l'islam [était] une religion comme une autre". Darmanin a aussitôt reproché à une Marine Le Pen médusée d'être "bien trop molle sur l'islam". Le ministre de l'Intérieur a par ailleurs qualifié d'"ensauvagées" des banlieues caractérisées par la pauvreté et une forte population immigrée. À maintes reprises, Le Pen et Macron ont eu recours au même vocabulaire. Lorsque les talibans ont conquis l'Afghanistan en août 2021, la première réaction de Macron a ainsi été d'évoquer la menace de "flux migratoires irréguliers importants vers l'Europe".

[La semaine du 4 avril] encore, Macron a répété que son objectif était de maintenir l'immigration à un niveau minimal. Il revendique le fait d'avoir déjà "réduit sérieusement" l'afflux de réfugiés en France et "relevé les frontières", mais confesse que les résultats obtenus restent "insuffisants".



Le président en exercice se heurte ici à un dilemme. Car Macron est désormais tributaire des voix de la gauche. En 2017 déjà, c'est grâce à elles qu'il avait pu accéder aux responsabilités : la plupart des gens de gauche avaient voté pour lui pour faire barrage à Marine Le Pen – et non, comme le confirment les études, parce qu'ils approuvaient son programme. Or, sur le fond, il n'a rien eu à proposer à ces électeurs et électrices pendant cinq ans. Durant son mandat, il a rejeté les principales propositions de la Convention citoyenne pour le climat, notamment la hausse des taxes sur les produits importés néfastes pour l'environnement ou la baisse du prix des billets de train. D'après un rapport du Haut Conseil pour le climat, la France reste très en deçà de ses objectifs de réduction des gaz à effet de serre.

→ Sur les panneaux : Macron, UE, Otan, Le Pen, Populisme, Poutine.
 "Alors, on va où?
 – Pas facile-facile!"
 Dessin de Tom paru dans Trouw, Amsterdam.

À la une



Bunker souterrain. Il fut un temps où Macron avait également fait de l'égalité homme-femme une des priorités de son mandat – jusqu'à ce qu'il apparaisse sur des dizaines de photos entouré de conseillers exclusivement masculins. Dans sa campagne non plus, les femmes n'ont aucune place. Ce sont essentiellement le ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, le porte-parole du gouvernement, Gabriel Attal, le président de La République en marche, Christophe Castaner, et le Premier ministre, Jean Castex, qui occupent le devant de la scène.

Le gouvernement a systématiquement fait la sourde oreille face à l'opposition, dont aucune des propositions ou presque n'a été reprise. Pendant la crise sanitaire, Macron a décrété seul, depuis un bunker souterrain, la mise en place de trois confinements, de couvre-feux de plusieurs mois et de restrictions de déplacement pour 60 millions de ses compatriotes. Il a pris seul ces décisions pourtant très lourdes de conséquences – sans débats au Parlement et sans réponses aux questions des journalistes. Aujourd'hui, c'est aussi à lui seul que s'adresse la grogne de l'opinion.

— Annika Joeres
 Publié le 10 avril

"MACRON L'EMPORTE DE PEU"

Pour le grand quotidien argentin **Clarín**, "c'est la première fois qu'un candidat d'ultradroite se retrouve aussi près d'accéder au pouvoir". Et de noter sur son site que "le résultat de cette élection est la conséquence de la radicalisation imposée par Zemmour, l'anti-musulman, qui s'est montré tellement fasciste qu'il a fait passer la populiste et xénophobe Le Pen pour bien plus modérée et éligible".



Le Pen, l'épouvantail utile

Depuis des décennies, le Rassemblement national est instrumentalisé par les partis républicains dans l'espoir de gagner des voix, soulignait ce quotidien italien juste avant le premier tour.

— **Corriere della Sera** (extraits) Milan

Le large soutien dont bénéficient le Front national (rebaptisé Rassemblement national, RN) et sa chef de file, Marine Le Pen, tient à des facteurs sociaux qui ne sont pas propres à l'Hexagone mais s'observent dans tous les pays européens : la peur des flux migratoires, la menace terroriste, le repli sur des valeurs nationalistes et identitaires, surtout parmi les classes moyennes précarisées et les catégories populaires qui votaient autrefois à gauche.

Le succès a transformé un mouvement qui évoluait à la marge de la vie politique en une force qui a fait voler en éclats le bipartisme traditionnel de l'échiquier français. Aujourd'hui, l'alternance entre le centre gauche et le centre droit a en effet cédé la place à un régime tripartite, avec des répercussions complexes et spectaculaires sur le renouvellement de la classe politique, sur les choix des collectivités locales et régionales, et surtout sur l'élection du président en deux tours.

Dans l'hypothèse où le Rassemblement deviendrait le premier parti [de France], alors la joute électorale serait de facto une course pour la deuxième place, dans le secret espoir qu'un front "républicain" – de plus en plus

hétérogène et contre-nature – se forme pour contrer Marine Le Pen, comme cela s'est déjà produit par le passé. Tel est en tout cas le calcul d'Emmanuel Macron pour se faire reconduire, mais c'est devenu aussi la tactique de la Marine Le Pen "dernière mouture", qui a fait retirer le nom "Le Pen" de ses affiches et se pose désormais en femme d'État. Elle a même édulcoré son programme, d'essence souverainiste et anti-immigration, en témoignant son attachement à l'Europe et à l'euro.

Jusqu'à la campagne électorale de 2017, il n'était jamais arrivé que le chef de file d'une extrême droite xénophobe et europhobe se hisse au second tour avec une chance de l'emporter. L'unique précédent avait été l'accession au second tour de Jean-Marie Le Pen en 2002, et il avait essuyé une défaite retentissante face à un Chirac qui avait fédéré derrière lui, avec 80 % des suffrages, un large front gaulliste, socialiste et républicain. Et il n'était jamais arrivé que les deux premiers partis – gaulliste et socialiste –, acteurs incontournables de chaque scrutin et du jeu démocratique, soient mis [à ce point] hors course dès le premier tour. Si l'on fait des comptes rapides, les partis et les mouvements antisystème réunissent ensemble la moitié des voix, auxquels il faudrait ajouter les abstentionnistes.

SOURCE



DIE ZEIT

Hambourg, Allemagne
 Hebdomadaire, 578300 ex.
 zeit.de

C'est la publication allemande de référence. Ce grand journal d'information et d'analyse politique, pointu et exigeant, qui paraît tous les jeudis, se distingue aussi par sa maquette et son iconographie très recherchées. Créé en 1946 par la force d'occupation britannique, il appartient au groupe Holtzbrinck. Installé à Berlin, le site Zeit Online possède sa propre rédaction.

Ajoutons que le succès de l'ancien Front national a des racines qui remontent à loin, bien avant l'arrivée de Marine à sa tête. Il a toujours existé dans le paysage hexagonal, depuis l'après-guerre, un mouvement aux racines et aux mots d'ordre d'extrême droite, europhobe, xénophobe et raciste, à l'occasion même ouvertement antisémite. Ses origines, ce sont le régime de Vichy, l'activisme des anciens combattants d'Algérie, un conservatisme paysan et bigot qui ne voyait pas d'un bon œil la droite gaulliste, la laïcité républicaine et le catholicisme libéral.

Le "péril" Le Pen a servi en réalité d'épouvantail, que la gauche a également brandi pour soutirer des voix à la droite et tirer avantage du front républicain. Pour la petite histoire, certains observateurs attribuent à François Mitterrand un sombre calcul politique, préférant banaliser le programme idéologique [de l'extrême droite], avec ses accents durs et ses slogans racistes, plutôt que le stigmatiser en le qualifiant de rebut idéologique.

Dérive culturelle. En France, mais pas seulement, il est devenu monnaie courante pendant les campagnes de dresser des murs, d'appeler de ses vœux des contrôles et des fermetures de frontières, de déprécier les valeurs de solidarité et d'accueil, d'exalter les racines ancestrales, de dénigrer les élites en bloc, de reprocher à l'Europe jusqu'à la grippe saisonnière. Sans l'admettre, la droite s'est approprié ce programme et la gauche a cessé de le condamner - c'est là une dérive culturelle qui touche toute l'Europe, les partis traditionnels, les dirigeants, avec pour seule exception l'ancienne chancelière Angela Merkel, qui a toujours tenu bon la barre, regardant vers l'avenir nonobstant les revers dans les urnes.

La poussée de l'extrême droite tient également à la myopie de ses adversaires. La gauche

À la une



"POUR L'AVENIR DE LA FRANCE"

Macron et Le Pen s'affrontent dans un duel qui décidera du destin de la France, titre **The Guardian** le 11 avril. "Il y a cinq ans, la majorité des partisans de Jean-Luc Mélenchon ont choisi de voter pour Macron au second tour faire barrage à Le Pen. Mais les sondages suggèrent cette fois qu'un certain nombre d'entre eux pourraient être tentés de voter Le Pen pour protester contre Macron", commente le grand quotidien britannique dans les pages.

n'a pas compris que le phénomène était transversal à toutes les classes populaires, non parce qu'elles se seraient converties au populisme et à la xénophobie, mais plutôt parce que leurs demandes de sécurité dans les domaines social et économique n'ont pas été entendues. La droite, sous la présidence Sarkozy surtout, a surfé sur le phénomène, dans l'espoir de siphonner ainsi l'électorat du Front national, mais finissant surtout par banaliser des slogans, des programmes et des mots d'ordre qui s'écartent de la tradition gaulliste et républicaine. Marine Le Pen a signé là un chef-d'œuvre politique.

D'un côté, elle a évincé son père, un "parricide" qui lui a permis de débarrasser le Front de ses personnages les plus embarrassants et

Si le populisme est une forme de dégénérescence de la politique, il n'existe pas meilleur laboratoire que la France pour l'étudier.

de ses mots d'ordre les plus effrayants - aucun de ses cadres n'ose plus proférer de propos antisémites ou racistes. De l'autre, elle a entrepris de diluer l'idéologie de départ en proposant un discours plus adapté à la société française d'aujourd'hui, dont elle-même - divorcée et plutôt ouverte sur les questions sociétales - s'est fait l'interprète pour rajeunir le parti et parler à la jeune génération, qui constitue aujourd'hui le noyau dur de son électorat.

Sur le fond, ni elle ni le Front n'ont changé. En revanche, la société française a évolué, elle, déchirée sur les questions du terrorisme et de l'immigration, méfiante à l'égard de l'Europe, inquiète de l'avenir et nostalgique de sa grandeur passée. Prête ou en tout cas plus disposée à écouter les sirènes de Marine. Si le populisme est une forme de dégénérescence de la politique, il n'existe pas meilleur laboratoire que la France pour qui veut en analyser les germes, les causes, peut-être même les remèdes.

Au vu de l'état lamentable où est rendue la gauche, dont l'électorat populaire tend à se tourner de plus en plus vers les extrêmes ou à s'abstenir, la victoire est (en théorie) dans la poche pour la droite républicaine : il y a une France qui rêve d'autre chose, qui réclame des réformes structurelles, qui a envie de croissance et de libertés économiques, qui en a soupé de l'idéologie d'État, du chômage chronique, de l'explosion des dépenses publiques et des prélèvements fiscaux records parmi les grandes puissances.

Banalisée, Marine Le Pen n'est plus un corps étranger et n'a plus besoin de slogans politiquement incorrects ou de harangues grimaçantes. Elle n'a plus qu'à répéter ce que la majorité des Français et des Européens pensent sans le dire. Toute la question étant de savoir jusqu'à quand les Français préféreront les copies à l'original.

— **Massimo Nava**
Publié le 6 avril

Contexte

Le "cheval de Troie" de Poutine

●●● Ces derniers jours ont été source d'une forte angoisse, souligne le quotidien espagnol de centre droit **El Confidencial**. En Serbie, le président sortant, le populiste Aleksandar Vucic, a obtenu une victoire écrasante lors de l'élection du 3 avril. En Hongrie, Viktor Orbán a écrasé ses adversaires aux élections législatives. Et voilà qu'en France Marine Le Pen accède au second tour. Pour le quotidien espagnol, "le tsar Poutine" place ses "pions" populistes. Ils sont un danger pour l'Occident, prévient le **Financial Times**. Marine Le Pen est même le "cheval de Troie" de Vladimir Poutine, insiste le journal britannique. En effet, alors que la Russie perd du terrain en Ukraine, estime le quotidien, seul un "revirement politique" majeur pourrait changer le cours de la guerre. L'accession à la présidence de Marine Le Pen pourrait constituer un tel "choc géopolitique". En comparaison, Orbán et Vucic sont de simples "groupies" de Poutine. "La victoire de Marine Le Pen dans ce pays européen qui est une puissance nucléaire, et même la seule au sein de l'Union européenne, aurait des répercussions stratégiques, mais aussi politiques, sur la guerre en Ukraine. La candidate du Rassemblement national a, en effet, promis de sortir la France du commandement intégré de l'Otan, de lever les sanctions françaises contre la Russie et d'inciter l'Ukraine à se plier aux exigences du Kremlin." Pour **Politico**, "quelle que soit l'issue du scrutin, Vladimir Poutine en sortira vainqueur". Même si Emmanuel Macron est élu, estime le site d'information, qui rappelle la russophilie du candidat. Il a longtemps été perçu dans le reste de l'Europe "au mieux comme un admirateur de Poutine imbécile et prétentieux, au pire comme une menace directe pour la sécurité de l'Europe et d'une Otan intégrée". Une victoire de Marine Le Pen entraînerait toutefois une "grande crise de l'Europe et de l'Occident" particulièrement dangereuse en ces temps de guerre ouverte contre le néo-impérialisme agressif de Poutine, juge le journal italien de centre droit **Il Foglio**. Une victoire du macronisme permettrait d'ériger une barrière à la guerre - "en espérant que ce ne soit pas une ligne Maginot".

Décryptage

L'implosion de la droite

●●● Certes, il y a eu le retour du duel Macron-Le Pen. Certes, il y a eu beaucoup de résultats décevants pour les autres candidats. Mais "la plus grande surprise de la soirée", selon **The Guardian**, "a été le score extrêmement faible de Valérie Pécresse, la candidate des Républicains [LR], le parti de la droite traditionnelle de Nicolas Sarkozy". N'ayant pas réussi à atteindre la barre des 5% (4,78%), LR ne verra pas ses frais de campagne électorale remboursés et se trouve dans une situation financière périlleuse. "Une piètre prestation qui devrait entraîner l'implosion du parti en faveur de son aile dure. La France se retrouverait alors dans une situation unique, désormais dépourvue d'une formation de droite conventionnelle." Pour l'heure, le parti affiche son unité en appelant à faire barrage au Rassemblement national. "Aucune voix ne peut se porter sur Marine Le Pen", a déclaré son président, Christian Jacob, le 11 avril. Le lendemain, l'ancien président de la République Nicolas Sarkozy a indiqué que "la fidélité aux valeurs de la droite républicaine [...] doit nous conduire à répondre à l'appel au rassemblement d'Emmanuel Macron".



Vu d'ailleurs



La France à droite toute, l'Europe tremble

Dépitée et inquiète, la presse étrangère, dans son ensemble, juge sévèrement ce premier tour et la campagne qui l'a précédé.

Espagne. L'épreuve du feu

● “Y a-t-il vraiment un front républicain en France ? Y a-t-il vraiment une barrière contre l'extrême droite ? Cela reste à voir.” Au sortir du premier tour de la présidentielle française, le site espagnol **InfoLibre**, très à gauche, sait que le “cordon sanitaire” déployé autour de l'extrême droite sera mis “à l'épreuve du feu” lors du second tour, le 24 avril. Jusqu'à présent, les alliances entre partis ont toujours contribué à éloigner l'extrême droite du pouvoir en France. Le dimanche 10 avril, plusieurs candidats éliminés – Valérie Pécresse (LR), Anne Hidalgo (PS), Yannick Jadot (EELV) – ont d'ailleurs appelé leurs électeurs à voter pour Emmanuel Macron, quand Jean-Luc Mélenchon (LFI), Fabien Roussel (PCF) et Philippe Poutou (NPA) ont invité à faire barrage à l'extrême droite. À l'opposé, Éric Zemmour (Reconquête) et Nicolas Dupont-Aignan (DLF) ont affirmé leur soutien à Marine Le Pen (RN). Mais le front républicain, un concept créé “lors de l'élection présidentielle de 2002”, fonctionnera-t-il encore en 2022 ? Rien n'est moins sûr pour **InfoLibre**, au vu de “la capacité des radicaux d'extrême droite à attirer le vote de la classe ouvrière en profitant du mécontentement créé par les politiques ultralibérales”, affaiblissant ainsi “cet idéal de cordon sanitaire”.

Pays-Bas. Rien n'est gagné pour Macron

● “Macron est encore loin d'avoir vaincu Le Pen”, affirme **NRC Handelsblad**. Selon le quotidien de référence de l'intelligentsia néerlandaise, le président sortant a de quoi être inquiet, même s'il est arrivé en tête à l'issue du premier tour. Il fait face à deux problèmes : l'abstention, “conséquence d'une grande méfiance à l'égard des responsables et du système politiques en France”, et le report des voix des électeurs de Jean-Luc Mélenchon. Ces derniers “voient dans le président, ancien banquier, un représentant de l'establishment et du capitalisme qu'ils détestent tant”. Le journal d'Amsterdam en est donc convaincu : “Au deuxième tour, une partie des électeurs de Mélenchon votera pour la responsable du RN.”

République tchèque. Comment convaincre les Français de voter ?

● “Macron réussira-t-il à convaincre les Français de participer au second tour ? Il le devrait”, affirme **Hospodarské Noviny**, qui prévoit un duel plus serré qu'en 2017. “Macron n'a plus l'avantage qu'il avait alors, d'être un politique pas comme les autres. Les Français savent désormais qui il est, prévient le journal économique tchèque. Ils l'ont pour la plupart catalogué comme un représentant de l'élite française qui ne comprend pas les problèmes des personnes nées sous une moins bonne étoile.”

Turquie. Toujours plus à droite

● “Quel que soit le résultat du second tour, un constat est clair : la France n'a cessé de glisser vers la droite ces dernières années”, estime Ergin Yildizoglu dans le quotidien turc **Cumhuriyet**. L'éditorialiste considère qu’“une vague néofasciste souffle puissamment sur la bataille des idées” et qu'elle a poussé les candidats à droitiser leurs discours. “Ainsi Macron s'est mis à utiliser le terme d'ensauvagement”, utilisé traditionnellement pour établir un lien entre immigration et criminalité, et la candidate Pécresse, pourtant issue d'un parti gaulliste, n'a pas hésité à reprendre tranquillement celui de “grand remplacement”, devenu l'étendard du néofascisme.”

Tunisie. L'extrême droite, vainqueur du premier tour

● “C'est une tendance qui se confirme ce [10 avril] : l'extrême droite nationaliste et xénophobe a bien pris ses quartiers en France, assène Fakhri Khliissa, de l'hebdomadaire francophone **Réalités Online**. Ce n'est pas Emmanuel Macron qui a remporté ce premier tour. Loin de là. C'est l'extrémisme, incarné par Marine Le Pen, Éric Zemmour et les autres acteurs de la même couleur politique.”

États-Unis. Marine Le Pen “aussi extrémiste qu'il y a cinq ans”

● “Durant sa campagne, Marine Le Pen a réussi à éviter de mettre en avant ses propositions les plus controversées et s'est plutôt fait l'écho des inquiétudes des Français, notamment la hausse de l'inflation.” Mais “sur le fond, nombre des positions sont aussi extrémistes qu'il y a cinq ans. Elle a promis la semaine dernière d'imposer des amendes aux femmes musulmanes qui porteraient le voile dans l'espace public”, rappelle le **Washington Post**.

Danemark. Marianne est une femme malade

● Le quotidien danois **Politiken** (centre gauche) s'inquiète de la “victoire des populistes” au premier tour. “Ensemble, Marine Le Pen, Éric Zemmour et un troisième candidat d'extrême droite [Nicolas Dupont-Aignan] bénéficient du soutien de près d'un Français sur trois. En soi, c'est surprenant. Mais ce n'est pas tout. De l'extrême droite à l'extrême gauche, les candidats populistes qui veulent que la France sorte de l'Otan et en partie de l'UE représentent désormais plus de 50 % de l'électorat. Les populistes ont remporté le premier tour, illustrant le fait que Marianne, le symbole de la République française, est une femme malade, ce qui pourrait avoir des conséquences sur le reste de l'UE.” Si le président Macron reste favori



→ Dessins de Sondron parus dans L'Avenir, Namur.



pour l'emporter au second tour, estime Michael Seidelin, envoyé spécial du journal à Paris, *"l'homme orienté au centre droit est confronté à des extrêmes forts. Gouverner la France n'en deviendra pas plus facile."*

Royaume-Uni. La démocratie libérale en danger

● *"Macron est face au combat de sa vie, écrit le Financial Times. La victoire de Le Pen aurait des répercussions bien au-delà de la France, poursuit le quotidien de Londres. Elle porterait un coup terrible à la démocratie libérale dans le monde occidental et plongerait l'Union européenne dans la tourmente juste au moment où les États-Unis et leurs alliés sont enfermés dans un bras de fer autour de l'Ukraine avec la Russie autoritaire de Poutine."*

Italie. Paris-Rome, même élan ?

● Et si la puissance du trio "populiste" Le Pen-Mélenchon-Zemmour poussait les Italiens à programmer des élections anticipées ? Matteo Salvini, président de la Ligue, figure de l'extrême droite italienne, et Giuseppe Conte, président du Mouvement 5 étoiles, *"observent le désordre qui agite la France"*,

remarque **La Repubblica**. Ils pourraient être tentés d'en tirer un gain électoral et déstabiliser le gouvernement en place en Italie. *"Ce qui vaut aujourd'hui à Paris pourrait valoir demain à Rome"*, avance le journal romain. Dans ce contexte : *"Nul besoin de la victoire finale de Marine Le Pen – qui est peu probable – pour imaginer que la situation française fera naître des envies d'élections anticipées."*

Allemagne. Comme un Brexit

● L'éventualité d'une victoire de Marine Le Pen, qualifiée pour le second tour, fait frémir l'Union européenne, assure **Der Tagesspiegel**. *"À Bruxelles, dans les couloirs des institutions européennes, on est unanimes, explique le titre berlinois. L'arrivée de la politicienne d'extrême droite dans le fauteuil présidentiel serait pour l'UE une catastrophe semblable à celle du Brexit."* La position de la France sur la guerre en Ukraine ou sur le respect de l'état de droit en Hongrie pourrait changer, tout comme son soutien au Green Deal, ce pacte vert européen pour le climat. *"Marine Le Pen souhaite qu'à l'avenir la France réoriente ses partenariats à l'étranger."* Ce qui veut dire que l'amitié franco-allemande, historiquement au cœur de la construction européenne, en pâtirait également. *"L'unité de l'Europe risque d'être très sévèrement endommagée,"*

s'inquiète l'eurodéputé écologiste allemand Daniel Freund, spécialiste des questions relatives à l'état de droit, dans les pages du journal berlinois. *"Si la France n'approuvait plus par exemple la procédure européenne de sanctions contre la Hongrie, cet instrument ne pourrait pas être utilisé contre Budapest."* Or la candidate du Rassemblement national a *"une grande proximité avec le Premier ministre controversé Viktor Orbán, qui gouverne son pays de manière de plus en plus autoritaire"*.

Hongrie. Orbán croise les doigts

● L'issue du duel entre Marine Le Pen et Emmanuel Macron sera une plus ou moins bonne nouvelle pour le Premier ministre hongrois, Viktor Orbán, commente un article d'analyse de **Válasz Online**. *"Si Marine Le Pen l'emportait, cela témoignerait pour la première fois de l'influence de la Hongrie sur la politique d'un État d'Europe de l'Ouest"*, explique le site. Et ce notamment grâce au *"prêt, pour la campagne, de 10,6 millions d'euros"* accordé par la banque magyare MKB, propriété de l'oligarque Lorinc Meszaros, ami d'Orbán. En outre, l'éventuelle élection de Marine Le Pen *"modifierait la position du gouvernement hongrois en Europe"* et remettrait en selle *"l'internationale des rebelles"* voulue par Orbán, qui avait accueilli Marine Le Pen *"telle une chef d'État"* en octobre 2021,

Verbatim

UN PREMIER TOUR "CHOQUANT ET DOULOUREUX"

Le dimanche 10 avril au soir, la militante ukrainienne INNA SHEVCHENKO, l'une des figures de proue du mouvement Femen, a dit sa frustration au sujet des résultats du premier tour de l'élection présidentielle française :

"Laissez-moi avouer qu'il est non seulement frustrant, choquant mais aussi douloureux d'accepter qu'en pleine guerre génocidaire en Ukraine tant de citoyens français aient donné leur voix à la candidate pro-Poutine, financée par la Russie."

rappelle **Válasz Online**. Une chose est sûre : l'exécutif magyar *"ne veut pas rester seul"* lorsque *"les vagues de la récession toucheront"* le pays, et le dénouement du second tour montrera si Viktor Orbán, *"acheteur de la grille Le Pen"*, obtient *"les cinq numéros gagnants du Loto"*.

Suède. Un risque que le front contre la Russie s'effondre

● *"Deux semaines de bataille intense contre Emmanuel Macron attendent désormais la France, avec l'avenir de l'Europe en jeu. Si Le Pen l'emporte, il existe un risque réel que le front uni de l'Occident contre la Russie s'effondre"*, écrit le correspondant à Paris du quotidien **Dagens Nyheter** (libéral). Pour Erik de la Reguera, *"Marine Le Pen n'est pas n'importe quelle femme politique. Elle a prôné la reconnaissance de l'annexion de la Crimée par la Russie, elle souhaite que la France quitte les structures militaires de l'Otan, et son parti nationaliste de droite – aux racines fascistes – a reçu un prêt de plusieurs millions d'une banque russe avant les élections [régionales de 2015]."* *"Récemment, elle a condamné l'invasion russe. Mais elle refuse l'envoi d'armes à l'Ukraine et juge totalement inacceptable que les sanctions économiques contre la Russie se retournent contre les Français sous la forme de hausses des prix."*



Macron, force motrice de l'Union

Il a beau être détesté, le président a confirmé son emprise sur la politique française et européenne, juge cet hebdomadaire britannique conservateur.

—**The Spectator** (extraits) Londres

Si vous voulez savoir pourquoi il est presque certain que Marine Le Pen ne remportera pas la présidentielle française le 24 avril, écoutez le discours de Jean-Luc Mélenchon, arrivé troisième au premier tour. “*Nous savons pour qui nous ne voterons jamais*”, a déclaré le héraut autodidacte de la gauche radicale, qui a réussi à améliorer ses résultats de 2017 en recueillant plus de 20 % des voix. “*Jamais nous ne perdrons notre confiance dans la démocratie*”, a-t-il ajouté.

“*Il ne faut pas donner une seule voix à Mme Le Pen*”, a-t-il ensuite répété plusieurs fois au milieu des applaudissements de plus en plus forts de la foule. L'inquiétude de l'establishment français est qu'un nombre important d'électeurs de Mélenchon, très remontés après cinq ans de présidence macronienne, ne l'écoutent pas et se tournent vers Le Pen et son programme économique “*antimondialiste*”, qui leur parle davantage que tout ce que leur propose Macron.

Cependant, le seul poids des sympathisants de l'extrême gauche, du centre gauche et du centre droit, qui vont passer les prochains jours à dénoncer sans relâche “*l'extrême droite*” et à marteler qu'une victoire de Le Pen signerait la mort de la démocratie française, devrait être plus que suffisant pour réécrire Macron. La peur de l'extrême droite a déjà mobilisé l'électorat de Macron au premier tour et sera assurément encore plus grande dans deux semaines.

En fin de compte, la soirée a été un peu décevante pour Le Pen. Oui, elle a obtenu 23,6 % des voix [23,15 % finalement], davantage que les 21,3 % du premier tour de 2017. Mais les sondages avaient laissé penser que le score serait plus serré.

Emmanuel Macron n'est pas populaire. Beaucoup de gens le détestent. À Menton, près de Nice, sur la Côte d'Azur, son visage a été défiguré sur presque toutes les affiches, généralement avec une petite moustache d'Hitler. Mais électoralement parlant, il est indéniablement un politicien brillant.

Après cinq années de mandat marquées par les crises, malgré la pandémie de Covid-19, la guerre en Ukraine et tout le reste, il a battu son score stupéfiant du premier tour de 2017 de quatre points. D'après les premières estimations, il l'emporterait de justesse au deuxième tour, avec 51 % des voix contre 49 % pour Le Pen. Mais les sondages avaient aussi prédit que l'écart au premier tour serait plus serré qu'il ne l'a été. Beaucoup de Français disent qu'ils ne connaissent personne qui ait voté pour lui. Pourtant, ceux qui votent pour lui sont nombreux, et ils l'ont encore fait dimanche. Macron n'a pas encore été réélu, mais il est désormais le grand favori de cette course et devrait rester à l'Élysée.

Il représente plus que quiconque la force motrice de la politique française et européenne et, à moins d'un coup de théâtre d'ici quinze jours, il le restera jusqu'en 2027.

—**Freddy Gray**
Publié le 10 avril

↓ Emmanuel Macron
Dessin de Glez
paru dans **Le Journal du jeudi**, Ouagadougou.



Vu du Canada

Double échec

●●● Le nouveau duel Macron-Le Pen était annoncé depuis des années, mais rien dans la campagne électorale du chef de l'État n'a contribué à l'éviter, à en croire **Le Devoir**, au Québec. Sur le fond d'abord : la France a beau avoir vécu une pandémie mettant au grand jour les problèmes urgents de son système de santé (le quotidien montréalais cite les “*soins des personnes âgées, pénurie d'infirmières, déserts médicaux, enjeux de privatisation...*”), le président a fait l'impasse sur le sujet, tout comme sur d'autres thèmes aussi cruciaux que la lutte contre le changement climatique et l'accès au logement. “*Comment se surprendre ensuite que les électeurs désabusés et en colère tombent dans le piège de l'abstention, ce grand symptôme du mal-être de nos démocraties ?*”

Ensuite, enjambant le premier tour en se concentrant ostensiblement sur la guerre en Ukraine, le président a oublié que “*ce sont les conséquences économiques sur leur portefeuille qui ont peu à peu fini par inquiéter les Français*”. En revanche, il a permis à Marine Le Pen de se présenter “*en championne des citoyens ordinaires et de la défense du pouvoir d'achat*” et d'éviter d’“*avoir à parler de ses positions prorusses*”. Et **Le Devoir** de conclure : “*La dynamique électorale de l'entre-deux-tours risque d'être ce qu'elle fut en 2017, avec radiabolisation à la clé de Marine Le Pen. Il est entendu que son élection serait une calamité sans nom. Pour autant, quelle offre de progrès sociaux réels les Français peuvent-ils attendre d'un autre quinquennat Macron ?*”



SIX PIEDS SUR TERRE

D'autres voix pour un monde durable

UN NOUVEAU PODCAST SIGNÉ A ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE



L'ŒIL
DE BERTRAMS



Le dessinateur néerlandais croque l'actualité française pour *Courrier international* jusqu'au second tour de l'élection présidentielle.

↑ "Conte de fées". Sur l'arche : Raiponce. Dessin de **Joep Bertrams**, Pays-Bas, pour *Courrier international*.

Une démocratie en péril ?

L'enracinement du vote extrémiste et de l'abstention révèle la crise de la société française, alors que la gronde sociale risque de rejaillir

La France est une "démocratie en péril". C'est du moins ainsi que le décrit **The Economist** dans son classement annuel Democracy Index Report. Pour **El País**, l'Hexagone mérite ce titre qui devrait l'alerter. En cette période électorale, la France doit faire face à deux menaces : l'abstention et le vote en faveur des candidats antisystème. C'est avec "ces écueils" que l'Hexagone doit construire son avenir et, au-delà de la présidentielle, aborder les législatives.

"Tout est possible dans ce pays où l'effondrement de la nation est presque toujours imminent et irrésistible, même s'il ne se concrétise jamais tout à fait, et où les convulsions sociales, comme on l'a vu avec les 'gilets jaunes', se multiplient." Avec l'inflation provoquée par la guerre en Ukraine, les conditions sont encore réunies pour que les Français descendent dans la rue.

Cependant, au-delà de ces mouvements, c'est l'"extrémisation" qu'*El País* considère comme le danger le plus menaçant pour la démocratie française. En effet, 52 % des Français considèrent que les divisions sont aujourd'hui l'une des principales caractéristiques de leur pays, selon l'étude "Naviguer en eaux troubles" de l'organisation prodémocratie More In Common.

"Les divisions et la pensée politique tribale sont épuisantes." Cette "tendance à l'affrontement" va malheureusement de pair avec une baisse de la solidarité et de la cohésion sociale. Or, rapporte le quotidien espagnol, dans leur livre *La Mort des démocraties*, "Levitsky et Ziblatt [professeurs de sciences politiques à Harvard] montrent bien que, quand les sociétés sont à ce point divisées et que les forces politiques se retranchent derrière des visions du monde incompatibles, les démocraties sont en péril".

— *Courrier international*

3 questions à...

ADAM SAGE, correspondant en France du quotidien britannique *The Times*.

"Mélenchon est incontournable à gauche"

Vu des États-Unis

LA FRANCE A LE "SEUM"

Un mot suffit à lui seul à résumer tout le malaise français, rapporte **Foreign Policy** : le "seum". Un terme issu de l'argot des quartiers populaires qui a le mérite de faire l'unité dans une nation très divisée. "Le 'seum' capture parfaitement la vie politique actuelle : ce sentiment d'insatisfaction et de résignation touche désormais toutes les classes sociales." Dans un sondage de l'Institut CSA publié à la fin de 2021, 75 % des répondants estimaient la France en déclin. La bonne santé économique du pays n'y fait rien : "Les Français demeurent cafardeux", et la pandémie n'a pas amélioré les choses.

1. Comment interprétez-vous le score, certes insuffisant pour passer au second tour, mais très élevé, de Jean-Luc Mélenchon ?

Il est devenu le personnage incontournable de la gauche dans son ensemble, aux dépens du Parti socialiste, et du Parti communiste aussi. Je vois son score plutôt comme le signe d'une très grande fracture dans la société française et comme l'expression d'un mouvement de très forte contestation par rapport aux fondements de la politique française, qui englobe à la fois le vote Mélenchon et les votes Le Pen et Zemmour.

2. Le choix de ses électeurs au second tour est-il le grand enjeu de l'entre-deux-tours ?

Oui. Marine Le Pen ne peut pas gagner sans une partie des électeurs de Jean-Luc Mélenchon. Comme Emmanuel Macron, elle va vouloir aller chercher ces électeurs décisifs. La fracture sociale dont je parlais va empêcher un nombre significatif des électeurs de Mélenchon de voter pour Macron. Ils ne vont peut-être pas voter Le Pen, mais voter blanc ou s'abstenir. L'élection sera donc plus serrée qu'en 2017, quand les électeurs de gauche avaient voté Macron. Je doute que cela se reproduise. Marine Le Pen a besoin que les électeurs de Mélenchon aillent plus loin : pas seulement qu'ils s'abstiennent, mais qu'ils votent pour elle. Cela ne me paraît pas impossible, mais peu probable.

3. Quels enseignements peut-on tirer de ce premier tour quant à une éventuelle recomposition de la gauche, notamment en vue des législatives de juin prochain ?

Le mouvement autour de Mélenchon est assez fort, il est voué à durer. Mais je ne le crois pas capable de gouverner, donc je ne pense pas qu'il puisse supplanter le Parti socialiste comme parti de gouvernement de la gauche. Je vois une ressemblance avec le cas Jeremy Corbyn, l'ex-leader [entre 2015 et 2020] du Parti travailliste [gauche] britannique : un bon tribun, à même de capter une partie de l'électorat, très à gauche, assez hostile aux alliances internationales et à Israël. Il était très populaire parmi les militants et électeurs de gauche, mais très peu parmi ceux du centre, qui font basculer les scrutins. Ce qui a amené le Parti travailliste dans une impasse et a entraîné la victoire de Boris Johnson aux élections générales, en 2019. Je pense que Jean-Luc Mélenchon – ou ses successeurs – aura en réalité beaucoup de mal à s'implanter en France.

— *Propos recueillis par Courrier international*

d'un continent à l'autre.

asie

Afrique	20
Moyen-Orient...	23
Amériques.....	24
Europe	28



Sri Lanka. Une économie à genoux, un peuple à bout

Déjà malmenée par les attentats de 2019, l'économie du Sri Lanka a été dévastée par le Covid-19, une politique agricole peu inspirée et des choix économiques malheureux. Des manifestants demandent chaque jour le départ du clan Rajapaksa.

—The Hindu (extraits) Madras

Ajith Kumara a passé ces deux dernières années avec, chaque jour, la même rengaine dans les oreilles – une version de la *Lettre à Élise* de Beethoven, que ses haut-parleurs crachaient à tue-tête. Quand la pandémie s'est abattue sur le pays, il a plaqué son emploi de chauffeur poids lourd pour devenir vendeur ambulant. Les célèbres camionnettes *choon pan* (littéralement, "pain musique"), nombreuses à diffuser ce classique de 1810 pour annoncer leur présence, apportent du pain et autres produits de boulangerie devant la porte des habitants depuis des décennies. Elles ont joué un rôle particulièrement précieux pendant les confinements stricts, quand le simple fait de mettre un pied dehors était passible d'arrestation. Sillonnant les faubourgs de Colombo muni du sauf-conduit de son employeur, Ajith est retombé sur ses pieds pendant ces heures noires. Mais la crise économique actuelle pourrait bien lui asséner le coup de grâce.

"L'activité a chuté de plus de moitié. Quand je trouve du carburant pour ma camionnette, il n'y a plus de gaz pour la boulangerie. Quand on trouve du gaz, il n'y a plus d'électricité. Si l'électricité marche, il manque des ingrédients ou de l'eau", soupire-t-il, tandis qu'il stationne à Dematagoda, une banlieue ouvrière de Colombo où ont été relogées bon nombre des familles modestes déplacées par les travaux d'aménagement du centre-ville. "Et, quand on se débrouille pour trouver tout ce qu'il faut et avoir du pain et des pâtisseries à vendre, les gens disent qu'ils n'ont plus de quoi payer. C'est ça, la situation, aujourd'hui."

Elle est calamiteuse, au dire de tous. Les hôpitaux déprogrammement des opérations faute de fournitures médicales, les pénuries d'encre et de papier obligent les journaux à suspendre leur publication et les écoles à reporter les examens, car elles ne peuvent plus imprimer les sujets.

Pour un journalier comme Ajith Kumara, des recettes divisées par deux,



ça veut dire un repas en moins par jour. Le vendeur de 48 ans, qui travaille pour une petite boulangerie, utilise une partie de ses revenus quotidiens pour payer la location de son véhicule et le précieux gazole qui lui sert à avancer. Il met le reste de côté pour aider sa famille de quatre personnes, installée à Minuwangoda, dans le district voisin de Gampaha. Il fustige [le gouvernement] : *"Les gens meurent de faim. Voilà ce qu'ils [ceux qui sont aux manettes] nous ont fait."*

Ajith Kumara fait partie des 6,9 millions de personnes qui ont voté pour Gotabaya Rajapaksa en novembre 2019, propulsant l'ancien militaire à la tête de l'État. Son élection et l'obtention d'une

"Un travailleur peut à l'heure actuelle à peine se payer un paquet de lait en poudre."

S. Kalidasan,
EMPLOYÉ DE RESTAURANT

majorité écrasante des deux tiers au Parlement en 2020 ont presque rendu au clan Rajapaksa la grandeur qu'il avait en 2010, juste après sa "victoire" militaire [sur les Tigres tamouls, à l'issue de plus de vingt ans de guerre]. Mais cette popularité, retrouvée après cinq années dans l'opposition (et qui avait même résisté aux premières turbulences de la pandémie), s'effrite aujourd'hui. Il faut dire que l'ampleur de cette crise économique est sans précédent, au point d'en faire sans doute la plus grave de l'histoire de l'île.

Les réserves en devises étrangères du pays étaient déjà sous tension depuis que les attentats d'avril 2019 avaient enrayé l'afflux de touristes et le flot d'investissements étrangers [une série d'attaques suicides coordonnées dans des églises et des hôtels avait fait près de 270 morts et 500 blessés]. Les réserves sont à peine suffisantes désormais pour régler un mois d'importations. La contraction du dollar et les graves pénuries de produits essentiels font les gros titres dans le monde



← Dessin d'Ajubel paru dans *El Mundo*, Madrid.

tous les jours pour dénoncer les ratés du gouvernement et son indifférence pour les malheurs de son peuple. [Le 31 mars], plusieurs centaines de personnes sont allées crier leur colère sous les fenêtres de la résidence de Gotabaya Rajapaksa à Colombo, scandant des slogans demandant son départ.

Le gouvernement sri-lankais actuel compte quatre frères et un fils Rajapaksa, auxquels il faut ajouter plusieurs autres membres de la famille à des postes en vue. Quelques mois après le début de ce marasme économique, aucun ne semble avoir pris la mesure des souffrances endurées par le peuple, et encore moins en assumer la responsabilité.

En flagrant déni. “Ce n’est pas moi qui ai engendré cette crise.” C’est ce que clamait Gotabaya Rajapaksa dans une allocution télévisée le 16 mars. Il n’avait pas totalement tort. Les répercussions de la pandémie de Covid-19 sur les principales sources de devises – le tourisme, les exportations de thé et de textile et les transferts de fonds des travailleurs migrants – ont porté le coup de grâce à une économie déjà mise à mal par les attentats d’avril 2019.

En réalité, la crise s’est annoncée par paliers depuis l’apparition du Covid – par le congédiement et l’expulsion à la chaîne des travailleurs sri-lankais dans les pays du Moyen-Orient, par la flambée des contaminations, qui a stoppé net l’activité des usines travaillant pour l’export, par la fermeture des établissements commerciaux pendant le confinement et la perte d’emplois et de revenus qui s’est ensuivie.

“Le gouvernement savait depuis deux ans que notre économie allait au crash. Mais il est resté dans le déni. Il n’avait aucun plan, aucune stratégie”, fulmine S. Kalidasan, qui travaille dans un restaurant de quartier à Colombo pour subvenir aux besoins de sa femme et de leurs trois enfants, qui vivent à Hatton, dans la province du Centre. “Un travailleur qui gagne dans les 1200 roupies [3,50 euros] par jour peut à peine se payer un paquet de lait en poudre à l’heure actuelle”, poursuit-il, prenant ici l’exemple d’un bien de première nécessité au Sri Lanka, qui pour le lait dépend en grande partie de l’importation. L’inflation des denrées alimentaires a franchi la barre des 25 % en février – un record – avec la flambée des prix du riz, des légumes secs, du poisson, du poulet, des légumes et des noix de coco.

La décision du chef de l’État, en 2020, de limiter les importations, notamment de produits alimentaires et d’intrants agricoles, avait pour but de préserver ses devises étrangères. C’est dans cette logique qu’il a interdit les → 16

entier, souvent accompagnés d’explications simplistes sur le “piège de la dette chinoise” [le Sri Lanka s’est endetté auprès d’une banque chinoise pour la construction du port de Hambantota, cédé à une entreprise chinoise en 2016] ou les “répercussions de la guerre en Ukraine”, laissant bien peu de place à ce que traverse le Sri Lanka.

Les familles se privent de thé, sautent des repas, font des heures et des heures de queue pour acheter du gaz ou du pétrole à usage domestique et se retrouvent parfois privées d’électricité toute la journée durant en pleine saison des fortes chaleurs. Elles mettent leur malheur sur le dos d’un “gouvernement incompetent” et non sur celui d’une conjoncture macro-économique compliquée.

Le hashtag #GotaGoHome [“Gotabaya, rentre chez toi”] faisait fureur le mois dernier sur Twitter, décliné ensuite en #RajapaksasGoHome [“Les Rajapaksa, rentrez chez vous”]. La classe moyenne et l’opposition descendent dans la rue

Décryptage

Le président Rajapaksa isolé et contesté dans la rue

●●● La colère populaire gronde depuis plusieurs semaines déjà. Des milliers de personnes, le week-end des 10 et 11 avril, se sont encore rassemblées à Colombo, le long de la célèbre promenade du front de mer, non loin du siège de la présidence. Les manifestants réclamaient la démission du président Gotabaya Rajapaksa et de son frère Mahinda, qui occupe le poste de Premier ministre. “Va-t-en, Gota”,

“Mon pays n’est pas à vendre” ou encore “C’en est assez”, pouvait-on lire sur les pancartes des manifestants, issus de toutes les strates de la société sri-lankaise. Le clan Rajapaksa est désormais isolé : le 3 avril, l’ensemble du gouvernement, à l’exception du Premier ministre et du président, ont démissionné sous la pression de la rue, après avoir tenté d’instaurer l’état d’urgence (qui a

finalement été levé) et un couvre-feu qui a tourné au fiasco. Deux jours plus tard, le gouverneur de la banque centrale a, lui aussi, démissionné, et une quarantaine de députés ont quitté la coalition du Sri Lanka Podujana Peramuna (“Front du peuple du Sri Lanka”). Le chef de l’État sri-lankais a bien appelé à former un gouvernement d’union nationale, mais l’opposition s’y refuse et menace même de déposer une motion de défiance.

Courrier international
CONTENU PARTENAIRE

ESCAPE TO BERN

Envie de partir en vacances en Suisse ?

Participez à notre escape game en ligne et tentez de remporter deux voyages pour deux personnes dans la Région de Berne.

RELEVEZ LE DÉFI DÈS MAINTENANT

Informations, indices et inscription dès maintenant sur evenements.courrierinternational.com/escapetobern

#ESCAPETOBERN

15 ← importations d'engrais chimiques en mai 2021, obligeant le pays à se convertir en catastrophe à l'agriculture biologique, ce qui fait planer aujourd'hui une vraie menace sur la sécurité alimentaire du Sri Lanka.

Ce coup de frein aux importations n'était pas fondé sur une stratégie mûrement réfléchie (on trouve toujours des produits alimentaires de luxe dans les supermarchés) et ne s'est d'ailleurs pas traduit par un rebond de la production nationale qui aurait pu stabiliser les prix à la consommation. Après des manifestations monstres du monde agricole – le socle électoral du régime –, le gouvernement a rétrogradé en novembre 2021 sur sa politique à l'évidence peu judicieuse

Depuis la pandémie, la Banque mondiale a dénombré 500 000 nouveaux pauvres dans le pays, à court de liquidités.

contre l'agrochimie. Mais le mal était fait. Les agronomes ont prédit un effondrement des récoltes annuelles – notamment une chute de 40 à 45 % des rendements rizicoles. Moins d'un an après l'interdiction des engrais de synthèse, le gouvernement se voit aujourd'hui contraint de revoir à la hausse les importations de produits alimentaires de base, dont le riz. L'inverse de ce qui était prévu au départ.

À l'heure où la peur d'une famine gagne du terrain, le gouvernement frappe à toutes les portes en quête d'aide. En février dernier, le ministère du Commerce a annoncé qu'il importait 300 000 tonnes de riz d'Inde et 100 000 tonnes de Birmanie dans le but de réguler les prix locaux. La semaine dernière, le gouvernement chinois a fait savoir qu'il en envoyait 2 000 tonnes au Sri Lanka.

Outre les céréales, l'État à court de liquidités cherche également désespérément des soutiens financiers. L'Inde a débloqué cette année une aide d'urgence de 2,4 milliards de dollars [2,2 milliards d'euros]. La Chine "étudie" actuellement une demande d'aide de Colombo de 2,5 milliards de dollars [2,3 milliards d'euros], en plus des 2,8 milliards [2,5 milliards d'euros] que Pékin a envoyés depuis le début de la pandémie. Signalons au passage que l'Inde et la Chine n'ont pas encore donné suite aux demandes de Colombo de geler ses remboursements ou de restructurer les dettes faramineuses contractées auprès d'elles.

Après des réticences initiales, Colombo se tourne maintenant vers le Fonds monétaire international (FMI) – ce qu'avaient souvent préconisé l'opposition, des groupes d'experts et les missions

diplomatiques. Cette décision, argumentent-ils, redorerait la crédibilité mondiale du Sri Lanka, qui avait dévissé l'année dernière, et permettrait au pays de souscrire de nouveaux emprunts à l'international.

On dénombre au moins 500 000 "nouveaux pauvres" au Sri Lanka depuis la pandémie, estime la Banque mondiale dans un nouveau rapport, avertissant que "le niveau d'inégalité [déjà] relativement élevé" dans le pays avant la pandémie risquait d'augmenter. De même que la pauvreté, notamment en l'absence de sécurité sociale universelle et de réseau d'aide alimentaire, systématiquement démantelés après la libéralisation de l'économie sri-lankaise en 1977. Les gouvernements successifs les jugeaient superflus dans la "stratégie de croissance" optimiste qu'ils avaient échaudée à l'époque. Aujourd'hui, tout ce qui reste, c'est la gratuité de l'enseignement jusqu'à l'université et un système public de santé qui s'est révélé vital pendant la pandémie.

Pendant le premier mandat de Mahinda Rajapaksa [président élu en 2005 et réélu en 2010], le gouvernement a tourné le dos aux prêts multilatéraux soumis à conditions, préférant opter pour des emprunts à taux élevé souscrits auprès de partenaires bilatéraux, ou passer par des obligations souveraines afin de financer des grands projets d'infrastructure dans un pays qui était encore en guerre. À la fin de la guerre, en 2009, le Sri Lanka a vécu un mini-boom économique, soutenu par la construction de voies rapides et autres projets routiers, d'un mégaport et d'un aéroport, dont les recettes ne suffisaient cependant pas, à ce jour, à couvrir ne serait-ce que les frais de fonctionnement.

Quête du passeport. Quand Gotabaya Rajapaksa [frère de Mahinda] s'est présenté à la présidence dix ans plus tard, il a promis de ressusciter les villages "lâchés pour compte" et de promouvoir un développement économique "centré sur l'humain". Mais sa décision prématurée d'interdire les importations d'intrants agricoles a douché les espoirs des agriculteurs de maintenir leurs niveaux de production, et donc de revenus pendant la pandémie. Les souffrances du peuple n'ont fait qu'augmenter ces deux dernières années.

La conversion brutale à l'agriculture biologique n'a pas été la seule décision peu inspirée de ce gouvernement. Fin 2019, il a sabré dans les impôts indirects tout en réduisant l'assiette de l'impôt sur le revenu, et provoqué ainsi une chute drastique des recettes fiscales. La pandémie qui s'est déclarée quelques mois plus tard n'a pas mis longtemps à amplifier la récession. Sûr de son pouvoir politique, le



gouvernement en place n'a pas cillé face à la calamité économique qui s'abattait sur le pays. Même ses partisans fidèles voient désormais dans la gestion désastreuse des Rajapaksa une illustration de la suffisance des gouvernants et de la fracture qui s'est ouverte entre eux et une opinion qui les vénérat autrefois.

Pendant ce temps, ce sont les plus démunis qui subissent de plein fouet cette crise qui pourrait bien s'aggraver dans les semaines à venir. Dimanche dernier [le 27 mars], M. Y. N. Zuhira, employée domestique, a fait quatre heures de queue sous le cagnard pour une bonbonne de gaz. "Au moins, je l'ai", souffle-t-elle dans sa maison de Dematagoda, dans la banlieue de Colombo. Avec un salaire journalier de 800 roupies [2,30 euros], elle ne peut pas se permettre de faire trois repas par jour, à moins de mettre ses revenus en commun avec ceux d'un proche qui vit à côté. "Comme ça, ça fait un peu plus de riz pour tout le monde", confie-t-elle.

Si la crise économique touche surtout les pauvres des villes, elle n'épargne pas les autres pour autant. Des représentants de l'élite anglophone de Colombo, qui peste souvent contre les manifestations – une "nuisance" – participent désormais aux marches quotidiennes et hebdomadaires réclamant une meilleure gouvernance et des solutions. Mi-mars, 16 Tamouls originaires du Nord, qui porte toujours les stigmates de la guerre, sont allés vers le Tamil Nadu [dans le sud de l'Inde], poussés par la misère.

Les services de l'immigration relèvent une recrudescence des demandes de nouveaux passeports – pas moins de 161 394 depuis janvier de cette année – à l'heure où des dizaines de jeunes hommes et femmes issus de familles ouvrières tentent de se rendre à l'étranger pour y devenir domestiques ou travailler sur les chantiers. "Dans notre village, je connais beaucoup de gens qui s'apprentent à fuir le pays. J'ai deux membres de ma famille qui partent en Arabie [Saoudite] et au Qatar. Ils ne se voient pas d'avenir ici, confie S. Kalidasan. Le gouvernement arrivera peut-être à contenir les prix des produits alimentaires de base jusqu'au nouvel an tamoul et cinghalais [le 13 avril]. Après ça, la situation risque de lui échapper."

Sous le couvert de l'anonymat, de peur des "répercussions" possibles, son patron confie : "Le coronavirus a frappé tous les pays du monde. Or la crise ne touche que nous. Alors, à qui la faute ? Au gouvernement et à lui seul."

À en juger par la grogne ambiante, les Rajapaksa risquent de le payer. Mais, en l'absence d'élection à venir, reste à voir si la colère de la rue saura se convertir en véritable contestation politique.

Dans les mois qui viennent, deux paramètres essentiels décideront du rebond de l'économie sri-lankaise et du sort de ce régime : la capacité du président Gotabaya à mettre fin aux répercussions dévastatrices de la crise et les tentatives de l'opposition de gagner la confiance du peuple en incarnant une offre politique crédible.

Aujourd'hui encore, tout porte à croire que le gouvernement n'a aucune stratégie au-delà des jours ou des semaines à venir. À ce jour, la réponse qu'il apporte à ce défi titanesque est au mieux parcellaire. Le clan Rajapaksa supportera peut-être seul les coûts politiques de cette crise, mais les coûts économiques seront supportés par le pays tout entier.

— Meera Srinivasan
 Publié le 2 avril

SOURCE



THE HINDU

Madras, Inde

Quotidien, 700 000 ex.

thehindu.com

Né en 1878 à Madras (Chennai) en tant qu'hebdomadaire,

The Hindu est devenu quotidien en 1889. Le journal est connu pour sa ligne politique de centre gauche. Son supplément du dimanche, Sunday Magazine, comporte d'intéressants articles culturels. Young World et Signpost sont des suppléments du samedi pour les enfants et les jeunes.



NORD BEDDING (SAS) 45 rue du Cardinal Lemoine, 75005 Paris • RCS PARIS 820 271 442 • SIMMONS® est une marque de ADOVA GROUP, tous droits réservés.
Toute reproduction des images, logos et textes est strictement interdite. Photographies non contractuelles.

Photographie © Denys Vinson

DEMAIN COMMENCE CETTE NUIT



**COLLECTION GÉNÉRATION,
DES LITIERES RESPECTUEUSES DE L'ENVIRONNEMENT**

#generationresponsable

À découvrir sur simmons.fr

THAÏLANDE

Au nom de Bangkok

Les Thaïlandais appellent leur capitale "Krung Thep". Impossible pour eux de remettre en cause cet autre nom de Bangkok.



IKON IMAGES

— **The Straits Times**
(extraits) *Singapour*

Une légère modification du nom de la capitale thaïlandaise a suscité un débat passionné parmi les internautes. Beaucoup ont en effet pris l'annonce de ce changement pour une tentative des autorités de redonner officiellement à la ville son nom thaï de "Krung Thep Maha Nakhon", et d'abandonner celui sous lequel le monde entier la connaît, "Bangkok".

Devant le tollé, les autorités thaïlandaises, dont le gouverneur de Bangkok Aswin Kwanmuang, ont précisé que les deux appellations pouvaient être utilisées pour désigner la capitale.

Toutefois, celle de Bangkok est principalement utilisée par les étrangers, tandis que Krung Thep Maha Nakhon, qui signifie "la grande ville des anges", a la faveur des habitants, qui l'abrègent souvent en "Krung Thep".

En fait, Krung Thep Maha Nakhon, apparue il y a environ deux cent quarante ans, est une version abrégée du nom cérémoniel complet de la ville, qui

compte 168 lettres lorsqu'il est transcrit en alphabet romain.

Cette appellation, qui plonge ses racines dans le pali et le sanscrit [langues anciennes et sacrées originaires d'Asie du Sud], est une phrase qui décrit la ville. Elle figure dans le Livre Guinness des records comme le toponyme le plus long du monde.

La voici en thaï : "Krungthep-mahanakhon Amonrattanakosin Mahintharayuthaya Mahadilok-phop Nopparatratthathaniburi-rom Udomratchaniwetmahasathan Amonphimanawatansathit Sakka-thattiyawitsanukamprasit." Ce qui signifie : "Cité des anges, grande ville des immortels, magnifique cité des neuf joyaux, siège du roi, cité des palais royaux, demeure des dieux incarnés, érigée par Visvakarman à la demande d'Indra."

Les débats du mois dernier, qui ont été émaillés de fausses informations, ont soulevé de nombreuses questions sur la nécessité d'une telle démarche et sur la signification des deux noms. En fait, le Bureau de la société royale de Thaïlande (ORST), qui est chargé de la translittération des mots thaï en alphabet

romain et de la normalisation de la langue thaï, avait simplement proposé une modification de la ponctuation.

Il avait suggéré aux autorités de désigner la capitale par "Krung Thep Maha Nakhon (Bangkok)" dans les documents officiels, avec Bangkok entre

"Bangkok était le nom d'un village, un nom prosaïque et très typique."

Chris Baker, SPÉCIALISTE DE L'HISTOIRE DE LA THAÏLANDE

parenthèses, au lieu de la version actuelle de "Krung Thep Maha Nakhon; Bangkok", qui utilise un point-virgule.

"Le nom de Bangkok en caractères romains, qui est utilisé depuis 1987, n'a pas été changé", a précisé l'ORST dans une publication sur Facebook, avant d'ajouter que les deux appellations pouvaient être utilisées et que le changement de ponctuation était toujours à l'étude.

Le malentendu a néanmoins déchaîné les internautes, qui ont

été nombreux à faire connaître leur opinion.

Chris Baker, spécialiste de l'histoire de la Thaïlande, explique que bien qu'il soit possible d'utiliser indifféremment l'une ou l'autre appellation, les significations sont différentes et réfèrent à des récits distincts. Il ajoute : "Krung Thep Maha Nakhon évoque une histoire très royale, alors que Bangkok ne veut pas dire grand-chose. C'était le nom d'un village, un nom prosaïque et très typique."

Cité des anges. Le nom thaï remonte au royaume de Rattanakosin (1782-1932) : il a été choisi par le roi Rama I^{er} en 1782, pour baptiser la nouvelle capitale qu'il avait édiflée sur la rive orientale du Chao Phraya, juste en face de l'ancienne, Thonburi, qui avait elle-même succédé à Ayutthaya et Sukhothai. Chris Baker complète : "L'appellation 'Krung Thep' [la ville des anges] évoque beaucoup de choses. Ce n'est pas seulement le nom d'un lieu. Cette formulation a toujours été utilisée sous une variante ou une autre pour désigner la capitale du pays, au moins depuis l'époque d'Ayutthaya (1350-1767)."

Cela dit, ajoute Baker, le nom de Bangkok est aussi chargé d'histoire. Il figure en bonne place sur les cartes et dans les ouvrages retraçant la fin du xvii^e siècle, notamment dans les récits d'un voyageur français.

La région où se trouve aujourd'hui la capitale était habitée depuis longtemps. Selon une version de l'histoire, le nom de Bangkok vient du fait que l'endroit était connu comme le "village" ou "district" ("bang") des "pruniers de Cythère" ("ma-koh"). Selon une autre théorie, il serait issu de "Bang Koh", "koh" signifiant "île", et ferait allusion au paysage aquatique de la ville.

D'après l'historienne thaïlandaise Phacharaphorn Phanomvan, la Thaïlande "a fini par appeler sa capitale Bangkok pour faciliter les échanges avec les puissances européennes". Elle ajoute : "Aujourd'hui il y a deux noms pour la capitale, Bangkok en anglais et Krung Thep en thaï, ce qui est insensé."

Phacharaphorn estime que faire de Krung Thep Maha Nakhon le nom officiel serait un bon changement, non seulement parce qu'il serait plus facile pour les

Thaïlandais de nommer leur propre capitale dans leur langue, mais aussi parce que cela traduirait une volonté de balayer tous les vestiges du passé colonial.

Même si la Thaïlande n'a jamais été officiellement colonisée par les Européens, poursuit-elle, ceux-ci ont néanmoins réussi à laisser leur empreinte politique, économique et sociale. Phacharaphorn Phanomvan ajoute : "La nécessité de nommer les lieux à la convenance des puissances européennes, en particulier ceux qui n'étaient pas sous leur contrôle, prolonge le colonialisme et son impact sur nos références culturelles et sur notre perception de nous-mêmes." D'autres gouvernements, ajoute-t-elle, ont changé les noms donnés aux villes de leur pays à l'époque coloniale, par exemple en Inde.

Pour Baker, on ne peut nier que le nom de Bangkok et sa "facilité pour les langues et les palais occidentaux" ont permis à la capitale, et par extension à la Thaïlande, de décrocher le statut de destination touristique de premier plan.

Selon l'anthropologue Viriya Sawangchot, les années 1980 ont marqué un tournant, où le nom de Bangkok s'est solidement installé sur la scène internationale et dans la culture populaire.

"Ça a été le début du Bangkok contemporain", déclare-t-elle, en faisant remarquer que c'est également le moment où la scène musicale thaïlandaise a explosé. Elle conclut : "Je pense que nous pouvons tout simplement utiliser les deux noms."

— **Tan Tam Mei**
Publié le 20 mars

SOURCE



THE STRAITS TIMES

Singapour
Quotidien, 380 000 ex.
straitstimes.com/global

Fondé en 1845, le *Straits Times* est le quotidien le plus lu de la cité-État. Journal anglophone de référence en Asie du Sud-Est, il adopte des positions proches du gouvernement singapourien, mais offre de bonnes analyses sur tous les pays voisins. Le site propose une information de qualité, à l'image de l'édition papier, mise à jour très régulièrement.



BFC Bouygues Telecom - Société anonyme au capital de 819 896 824,76 € - Siège social : 377-381, rue Boissière - 75016 PARIS - 397 480 930 RCS PARIS.

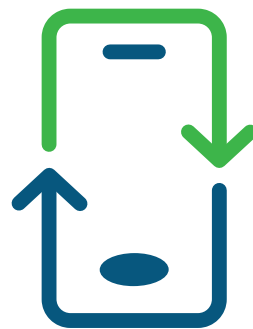


On n'arrêtera jamais de faire tomber nos smartphones.

Bouygues Telecom vous aide à faire réparer votre smartphone pour le faire durer plus longtemps.

Tous nos clients forfait Sensation bénéficient de **30 % de remise sur la réparation express de leur smartphone.**

Nos conseillers vous accueillent dans **nos 500 boutiques.**



solutions smartphone durable

RÉPARÉ · REPRIS · RECONDITIONNÉ · RECYCLÉ

Réparation sous 1 à 5 jours ouvrés avec remise de 30 % valable deux fois par an jusqu'au 04/02/23 pour les clients Sensation (engagement 12 ou 24 mois) auprès de notre partenaire WeFix. Conditions sur bouyguetelecom.fr. Kit mains-libres recommandé.



afrrique

↳ Dessin de Falco,
Cuba.



Tunisie. Récits du racisme ordinaire

Arrestations arbitraires, traitements humiliants, harcèlement administratif... Les Subsahariens sont quotidiennement confrontés à un racisme institutionnel.

—Inkyfada (extraits) Tunis

Daoud* a 24 ans. Arrivé des Comores il y a deux ans, ce jeune homme à l'allure timide étudie la gestion dans une université privée de Tunis. *"J'ai choisi de venir étudier ici car la Tunisie a une très bonne réputation dans mon pays. Aujourd'hui, je regrette mon choix"*, confie-t-il. En cause, les démarches administratives sans fin, le harcèlement subi au commissariat et le

sentiment général d'être "négligé" par son pays d'accueil.

Pendant plus d'un an, Daoud a espéré sa carte de séjour définitive, un sésame pour toute personne étrangère vivant en Tunisie. Une carte de séjour temporaire lui a d'abord été remise, d'une validité de trois mois – temps laissé aux renseignements pour mener leur enquête sur n'importe quel demandeur avant qu'un

droit de séjour définitif puisse lui être attribué.

"À chaque fois que le délai de ma carte temporaire expirait, je retournais au commissariat. Ma carte définitive n'était toujours pas arrivée, et on ne me donnait aucune explication." Au bout d'un an, Daoud a compris qu'il ne la recevrait jamais, comme la majorité de ses concitoyens vivant dans son quartier, à Bab Souika. Sur les



TÉMOIGNAGE

conseils d'un ami, il décide alors de déménager pour changer de commissariat de référence. Mais les démarches s'avèrent encore plus lourdes et fastidieuses qu'avant. *"Je ne suis pas ici pour me balader, je suis ici pour étudier. Depuis l'expiration de ma carte temporaire, je vis dans l'illégalité. Et si la police m'attrapait?"*

Le 6 février, l'Association des étudiants et stagiaires africains en Tunisie (AESAT) a dénoncé des arrestations arbitraires et fait état de "rafles [...] d'étrangers à la peau noire", dans divers quartiers et villes de la banlieue de Tunis, notamment l'Ariana. Pour les personnes subsahariennes en Tunisie, obtenir la carte de séjour définitive est plus que jamais une question de sécurité.

"Les policiers m'ont violemment poussé dans un fourgon et emmené au poste."

Samuel,
ÉTUDIANT CONGOLAIS

"J'attendais le métro pour rejoindre mon frère qui venait d'arriver en Tunisie. C'est à ce moment que plusieurs policiers m'ont interpellé et m'ont demandé mes papiers. Tout était en règle, mais ils m'ont violemment poussé dans un fourgon et emmené au poste", raconte Samuel*, étudiant congolais à Tunis. Arrivé au commissariat de l'Ariana, il découvre qu'une cinquantaine d'autres ressortissants de pays subsahariens attendent depuis plusieurs heures. Samuel sait que, depuis quelque temps, les forces de l'ordre "rafle" de façon sauvage des étrangers à la peau noire, à la recherche de migrants dans l'illégalité. Pourtant, ses papiers en règle n'intéressent guère les policiers. *"Ils nous ont prélevé nos empreintes et notre salive pour des tests ADN. Puis ils nous ont photographiés pendant qu'on tenait une pancarte avec nos noms écrits en arabe et en français. C'est humiliant et raciste. On se serait crus dans un film."*

Depuis un mois et demi, l'AESAT a recensé près de 300 arrestations comme celle de Samuel. Les faits sont toujours les mêmes : *"Nos étudiants sont conduits dans des postes de police, où ils sont brutalisés et subissent un traitement humiliant"*, alerte Christian Kwongang, président

de l'AESAT. Aucune explication n'a été officiellement communiquée jusqu'à présent. Quand ils sont questionnés, les policiers invoquent un motif de "recensement". Le ministère de l'Intérieur n'a quant à lui pas donné suite aux sollicitations d'Inkyfada.

"Ce fichage est illégal", affirme un avocat proche du dossier. *"D'abord parce qu'un recensement, s'il en est, ne peut pas être fait au poste de police. Il faut qu'un bureau spécial s'en charge."* Tant qu'elles n'ont pas été publiquement communiquées, ces méthodes sortent de la légalité, soutient-il. *"Selon de nombreux textes internationaux, ce genre de prélèvement ne peut se faire sans avoir été explicitement prévu par la loi au moment des faits."*

"C'est honteux, et les autorités le savent, c'est pour ça qu'elles gardent ça secret. Comment peut-on prélever l'ADN de personnes qui sont en règle et qui n'ont commis aucun délit?" s'indigne Rawdha Seibi, de l'Association tunisienne de soutien aux minorités.

De son côté, lors d'une conférence de presse tenue au SNJT [Syndicat national des journalistes tunisiens] le 10 février, l'AESAT s'est dite "prête à aider les autorités, dans le respect de la dignité des étudiants" si de nouvelles règles d'enregistrement venaient à être annoncées.

"J'ai peur", confie Daoud, le jeune Comorien. À mesure que les jours passent, l'incertitude grandit et ses craintes augmentent. Commencées il y a plus d'un mois auprès de son nouveau commissariat, ses démarches pour tenter une fois de plus d'obtenir sa carte de séjour n'ont toujours pas abouti.

Règles floues. Après son changement d'adresse, le jeune étudiant découvre que les règles du nouveau commissariat diffèrent du précédent. Les documents demandés ne sont pas toujours les mêmes, le nombre d'exemplaires non plus : *"Ils me font revenir tous les jours, demandant à chaque fois de nouveaux documents. Je n'en peux plus."*

Malgré l'existence d'une liste sur le portail de l'information et de la communication administrative en Tunisie, les témoignages montrent que ces documents n'ont pas la même valeur dans tous les commissariats. Un cadre légal existe pourtant : celui de la loi de 1968 sur la condition des étrangers

en Tunisie, accompagnée de son décret d'application.

“Le problème, c’est de connaître les règles précises”, commente un avocat. Par ailleurs, “cette loi ne prend pas en compte les dates réelles d’obtention des certificats scolaires ni la lenteur de l’administration”. D’une durée d’un an, le titre de séjour, délivré très souvent tardivement, n’est en réalité effectif que pendant quelques mois.

Au bureau des étrangers d’un commissariat de Tunis, les choses ont encore empiré pour les Subsahariennes et Subsahariens depuis l’arrivée du nouveau chef de bureau, il y a quelques mois. Pour lutter contre les faux contrats de location qui, selon lui, circulent parmi les “Africains”, il impose désormais un passage obligatoire au commissariat général, où le locataire et le propriétaire doivent se présenter et demander l’émission d’une attestation manuscrite.

Le propriétaire de Daoud accepte de l’accompagner dans

“On me traite comme un criminel alors que je fais tout pour être en règle.”

Daoud,
ÉTUDIANT COMORIEN

cette démarche, qui dure trois jours : “On nous a fait attendre des heures, puis ils nous ont renvoyés vers la municipalité, qui nous a dit de retourner au commissariat. Mon propriétaire est très vieux, ces allers-retours l’ont beaucoup fatigué”, commente le jeune étudiant.

Même les employés du bureau des cartes de séjour s’arrachent les cheveux : “Ça complique beaucoup les procédures.” Cette mesure n’incombe qu’aux personnes originaires de pays subsahariens, tout comme le prélèvement d’empreintes et de salive. “C’est une nouvelle loi”, justifient les dames du bureau des étrangers. Pourtant, aucun cadre législatif ne prévoit de traitement différencié selon la nationalité.

Dans un autre commissariat de Tunis, une employée explique que c’est le “petit secret des commissariats”. Ces nouvelles mesures de “fichage” seraient mises en place en réponse aux “vols et crimes” commis par les personnes subsahariennes. “C’est de la discrimination institutionnelle, rien de plus”, commente un avocat proche du dossier.

“Au commissariat, je suis toujours très mal reçu. On me donne l’impression que je suis un criminel alors que je fais tout pour être en règle dans ce pays”, déplore Daoud. Moqueries en tunisien, langue qu’il ne maîtrise pas encore, absence de réponse, attente imposée, parfois cris... La liste des mauvais traitements est longue.

Matinées perdues. Toutes ces heures passées au commissariat sont des matinées de cours perdues pour le jeune étudiant. Au bout de trois absences, son université se réserve le droit d’annuler son année. “Heureusement, ils

ont été compréhensifs et ça ne m’a finalement pas pénalisé.”

Dans le bureau des étrangers, Kaouther* vient de récupérer des dizaines de cartes de séjour temporaires qui viennent d’être validées par le chef de bureau. Elle fait le tri : d’un côté les Subsahariens, de l’autre le reste des demandeurs. “Ta carte est prête”, dit-elle à une personne de nationalité française. Les Subsahariens devront quant à eux attendre un mois – le délai maximal pour délivrer une carte temporaire – sans qu’aucune explication ne soit fournie sur ce temps supplémentaire.

La petite corruption et le piston sont aussi monnaie courante. Un jeune chanteur libyen, reconnu par les employés du commissariat, s’est présenté au bureau des étrangers les mains vides, sans aucun document. On lui a dit de revenir un peu avant les horaires de fermeture pour “s’arranger”.

Chez certains employés de commissariat, le double traitement infligé et le racisme envers les

Subsahariennes et Subsahariens sont assumés, voire revendiqués : “Tu veux que les Africains nous volent, qu’ils nous tuent ? C’est mieux comme ça.”

—Aïda Delpuech
Publié le 23 février

* Certains prénoms ont été modifiés par souci d’anonymat.

SOURCE



INKYFADA

Tunis, Tunisie
inkyfada.com

Disponible en français et en arabe, ce webzine a été lancé en 2014. Son nom, qui associe l’arabe *intifada* (“soulèvement”) à l’anglais *ink* (“encre”), peut être traduit par “le soulèvement par l’encre”. Inkyfada veut “révéler, donner à voir et rendre accessible ce qui est caché” et “lutter contre toute forme d’injustice”.

« Une réflexion passionnante et universelle »
LES FICHES DU CINÉMA

LES FILMS DU POISSON et DORI MEDIA présentent

FESTIVAL DE CANNES
UN CERTAIN REGARD
2021

D'APRÈS LE ROMAN DE SAYED KASHUA

ET IL Y EUT UN MATIN
UN FILM DE ERAN KOLIRIN

فَلَيْتَن صَبَاغًا

ACTUELLEMENT

APRÈS
LA VISITE DE LA FANFARE

COUP DE CŒUR CINÉMAS OFFICIEL DE L'AFCAE

SENS CRITIQUE

EOBS

Courrier international

Le Monde

France culture

Arwek - Marguerite

ALGÉRIE

Des murs antimigrants érigés sur les plages

Sur la côte oranaise, de hauts murs en béton sont soudainement apparus. Le pays tente ainsi de lutter contre le phénomène massif et toujours croissant de départs clandestins vers l'Europe.



—Liberté Alger

L'opération de bétonnage des accès à des plages de la daïra [subdivision administrative qui équivaut au département] côtière d'Aïn El-Turck [commune de la région d'Oran] se poursuit.

Après la plage de Trouville et Bomo-Plage, c'est au tour de la Grande-Plage de recevoir, depuis le jeudi 3 mars, les équipes de Cosider [entreprise algérienne du secteur du bâtiment], qui procèdent à l'installation de panneaux en béton d'une hauteur de 4 mètres. Des murs qui vont

s'étendre jusqu'aux Andalouses en passant certainement par Bousfer Plage, qui est devenue une rampe de lancement pour les harragas [migrants clandestins qui prennent la mer depuis les pays du Maghreb], au même titre que le cap Falcon, Corales, Coste ou encore Cap Lindlès.

Si ces pans de mur ne sont pas érigés tout le long de la côte, ils concernent les escaliers donnant un accès direct aux plages, qui peuvent être, théoriquement, empruntés par les réseaux de passeurs de harragas. Ces accès sont systématiquement condamnés des deux côtés, laissant une ouverture pour le passage d'une personne au maximum. Des espaces qui seront probablement placés sous vidéosurveillance, l'objectif présumé étant de créer un goulet d'étranglement à même d'interdire le passage aux embarcations des passeurs.

Incrédulité. Ce bétonnage a surpris les riverains en particulier et les Oranais en général, incrédules face à une telle situation. "Crime contre l'environnement", "Dégradation du paysage marin", "Où sont les associations?", "Que font les autorités?"... Si les interrogations autour du sujet sont légion, les réponses se font toujours attendre, en l'absence d'une réaction officielle de qui de droit. En effet, devant la levée de boucliers citoyenne exigeant l'arrêt des travaux et la suppression de ces panneaux, rien ne vient étayer les raisons qui ont poussé à l'éclosion de ces murs.

La réponse la plus manifeste, qui revient comme un leitmotiv, est la lutte contre les réseaux criminels spécialisés dans l'organisation de traversées clandestines par la mer. Une évidence qui reste, néanmoins, au stade de l'hypothèse tant l'identité du maître d'ouvrage est encore anonyme ou du moins devinée.

Si des voix réprobatrices se sont élevées, accusant les autorités locales d'être derrière cette

décision qualifiée d'"insensée", il semblerait qu'elle échappe à leurs compétences puisque, étant donné son importance et sa portée, elle ne peut avoir été prise qu'en haut lieu. Pour preuve, hormis quelques relais autorisés, aucun responsable ou élu local n'a daigné commenter cette affaire.

Effectivement, on ne peut que s'accorder sur les raisons sécuritaires d'une telle décision pour tenter d'endiguer le phénomène de la *harga*, néanmoins, les citoyens estiment que cette mesure dissuasive est disproportionnée et participe à alimenter ce sentiment de punition collective qui veut que la collectivité paie pour quelques individus en marge de la loi.

Il ne fait plus aucun doute que l'épicentre de la migration irrégulière se situe au niveau des côtes ouest, et notamment oranaises. Cependant les réseaux de passeurs, particulièrement les "go fast" [méthode des trafiquants qui consiste à rouler ou à naviguer à très grande vitesse], sont déjà sur place, disposant d'une importante base logistique entre rigides et semi-rigides

Lorsque la météo est clémente, le nombre de bateaux rapides qui circulent est impressionnant.

munis de puissants moteurs de 200 à 300 CV pour certains, pouvant rallier les côtes espagnoles en moins de quatre heures. Ces embarcations sont abritées dans des garages à bateaux loués au prix fort.

Ainsi, le nombre de glisseurs qui circulent dans la région, non loin du large, est impressionnant lorsque la météo est clémente. Ces bateaux rapides, dotés généralement de moteurs de 115 CV, font office de "taxis" payés par les passeurs pour récupérer, pendant la journée, les harragas des différents points

de la côte chevauchant les communes d'Aïn El-Turck, de Bousfer et d'El-Ançor. Ils sont ensuite regroupés dans un endroit précis avant leur embarquement, le soir tombé, dans des "go fast". Parmi ces "dépôts", l'île aux Rats, à une dizaine de minutes à l'ouest du cap Falcon.

Pilotes masqués. Selon des témoins, les riverains assistent à une circulation incessante de glisseurs pilotés par des hommes encagoulés ou dissimulant leur visage derrière des masques ou des lunettes de soleil. Ces bateaux rapides en polyester ne sont pas immatriculés, pour éviter d'être identifiés. On évoque une nouvelle technique des passeurs, qui travaillent dorénavant avec des sous-traitants moyennant 100 000 dinars [environ 630 euros] par passager.

Ce n'est pourtant pas la première fois que les autorités optent pour cette méthode afin d'empêcher le passage des embarcations des passeurs de harragas, puisque les rampes d'accès pour bateaux au port de Mers El-Hadjadj ont déjà été condamnées. Nonobstant toutes ces mesures, les dernières opérations sécuritaires contre ces réseaux de passeurs à Aïn El-Turck indiquent que la tentation criminelle reste grande au vu des sommes faramineuses engrangées.

En l'espace d'une semaine, deux réseaux de passeurs ont été démantelés par la police avec l'arrestation de 10 personnes, alors que, dernièrement, la gendarmerie nationale a appréhendé six individus et saisi 12 bateaux et des moteurs d'une puissance variant de 100 à 250 CV.

Pour le moment, la crainte citoyenne est de voir ces murs s'ériger un peu partout, de Ténès à Aïn Témouchent, en passant par Mostaganem et Oran, impactant durablement le seul atout de ces régions côtières.

—Said Oussad

Publié le 6 mars



**LES
MOTS
DES
AUTRES**

L'actualité racontée par les langues étrangères. Un podcast de Courrier international.

À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE



Mobilités.

Dans le monde arabe, le vélo trace sa route

Dans cette région où la voiture règne en maître, le vélo apparaît de plus en plus comme une alternative. Des collectifs se mobilisent pour qu'il ait une vraie place sur la chaussée.



—The Economist (extraits) Londres

Les dizaines de cyclistes qui passent devant les bâtiments à l'architecture coloniale de Tunis offrent un curieux spectacle: ils défilent en poussant des cris de joie et en actionnant leurs sonnettes. Le mouvement Vélorution souhaite que les déplacements de ses membres ne passent pas inaperçus et que les voitures leur fassent de la place. Ce groupe ainsi que d'autres organisations semblables tentent de tracer de nouvelles voies pour les cyclistes sur les routes encombrées du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord.

Les Arabes les plus âgés rejettent souvent le vélo, qu'ils considèrent comme le moyen de transport des pauvres. Ceux qui en ont les moyens possèdent une voiture, qui occupe une place dominante sur les routes. Quant aux autres, ils préfèrent prendre le tram ou le bus. Cependant, parmi les

“La plupart des automobilistes ne savent même pas que les pistes sont destinées aux vélos.”

Mohamed Al-Hawarii, MEMBRE DU COLLECTIF SYRIEN YALLA LET'S BIKE

jeunes, certains se font entendre de plus en plus bruyamment pour vanter les avantages du vélo en termes d'environnement et de santé, et comme moyen de faciliter les déplacements vers le lieu de travail. Du Maroc à la Syrie, ils ont créé des collectifs qui organisent des défilés à vélo, proposent des réparations gratuites et font campagne pour obtenir plus de place sur les chaussées.

Ils se heurtent cependant à de nombreux obstacles. Si le nombre de cyclistes augmente dans le monde arabe, il en va de même pour celui des voitures, sans que de nouvelles infrastructures soient construites, d'où d'interminables embouteillages qui accroissent la pollution de l'air. De plus, la circulation se révèle souvent dangereuse pour les cyclistes. Selon la Banque mondiale, les accidents de la route sont l'une des principales causes de décès au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

Des pistes cyclables seraient utiles, mais les conducteurs et les vendeurs des bords de route s'y opposent, et lorsqu'il y en a, elles ne sont guère respectées. Ainsi, après que l'Égypte a mis en place des pistes cyclables au Caire en 2015, les conducteurs les ont très vite utilisées pour se garer. À Damas, la capitale de la Syrie, il y a 10 kilomètres de pistes cyclables, indique Mohamed Al-Hawarii, de Yalla Let's Bike, un collectif local de cyclistes, *“mais elles ne sont assorties d'aucune obligation. La plupart des automobilistes ne savent même pas qu'elles sont destinées aux vélos.”*

La Tunisie dispose également de quelques pistes cyclables. L'une d'elles, en voie d'achèvement sur les rives du lac de la capitale, permettra aux cyclistes d'effectuer une sortie d'une journée, mais elle ne servira pas à grand-chose d'autre. *“Le problème, c'est la discontinuité des pistes cyclables. Les cyclistes ne peuvent y parcourir que quelques kilomètres avant de devoir descendre de vélo pour se réinsérer dans le trafic”*, explique Janene Tuniz, d'UN-Habitat, une agence de l'ONU chargée de l'aménagement urbain, *“ce n'est pas possible de se rendre à son travail dans de bonnes conditions.”* Par ailleurs, dans la plupart des pays de la région, les supports

et les abris pour vélos font défaut, ainsi que les systèmes de libre-service.

Jusqu'à récemment, les Arabes avaient peu de raisons de renoncer à leur voiture. À Beyrouth, par exemple, il était facile d'obtenir un prêt bon marché pour acheter une automobile, et le carburant était subventionné. Mais la situation est en train de changer. Embourbés dans une crise économique, les Libanais font désormais la queue devant des stations-service confrontées à des difficultés d'approvisionnement. Et le gouvernement, comme beaucoup d'autres dans la région, a réduit les subventions aux carburants. Le vélo apparaît ainsi comme une alternative moins contraignante.

La petite reine compte des gens influents parmi ses adeptes: Mohammed ben

↳ Dessin de Boligan paru dans EL Universal, Mexico.

Zayed, le souverain de facto des Émirats arabes unis, s'y intéresse; Hamdane ben Mohammed Al-Maktoum, le prince héritier de Dubaï, poste sur Instagram des photos de lui à vélo. Si les Émirats, où se déroulent des courses professionnelles, disposent de nombreuses pistes cyclables, ce n'est pas le cas de l'Égypte, mais le président Abdel Fattah Al-Sissi a appelé la population à se mettre au vélo. Cela fait suite à des études menées par la Banque mondiale et d'autres organismes révélant que les embouteillages coûtent à l'Égypte une part importante de son PIB chaque année.

Il y a aussi d'autres raisons. Les coûts des soins de santé augmentent dans tout le monde arabe, où l'obésité et les maladies qui lui sont associées, comme le diabète, pèsent sur le budget. Par ailleurs, les voitures sont une source importante d'émissions de gaz à effet de serre et de pollution. Plaquer les quatre roues au profit des deux-roues permettrait d'améliorer tout cela. Enfin, à l'occasion des différents confinements dus au Covid, les Arabes ont pu se faire une idée de ce que seraient des rues mieux adaptées à la pratique du vélo, et beaucoup ont apprécié...—

Publié le 13 janvier

GRACIELA ITURBIDE HELIOTROPO 37

Exposition
12 février —
29 mai 2022



Fondation Cartier
pour l'art contemporain

Graciela Iturbide, *Carnaval*, Tlaxcala, Mexique, 1974.
© Graciela Iturbide. Design graphique © Agnès Dahan Studio.

261, bd Raspail 75014 Paris
fondationcartier.com



amériques

États-Unis.

Des armes pour tous

Non seulement les ventes d'armes sont en hausse, mais le profil des acheteurs a changé. De plus en plus de femmes, d'Africains-Américains et de Latinos s'équipent pour assurer leur propre sécurité.



—The Christian Science Monitor (extraits) Boston

Janay Harris travaille à Dover, dans l'État du Delaware, et aime profiter de la vie nocturne à Washington et Philadelphie, deux villes situées non loin de là. Mais il y a deux ans, elle a commencé à ne plus s'y sentir en sécurité le soir venu. Les médias locaux relaient sans cesse de nouveaux crimes, un car-jacking par ci, un braquage par là. En voyant les photos des victimes, Janay Harris se disait qu'elles lui ressemblaient.

Je ne serai pas la prochaine sur la liste, s'est-elle alors promis. Mais pas parce qu'elle comptait arrêter de sortir le soir. *“Je ne veux pas me sentir obligée de rester cloîtrée chez moi ni d'éviter certains endroits par peur”*, déclare-t-elle. On pense généralement que les propriétaires d'armes à feu sont des hommes blancs, conservateurs et plutôt âgés, et ce n'est

pas faux. Mais la situation est en train d'évoluer. Aujourd'hui, les Américains qui achètent une arme pour la première fois viennent d'horizons bien plus divers et ils sont en train de transformer la culture des armes.

Il y a un an et demi, Janay Harris s'est procuré une arme à feu et s'est inscrite au stand de tir. Pour l'instant, son arme n'a presque jamais quitté la maison, mais elle se sent plus en confiance depuis qu'elle l'a achetée, même quand elle ne la porte pas sur elle. Elle fait partie des millions d'Américains qui, au cours des deux dernières années, se sont tournés vers les armes pour assurer leur propre sécurité.

Avec la pandémie de Covid-19, la multiplication des homicides, des mouvements sociaux et de la violence politique, le danger semble plus omniprésent. La méfiance envers les institutions s'intensifie et beaucoup de citoyens considèrent désormais

que c'est à eux de se défendre, par leurs propres moyens.

Ce changement de point de vue a entraîné une hausse des achats d'armes chez ceux qui n'en possédaient pas encore et

“Je ne veux pas rester cloîtrée chez moi ni devoir éviter certains endroits par peur.”

Janay Harris, DÉTENTRICE D'UNE ARME À FEU

une diversification du profil des acheteurs. D'après une étude réalisée en décembre 2021, la moitié des nouveaux détenteurs d'armes à feu sont des femmes, et la moitié sont issus des minorités ethniques. C'est une rupture radicale avec l'image traditionnelle des propriétaires d'armes.

Philip Smith, le fondateur de la National African American Gun Association [Naaga, une association qui milite pour le

port d'armes des Africains-Américains], se réjouit de voir *“les Noirs prendre le contrôle de leur destin et de leur vie”*.

Les partisans d'un encadrement plus strict des armes à feu n'ont jamais été si peu nombreux depuis cinq ans, et les défenseurs du deuxième amendement [qui garantit le droit de détenir une arme] ont accueilli l'augmentation de la diversité chez les propriétaires d'armes comme une avancée de leur cause.

Mais tout le monde n'attache pas la même portée symbolique aux armes, nuance la sociologue Jennifer Carlson. On associe généralement la *“culture des armes à feu”* à un désir d'autonomie vis-à-vis du gouvernement fédéral et à une forme d'individualisme, mais parmi ceux qui achètent une arme pour la première fois, certains cherchent au contraire à ressentir un sentiment d'appartenance à une communauté.

Autodéfense. Depuis dix ans, les motifs qui poussent les Américains à se procurer une arme évoluent : l'autodéfense a largement supplanté la chasse. Les femmes, par exemple, estiment parfois que la police n'arrivera pas à temps pour les protéger en cas d'agression. Certaines personnes de couleur ont quant à elles l'impression que les forces de l'ordre ne les défendront pas.

C'est justement parce qu'elle voulait prendre en main sa sécurité que Carrie Lightfoot a acheté une arme à feu, il y a plus de dix ans. Elle n'avait jamais envisagé d'en acquérir une. Puis un jour elle a quitté son compagnon violent, qui s'est mis à les traquer, elle et ses quatre enfants. Elle a pris peur. En cherchant à acheter une arme, elle s'est rendu compte que tout était pensé pour les hommes. Les holsters et les différents accessoires n'étaient pas adaptés à la morphologie féminine. Impossible de trouver un club de tir féminin. Elle a donc créé sa propre association.

The Well Armed Woman, son association dédiée aux femmes qui possèdent une arme, compte désormais 300 antennes locales et environ 20 000 membres. Elle vend des produits dérivés sur son site, du short avec holster intégré jusqu'aux bijoux en forme de munitions. Carrie Lightfoot s'en

félicite : *“Aujourd'hui, acheter une arme quand on est une femme ne revient plus à s'embarquer sur une autre planète.”*

S'il y a bien une organisation qui met l'accent sur le sentiment d'appartenance à une communauté, c'est la National African American Gun Association (Naaga), l'association de Philip Smith créée en 2015 pour lutter contre la perception négative des armes à feu chez les Américains noirs. Parmi les clichés les plus répandus figure l'idée que *“ceux qui possèdent une arme sont forcément des voyous”*, explique-t-il.

Depuis le début de la pandémie, les inscriptions à la Naaga ont explosé. L'association regroupe aujourd'hui près de 45 000 adhérents, dont environ un tiers de femmes. Chaque nouveau membre se voit retracer l'histoire de la relation des Africains-Américains aux armes à feu, à commencer par le parcours [des abolitionnistes] Frederick Douglass et Harriet Tubman. Puis, on lui apprend les règles de sécurité. *“Les Noirs s'emparent désormais pleinement de leur destin, de leur vie et s'approprient le deuxième amendement”*, se félicite Philip Smith.

Mais s'approprier le deuxième amendement n'est pas sans risque. La présence d'une arme à feu au sein du foyer augmente le risque de se blesser ou de blesser un proche, signale Matthew Miller, chercheur à l'université Northeastern. Puisque des millions d'Américains ont décidé de se procurer une arme à feu pour la première fois, ce sont des millions d'adultes et d'enfants supplémentaires qui se retrouvent exposés à un tel risque.

Beaucoup d'entre eux en ont conscience, certains confessent même ne pas aimer les armes. P.B. Gomez, qui étudie le droit à l'université de Berkeley, a créé la Latino Rifle Association il y a deux ans, suite à la fusillade d'El Paso, au Texas [en août 2019], dont l'auteur visait les personnes d'origine hispanique [et en avait tué 23]. *“Beaucoup de nos membres n'auraient jamais envisagé d'avoir une arme avant de prendre conscience de la nature de la société américaine. Ils ont eu peur, conclut P.B. Gomez. Ils se sont tournés vers les armes, convaincus que c'était presque devenu indispensable.”*

—Noah Robertson

Publié le 14 mars

↳ Dessin de Tjeerd Royaards, Pays-Bas.

LGBTQI

La Floride à l'avant-garde de la censure

En adoptant une loi censée garantir les droits des parents d'élèves, la Floride encadre la parole sur les identités de genre à l'école. D'autres États républicains pourraient lui emboîter le pas.



Le 4 avril, Eric Adams, l'ex-policier à la tête de la plus grande ville des États-Unis, a lancé un appel inhabituel. "Je suis le maire de New York, mais j'ai un message pour la communauté LGBTQI de Floride. Venez dans une ville où vous pouvez dire et être ce que vous voulez", a déclaré l'édile démocrate, cité par **The Guardian**. Il a annoncé une campagne d'affichage dans cinq villes de Floride afin de dénoncer la loi surnommée "Don't Say Gay" ("Ne dites pas gay") par ses détracteurs. Et faire, par la même occasion, de la pub pour la Grosse Pomme.

Tout aussi spectaculaire a été la réaction de Disney à la même loi. Poussée par ses employés, l'entreprise (un des plus gros employeurs de Floride) a estimé que le texte "n'aurait jamais dû être voté ni promulgué", rapporte **Variety**. Elle a promis de s'employer à le faire abroger ou annuler.

Promulguée le 28 mars par le très conservateur et ambitieux gouverneur républicain de Floride, Ron DeSantis, la loi "sur les droits parentaux dans l'éducation" suscite ainsi une forte opposition dans tout le pays. Le mot "gay" n'y est pourtant pas mentionné, remarque une militante latino dans les colonnes du **Tampa Bay Times**, grand quotidien de Floride : cette loi "prétend apporter de la transparence entre les écoles et les parents". Mais en

réalité, poursuit la tribune, elle "crée des problèmes là où il n'y en avait pas".

Le texte stipule en particulier qu'aucune instruction "concernant l'orientation sexuelle ou l'identité de genre ne doit être dispensée jusqu'à la troisième année de primaire, ni d'une façon qui ne serait pas adaptée à l'âge ou au développement des élèves, d'après les standards de l'État". Mais, d'ores et déjà, "les enseignants de ce niveau n'incluent en aucune façon l'identité de genre ou la sexualité dans leur programme". Et puis, souligne **The Miami Herald**, que signifie "adaptée à l'âge de l'élève"?

"Tout aussi vague", ajoute le principal quotidien de Floride, est une disposition permettant à tout éducateur de tenir les parents informés "au sujet de la santé ou du bien-être mental, émotionnel ou physique" de l'élève; et imposant aux écoles de notifier à un parent tout "changement dans les services offerts à l'élève et son suivi, lié à sa santé mentale, émotionnelle ou physique". (Une exception est prévue lorsque l'information risque de conduire à des mauvais traitements, de la négligence ou un abandon de l'enfant.)

"Cette loi a un effet d'intimidation sur les enseignants et les établissements."
— THE MIAMI HERALD

↳ Dessin de Martirena, Cuba.

Cette disposition conduira-t-elle des écoles à révéler aux parents l'orientation sexuelle de leur enfant, comme le craignent des militants LGBTQI? Pour le *Miami Herald*, "la réponse semble ouverte à l'interprétation".

"C'est peut-être le véritable objectif de la loi", écrit le quotidien dans son éditorial : "La rendre si vague qu'avant même son entrée en vigueur elle exerce un effet d'intimidation sur les enseignants et les établissements, qui préféreront être trop prudents plutôt que de risquer des plaintes de parents."

Comme le note le **Texas Tribune**, le soin de faire appliquer cette loi a en effet été confié aux parents, qui peuvent porter plainte contre un district scolaire et obtenir des dommages et intérêts. Un dispositif instituant des "chasseurs de primes", de la même façon que la loi ultrarestrictive sur l'avortement en vigueur au Texas depuis septembre 2021.

L'État du Texas pourrait d'ailleurs bientôt adopter lui aussi une loi "Ne dites pas gay". Le vice-gouverneur du Texas, Dan Patrick, en a fait une priorité, rapporte le **Texas Tribune**. Cela s'inscrit dans la suite d'une offensive républicaine "pour limiter ce qui peut être enseigné à l'école sur les questions raciales et sur l'histoire américaine, restreindre les livres sur la race et la sexualité dans les bibliothèques et criminaliser les traitements de transition fournis aux enfants transgenres".

Outre la Floride, des projets de loi sont à l'étude dans six autres États pour interdire ou restreindre l'évocation des questions LGBTQI à l'école, ou les supports éducatifs à ce sujet, affirme le magazine LGBTQI **The Advocate**.

De son côté, la presse conservatrice souligne néanmoins que Ron DeSantis peut compter sur le soutien d'une bonne partie des Américains. Dans un éditorial, **The Wall Street Journal** ironise : ce dont il ne faut surtout pas parler, écrit le journal en titre, c'est de la popularité du texte de loi. "Lorsqu'on présente aux Américains le vrai texte de la nouvelle loi de Floride, celle-ci est soutenue par plus des deux tiers des personnes interrogées", souligne **The Wall Street Journal** en s'appuyant sur un récent sondage de Public Opinion Strategies.

— **Courrier international**

NOTRE SÉLECTION



Pour commander, scannez le code QR

Ou sinon rendez-vous sur notre site : <https://abo.courrierinternational.com/vpc> ou par téléphone : 03 21 13 04 31 (du lundi au samedi de 9 heures à 18 heures)



8,50 €*

Les révolutions du genre

De #MeToo aux nouvelles masculinités, des droits des LGBTQI à leur visibilité dans la culture, les débats sur le genre et la fluidité passionnent la presse mondiale.

• Format : 230 mm x 297 mm
• 76 pages

Best of 2021

Courrier international a sélectionné dans ce hors série les articles de la presse étrangère qui ont marqué l'année 2021.

• Format : 230 mm x 297 mm
• 76 pages



8,50 €*



8,50 €*

Comment le monde a basculé

De l'Afghanistan au Pacifique, la rivalité entre les États-Unis et la Chine redessine l'ordre mondial.

• Format : 230 mm x 297 mm
• 76 pages

Offre valable dans la limite des stocks disponibles en France métropolitaine jusqu'au 31 juillet 2022

* Frais de port en sus en fonction du produit.

Réception chez vous environ trois semaines après la prise en compte de votre commande.

Nos Conditions Générales de Vente sont disponibles sur notre site Internet :

<https://boutique.courrierinternational.com/cgv-co>

ARGENTINE

Le bétail quitte Buenos Aires

Depuis 1901, la capitale argentine abritait le plus grand marché aux bestiaux d'Amérique du Sud. Il va désormais s'installer en province. Une révolution dans ce pays carnivore par excellence.



—El País América Mexico

Le marché de Liniers est le dernier coin de campagne de Buenos Aires. Un peu avant 8 heures du matin, trois fois par semaine, environ 7500 têtes de bétail sont installées dans des enclos au cœur des 34 hectares de ce domaine situé dans le sud de la ville. Les acheteurs attendent que la cloche de la vente aux enchères sonne pour commencer à enchérir sur les animaux qui les intéressent.

Ce rituel qui a plus d'un siècle a pris fin le mercredi 30 mars : le plus grand marché aux bestiaux d'Amérique du Sud – et revendiqué comme le plus important du monde – a été déplacé à Cañuelas, à 70 kilomètres au sud-est de la capitale.

En 1901, lorsque le marché a été inauguré, les éleveurs conduisaient encore leurs bêtes à travers les routes et les champs. La construction d'une gare ferroviaire au sein du domaine, un peu plus tard, a permis aux

éleveurs les plus éloignés de venir y vendre leur bétail.

Cette activité a attiré des centaines de travailleurs, qui se sont installés dans les environs et ont fondé un nouveau quartier de Buenos Aires. Il avait été baptisé Nueva Chicago, en référence à la ville américaine, qui, à l'époque, était l'épicentre de l'industrie de la viande en Amérique du Nord, un modèle que voulaient reproduire les Argentins.

Plus d'un siècle plus tard, la ville encercle désormais le marché, dont le quartier a été

rebaptisé Mataderos ["Abattoirs"], et les réglementations successives ont interdit ou repoussé à la périphérie nombre des entreprises qui

prospéraient dans les premières décennies de sa création : les abattoirs, les saloirs, les triperies, les tanneries et leurs marmites de sang bouillonnant.

Le bétail n'est plus transporté en train, mais dans des camions, qui arrivent à l'aube et repartent à 10 heures du matin, lorsque les

bovins achetés sont transférés vers les abattoirs.

"Allons là-bas, au fond, il y a une vente aux enchères qui commence", lance Eduardo Crouzel, directeur du Centre des négociants du marché de Liniers. La majeure partie du site est en extérieur et le sol devient boueux les jours de pluie, alors que le nouveau marché de Cañuelas est, lui, entièrement couvert.

Il faut marcher sur des passerelles surélevées – certaines encore en bois, d'autres en métal –, d'où les acheteurs peuvent étudier le bétail à vendre. Lorsqu'une enchère est sur le point de se terminer, une autre commence. En deux heures, tous les animaux ont un nouveau propriétaire. Il y a cinquante ans, il y avait trois fois plus de bétail.

Vente et crédit. Les négociants servent d'intermédiaires entre les éleveurs et les abattoirs. Ils se portent garants du paiement et prennent une commission de 3 % sur la vente, mais ils prêtent aussi de l'argent aux propriétaires de bétail. Il est en effet très difficile d'obtenir un crédit en Argentine. "Ici, on fonctionne sur la confiance", explique Eduardo Crouzel, qui représente la troisième génération de négociants sur le marché. Parfois, l'agriculteur demande des fonds pour acheter un champ ou souhaite qu'on lui avance des fonds."

Les animaux les plus demandés sont les bovins et les génisses âgés de moins de 2 ans. Cette semaine-là, ils se vendaient à environ 300 pesos (2,60 dollars) le kilo pour les premiers et 295 pesos (2,50 dollars) pour les secondes. En moyenne, les mâles pèsent 320 kilos et les femelles un peu moins de 300.

Leur viande, très tendre, est recherchée des clients argentins, qui partagent avec les Uruguayens le record du peuple le plus carnivore du monde : ils engloutissent chaque année 48 kilos de viande de bœuf par habitant. Dans les boucheries de Buenos Aires, un kilo d'asado, l'un des morceaux consommés pour les barbecues du week-end, coûte environ 1000 pesos (près de 9 dollars).

À une autre extrémité du marché se trouvent les enclos des vaches plus âgées : "Quand leurs dents commencent à tomber,

elles ne peuvent plus manger", commente Eduardo Crouzel. Elles seront vendues à la Chine, le plus grand importateur de bœuf argentin.

Sur les 20 % de la production exportée par le pays sud-américain, plus de 70 % vont vers ce marché asiatique. La majorité de cette viande, plus coriace, ne sera pas vendue en boucherie mais au secteur agroalimentaire pour devenir des saucisses, des hamburgers et autres produits ultratransformés.

Eduardo Crouzel explique : "L'importance de ce marché est qu'il apporte de la transparence à la chaîne de production et permet de fixer les prix." Il existe de nombreux autres réseaux de vente, mais le prix de référence reste celui de Liniers – désormais Cañuelas.

L'Argentine compte 45,3 millions d'habitants et 53,5 millions de têtes de bétail, selon le ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche.

Les vastes plaines fertiles de la Pampa – au centre du pays – ont permis aux vaches argentines de paître en extérieur pendant des décennies, mais la rentabilité accrue de l'agriculture

"Le fret est très cher. Or il faut amener le bétail à Buenos Aires, puis le faire ressortir de l'abattoir."

Guillermo Urruti,
PRODUCTEUR DE BÉTAIL

depuis le boom du soja dans les années 1990 a entraîné le développement de l'élevage intensif et déplacé l'élevage traditionnel vers des terres moins productives. Aujourd'hui, plus de 80 % de la production se fait dans des parcs d'engraissement.

"Les Porteños [habitants de Buenos Aires] préfèrent la viande de bœuf provenant des élevages industriels", déclare, non sans sarcasme, le producteur Guillermo Urruti, trésorier de la Confédération des associations rurales de Buenos Aires et de la Pampa (Carbap), qui regroupe des centaines d'agriculteurs de ces deux provinces.

Les fermes d'Urruti se trouvent à Coronel Suárez, à près de 550 kilomètres au sud-ouest de Buenos Aires. Avec le

déménagement du marché de Liniers à Cañuelas, la distance qu'il aura à parcourir sera réduite de 70 kilomètres, ce qui entraînera également une réduction des coûts. "Le fret en Argentine est très cher. Or il faut amener le bétail à Buenos Aires, puis le faire ressortir de l'abattoir", explique-t-il pour évoquer les avantages du nouveau site.

Centre gastronomique. Dans le quartier de Mataderos, les changements à venir suscitent des réactions mitigées. D'un côté, les riverains ne sont pas fâchés d'être débarrassés du bruit des camions et des effluves du bétail, de l'autre ils redoutent ce qui va se passer derrière les murs blancs qui entourent les 34 hectares.

Officiellement, une partie de la zone doit être affectée à des logements sociaux, et il est également question de créer un centre gastronomique, culturel et touristique autour de la viande, en hommage aux origines du quartier, ce qui favoriserait son développement économique. Le grand marché populaire de Mataderos, qui se tient chaque dimanche à l'extérieur du Mercado, serait déplacé dans l'enceinte.

Le propriétaire d'un kiosque à journaux voisin affirme : "Nous ne savons pas ce qui va se passer. Espérons que ce sera des changements positifs, mais s'ils n'agissent pas rapidement, ces terres vont vite être squattées."

Quoi qu'il arrive, ce dernier morceau de campagne sera englouti par la ville.

—Mar Centenera
Publié le 21 mars

SOURCE



EL PAÍS AMÉRICA

Mexico, Mexique

elpais.com/america

C'est depuis sa rédaction de Mexico que le plus grand quotidien espagnol, qui se veut "global", alimente ce site d'information consacré à l'actualité des Amériques. Il s'appuie sur des correspondants installés dans la quasi-totalité des pays d'Amérique latine, mais aussi aux États-Unis.



Repoussez les limites en mode **Wifiissime**



Nouveau : Livebox Max Fibre



Avec cette offre, accédez à une connexion ultra performante grâce à la nouvelle Livebox 6 intégrant le Wifi dernière génération, le Wifi 6E, qui permet de profiter pleinement de la puissance de la fibre. Nos Spécialistes Wifi sont à votre service pour optimiser l'efficacité de votre connexion chez vous, et vous proposent si besoin jusqu'à 3 Répéteurs Wifi 6. Et votre connexion vous suit partout grâce à l'Airbox 20Go fournie sur demande.

C'est ça le mode Wifiissime!

Offre soumise à conditions en France métropolitaine. Services sous réserve d'éligibilité et de couverture, disponibles exclusivement avec les offres Livebox Max Fibre et Open Max Fibre, et avec équipements Wifi compatibles. Répéteurs et Airbox sur demande. Détail et tarifs sur orange.fr

Répéteurs Wifi 6 : dans la limite d'un par demande chaque 72h sur orange.fr - Le nombre de répéteurs dépend de la taille du logement.

Spécialistes Wifi : accompagnement téléphonique sur rendez-vous pris sur orange.fr, selon disponibilité, ou via appel au Service Client du lundi au samedi de 8h à 20h. Le temps d'attente avant la mise en relation avec un conseiller est gratuit depuis les réseaux Orange. Le service est gratuit et l'appel est au prix d'une communication normale selon l'offre détenue, ou décompté du forfait mobile.

Airbox : option de connexion internet en mobilité, mise à disposition d'une Airbox 4G et d'une carte SIM. Débit réduit au-delà. Sessions limitées à 12h.





europe

Italie. Venise frappée de gentrification climatique

Fin 2022, la population pourrait passer sous la barre des 50 000 habitants. Une lente agonie causée par le tourisme de masse, mais aussi par les effets du réchauffement climatique, qui augmentent le coût de la vie dans la cité.



—Specchio Turin

Sur le Campo San Bartolomeo, à quelques pas du pont du Rialto, la famille Morelli tient depuis plus de cent ans une pharmacie qui porte son nom. Depuis 2008, un compteur indiquant le nombre d'habitants de Venise trône dans sa vitrine. Sa présence vise à dénoncer le problème du dépeuplement. «À l'heure actuelle, selon les statistiques officielles, la ville ne compte plus que 50 288 habitants [intra-muros]. Sachant qu'elle perd en moyenne 700 âmes par an, il se pourrait bien qu'en 2022 elle passe sous le seuil de 50 000 habitants», explique le Dr Andrea Morelli, patron de la pharmacie.

Le centre historique de la cité des Doges, qui s'étend sur deux îles, a atteint son pic démographique dans les années 1950, lorsqu'on y dénombrait 175 000 habitants. En 2009, on comptait déjà moins de 60 000 habitants, le seuil conventionnel – et psychologique – pour

qu'un centre habité puisse revendiquer le statut de ville. Pour l'occasion, on avait même mis en scène une cérémonie funéraire avec une procession de gondoles sur le Grand Canal s'achevant devant le siège de la mairie, au palais Ca' Farsetti, sur la lecture d'un télégramme de condoléances.

«Venise a joué uniquement la carte du tourisme de masse», regrette Andrea Morelli, et cette stratégie s'est traduite par une augmentation des loyers, encourageant les classes moyennes et inférieures à partir vers la terre ferme. Mais le dépeuplement de la ville n'est pas seulement dû à la hausse des loyers induite par le tourisme de masse.

Ce phénomène est en réalité l'un des cas les plus flagrants de ce qu'on appelle la «gentrification climatique». Une gentrification causée par le réchauffement planétaire (et les événements qu'il déclenche, à commencer par l'élévation du niveau des mers), qui provoque des migrations

et des redéfinitions des zones urbaines dans le monde entier. «À Venise, explique Morelli, les rez-de-chaussée et les premiers étages sont devenus les logements les plus insalubres, parce qu'ils sont si exposés aux inondations qu'ils sont trop humides pour être occupés.»

Patrizia Veclani, Vénitienne de naissance, fait partie de l'Observatoire civique indépendant de la maison et du logement de Venise (Ocio). Elle a vécu quinze ans dans un rez-de-chaussée, exposée au phénomène de la montée des eaux dans sa propre habitation. Selon elle, la crue de 2019 a marqué un tournant décisif pour la ville : «Il y a eu un grand nombre de personnes évacuées, qui à mon sens

«À Venise, les rez-de-chaussée et les premiers étages sont devenus insalubres.»

Andrea Morelli,
PHARMACIEN VÉNITIEN

sont ni plus ni moins des réfugiés climatiques, car cet événement a immédiatement démontré que les rez-de-chaussée ne sont plus habitables. Ceux qui l'ont pu et qui en avaient les moyens financiers se sont repliés dans les étages supérieurs, les autres sont partis dans les îles ou bien sur la terre ferme, où louer un logement en hauteur est beaucoup plus abordable.»

Gianfranco, dont la maison a été dévastée par la crue de 2019, a été évacué et vit aujourd'hui encore en colocation parce qu'il n'a pas de quoi se payer un appartement. «J'habitais au rez-de-chaussée, juste devant la lagune, et depuis cette soirée-là ma vie a changé. J'ai vu beaucoup d'inondations normales chez moi, mais celle-là, la dernière, a été exceptionnelle par sa force et sa soudaineté. J'ai littéralement dû m'enfuir à toutes jambes de mon immeuble parce que l'eau entraînait par la fenêtre et j'ai perdu tout ce que je possédais.» Aujourd'hui, Gianfranco songe d'ailleurs à aller s'installer dans une autre ville : «Avec ce que je gagne, je ne peux pas payer un loyer à Venise, je ne trouve que des logements en rez-de-chaussée, insalubres ou à des prix exorbitants.»

Marées plus hautes. Depuis sa mise en service, en 2020, le système de digues artificielles Mose a déjà été déployé vingt fois, preuve que la fréquence et la hauteur des marées augmentent. «Je suis né et j'ai grandi à Venise, à Cannaregio, dans un quartier populaire, et j'ai passé la nuit du 12 novembre à éponger l'eau chez moi parce que j'habite en rez-de-chaussée», raconte de son côté Filippo Da Ponte. Pour l'homme, cette nuit-là a signé l'échec de tout un dispositif de gestion de crise : «Le système d'alerte n'était pas fiable, parce qu'il n'était pas adapté à la réalité : la montée des eaux était plus rapide que les communications qui arrivaient.»

Le concept de gentrification climatique est apparu à la suite d'une étude menée par Jesse Keenan, professeur à l'université Harvard. Avec son équipe de chercheurs, l'homme a établi que le réchauffement planétaire modifie, souvent à un rythme spectaculaire, la topographie des villes. Dans leur étude, les scientifiques présentent la ville de Venise comme un exemple de gentrification climatique.

↳ Dessin de Herrmann
paru dans la Tribune
de Genève, Suisse.

Pour ces chercheurs, la cité des Doges relève de ce qu'ils appellent le «cost-burden pathway» [la «voie de la charge financière»], qui correspond à une sorte de gentrification inversée. Concrètement, seules les classes les plus aisées peuvent désormais se permettre de vivre dans les zones les plus à risques, du fait de l'augmentation du coût de la vie associé aux mesures d'atténuation du changement climatique (coûts des assurances, taxe foncière, entretien). Dans ce cas de figure, affirment les auteurs, les ménages à faibles revenus ont tendance à déménager vers Mestre, sur la terre ferme, pour éviter les frais liés aux inondations et à la montée des eaux.

Carlo Giupponi, professeur d'économie environnementale à l'université Ca' Foscari de Venise, travaille avec ses collègues sur une analyse des mesures de protection envisageables pour Venise dans les prochaines décennies, en vue de l'élévation du niveau de la mer : «Nous nous sommes demandé pendant combien de temps la sauvegarde de Venise pourrait reposer sur le système des digues mobiles.»

Les premiers résultats de leur étude montrent qu'entre 2050 et 2070, le dispositif des digues Mose devra être déployé plus d'une centaine de fois par an, car l'augmentation du niveau de la mer se poursuit à un rythme croissant (en moyenne 3,6 millimètres par an sur la dernière décennie). «Nous nous retrouverons alors aux prises avec une situation totalement différente de celle pour laquelle le système Mose a été conçu, à savoir pas plus de dix déploiements annuels, poursuit Carlo Giupponi. Les coûts, économiques ou environnementaux, pourrissent devenir intenable. Donc, si je voulais acheter une maison à Venise pour mon propre usage, j'aurais encore le temps de voir venir, mais si je voulais l'acheter pour mes enfants, je ferais bien d'y réfléchir à deux fois.»

En effet, de moins en moins de gens achètent des maisons à Venise dans l'idée d'y habiter longtemps, ou même comme un simple investissement. Mais c'est aussi parce qu'il devient tristement naturel de se demander : jusqu'à quand Venise sera-t-elle encore là ?

—Francesca Santolini
Publié le 3 avril

dossier



GUERRE EN UKRAINE

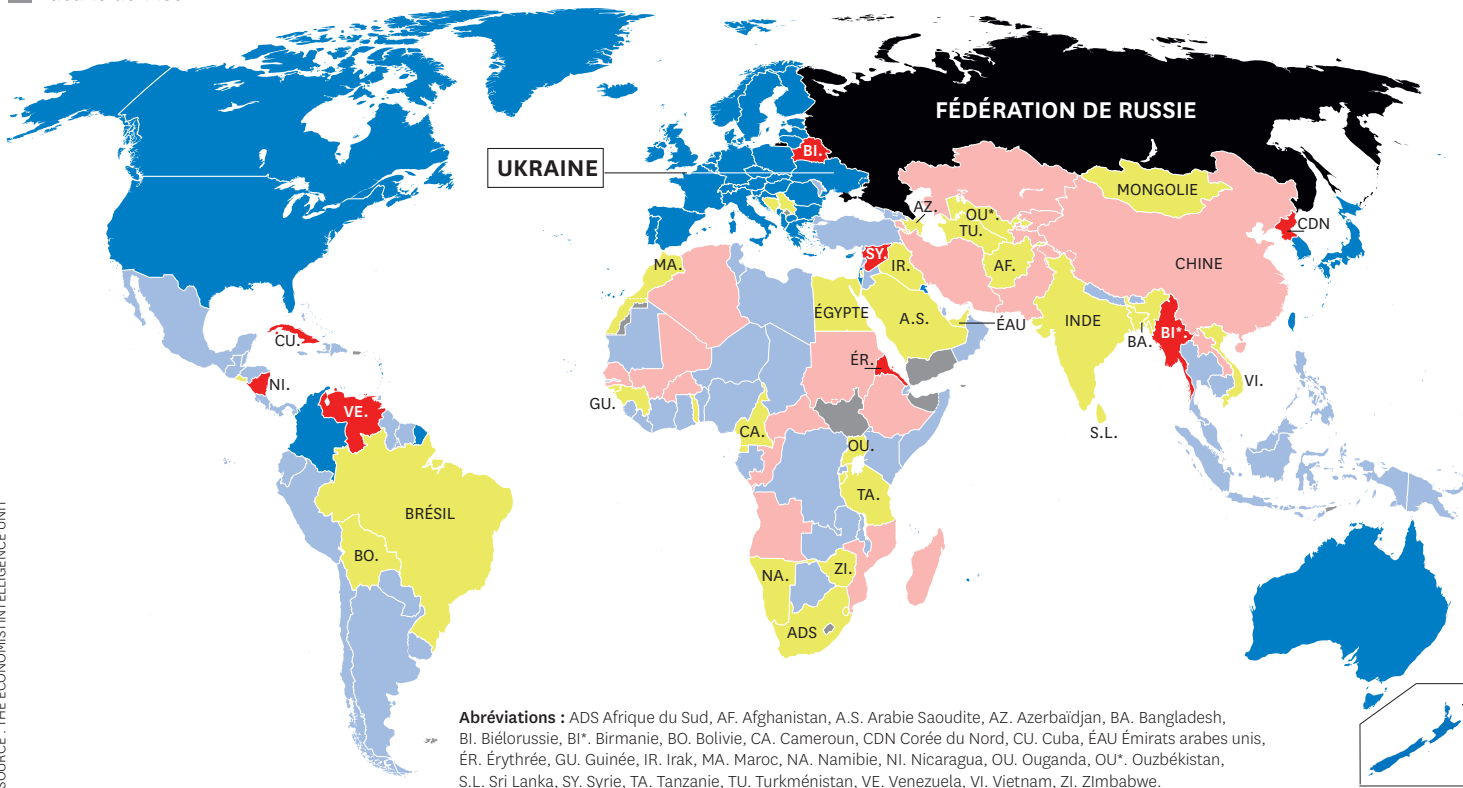
LES NOUVEAUX NON-ALIGNÉS

Alors que les suspicions de crimes de guerre russes s'accroissent, un front hétéroclite de pays africains, arabes, asiatiques et sud-américains continuent de prôner le non-alignement dans la guerre en Ukraine. Pour des raisons stratégiques ou économiques, ils se sont abstenus lors des votes à l'ONU condamnant l'agression russe, voire ont pris parti pour Moscou. Un axe Nord-Sud semble se dessiner, rebattant les cartes des alliances traditionnelles. Nous avons choisi cette semaine de mettre l'accent sur cet aspect du conflit, qui passionne la presse étrangère. Toute l'actualité sur la guerre est à retrouver sur notre site.

Une trentaine de pays non alignés (d'après "The Economist")

POSITIONNEMENT DES GOUVERNEMENTS FACE À LA GUERRE EN UKRAINE, MARS 2022

■ Condamnent la Russie ■ Proches de l'Occident ■ Neutres ou non alignés ■ Proches de la Russie ■ Soutiennent la Russie
■ Aucune donnée



Abréviations : ADS Afrique du Sud, AF, Afghanistan, A.S. Arabie Saoudite, AZ, Azerbaïdjan, BA, Bangladesh, BI, Biélorussie, BI*, Birmanie, BO, Bolivie, CA, Cameroun, CDN Corée du Nord, CU, Cuba, ÉAU Émirats arabes unis, ÉR, Érythrée, GU, Guinée, IR, Irak, MA, Maroc, NA, Namibie, NI, Nicaragua, OU, Ouzbékistan, S.L. Sri Lanka, SY, Syrie, TA, Tanzanie, TU, Turkménistan, VE, Venezuela, VI, Vietnam, ZI, Zimbabwe.

SOURCE : THE ECONOMIST INTELLIGENCE UNIT

Selon cette carte réalisée par **The Economist Intelligence Unit (EIU)** fin mars, aux données forcément fluctuantes, 131 pays sont hostiles à la guerre menée par Moscou en Ukraine. Si "le camp de l'Ouest" représente plus de 70 % du PIB mondial, il ne pèse en revanche qu'à hauteur de 36 % de la population mondiale, souligne l'EIU. Par ailleurs, 32 pays sont considérés comme neutres, même si la neutralité de certains États suscite des interrogations : c'est le cas notamment de l'Afrique du Sud, qui s'est abstenue de condamner la Russie à l'ONU, et dont les liens entre le parti au pouvoir – le Congrès national africain (ANC) – et l'ex-Union soviétique (URSS) étaient historiquement forts. Classée comme proche de l'Occident, la Turquie a adopté une position plutôt neutre et refuse de rompre ses liens avec Moscou. Quant à la Libye, elle est le théâtre d'une lutte d'influence entre un gouvernement reconnu par l'ONU, qui a condamné la Russie, et celui du général Khalifa Haftar, soutenu par Moscou.

Contexte

L'UNITÉ INTERNATIONALE S'EFFRITE À L'ONU

L'Assemblée générale de l'ONU a adopté, le 7 avril, une résolution parrainée par les États-Unis suspendant l'adhésion de la Russie au Conseil des droits de l'homme pour "violations flagrantes et systématiques des droits humains". La Russie rejoint ainsi la Libye de Kadhafi, exclue en 2011 de cette instance onusienne en raison des violences perpétrées à l'encontre des opposants à son régime. Pourtant, à y regarder de plus près, ce vote (93 voix pour, 24 contre et 58 abstentions) a encore une fois marqué, selon **Foreign Policy**, "l'ambivalence persistante de nombreux États, en particulier en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie". Certains alliés des États-Unis au Moyen-Orient, notamment Bahreïn, l'Égypte, la Jordanie, Oman, l'Arabie Saoudite et les Émirats arabes unis, se sont abstenus. Tout comme la grande majorité des États africains, dont le Kenya, le Nigeria, l'Afrique du Sud et le Soudan. L'Algérie, l'Érythrée, l'Éthiopie et le Zimbabwe ont eux voté contre la résolution américaine. Pour le quotidien belge **Le Soir**, derrière la nouvelle condamnation onusienne de la Russie, ce vote traduit "un effritement de l'unité internationale face à Moscou".

↳ Zelensky face à Poutine. Au premier plan : l'Otan. Dessin de Morten Morland paru dans **The Times**, Londres.

Tous unis contre la Russie, vraiment?

La guerre russe contre l'Ukraine, si elle prend des airs de guerre froide Est-Ouest, révèle un autre fossé latent, celui entre le Nord et le Sud. Le non-alignement protéiforme du Sud dit un monde qui change.

L'Occident est avec l'Ukraine. Le reste [du monde], pas tellement", constate **Foreign Policy** dans un article portant sur le positionnement adopté par des pays d'Afrique, d'Asie et du Moyen-Orient. La très influente revue de politique étrangère rappelle que les condamnations de l'invasion russe n'ont pas été unanimes.

Dans un premier temps, le 24 février, le monde a semblé se rallier autour de l'Ukraine. Et contre la Russie. Les 193 membres de l'Assemblée générale de l'ONU avaient voté à une écrasante majorité, par 141 voix contre 5, pour dénoncer l'intervention militaire russe. Mais des réticences à condamner la Russie sont vite apparues. Ainsi, quelque 35 pays, dont beaucoup d'Afrique, se sont abstenus sur une résolution de l'Assemblée générale. Et aucun pays africain n'a imposé de sanctions à la Russie, qui est devenue ces dernières années le premier exportateur mondial d'armes vers l'Afrique.

"Nulle part l'ambivalence n'a été plus marquée qu'au Moyen-Orient", note **Foreign Policy**, qui rappelle que les principaux alliés stratégiques des

États-Unis – Israël, les Émirats arabes unis et l'Arabie Saoudite – ont résisté aux appels américains à isoler et sanctionner la Russie. Enfin, le conflit ukrainien a également mis à rude épreuve les relations des États-Unis avec l'Inde, laquelle s'est abstenue lors du vote du 24 février.

Les réponses à l'agression russe émises par les pays d'Afrique et d'Asie du Sud ont pour le moins été "relativement modérées". Les raisons de cette modération sont plurielles. **Foreign Policy** évoque plusieurs pistes, entre inquiétudes concernant l'impact potentiel des sanctions occidentales contre la Russie sur les prix des denrées alimentaires et du carburant [lire aussi p.43], des produits qui lient de longue date l'Afrique et l'Asie à la Russie, et les "ressentiments" contre Washington et sa politique étrangère.

Cette crise ukrainienne révèle donc "un monde qui s'adapte à une nouvelle ère multipolaire, où les États-Unis ne sont plus la seule superpuissance", analyse **Foreign Policy**.

— **Courrier international**



LES PAYS ARABES CONTRAINTS AU GRAND ÉCART

Depuis le début de l'invasion de l'Ukraine, plusieurs pays arabes s'efforcent de ménager la chèvre et le chou, face à une multitude d'intérêts stratégiques, explique le site *Al-Jumhuriya*.

—*Al-Jumhuriya* (extraits) Istanbul

Depuis l'invasion russe de l'Ukraine, les régimes arabes, plus particulièrement ceux du Golfe, semblent hésiter à se joindre aux condamnations internationales de cet acte.

D'un côté, il y a des pays qui sont historiquement les alliés de Moscou, tels que l'Algérie [ou la Syrie, où le régime de Bachar el-Assad a été sauvé par Moscou]. De l'autre, certains pays sont restés silencieux ou ont tenu à afficher leur neutralité, alors qu'ils sont traditionnellement les alliés des États-Unis. C'est le cas notamment des pays du Golfe, dont la position a suscité des interrogations, pour ne pas dire de la déception, chez les diplomates occidentaux.

Parmi ces pays, le Qatar a pris une position relativement claire. Mais même Doha n'a pas condamné la Russie de façon explicite, se contentant de rejeter l'utilisation de la force et d'exprimer son attachement à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine.

Autre pays particulièrement scruté, les Émirats arabes unis. Ils se sont abstenus au Conseil de sécurité le 25 février puis ont changé d'attitude lors de l'Assemblée générale, où ils ont voté, à l'instar des autres pays du Golfe, pour la résolution condamnant Moscou.

Quant à l'Égypte, elle a affiché une neutralité à toute épreuve au début de l'invasion russe, puis s'est, elle aussi, ravisée pour soutenir la résolution de l'Assemblée générale, avec toutefois quelques réserves formulées par son délégué onusien au sujet des sanctions économiques.

[La Jordanie], le Liban, la Libye, [la Mauritanie, la Tunisie, l'Autorité palestinienne et le Yémen] ont également voté en faveur de la résolution, tandis que [cinq] pays arabes ne l'ont pas votée : l'Algérie, le Soudan, le Soudan du Sud et l'Irak car ils se sont abstenus, le Maroc car il était absent lors du vote.

Pour expliquer les hésitations des pays du Golfe, les analystes évoquent la possibilité d'un troc entre la Russie et les Émirats arabes unis, Abou Dhabi s'étant abstenu au Conseil de sécurité en contrepartie du vote russe en faveur d'une autre résolution, concernant l'embargo sur les livraisons d'armes aux rebelles houthistes au Yémen. Mais cela n'explique pas les attermoissements du Qatar, du Koweït, [d'Oman et a fortiori de l'Arabie Saoudite], ainsi que de l'Égypte.

Un autre élément d'explication est ce qui se passe au sein de l'alliance Opep+, qui comprend les pays membres de l'Opep et un certain nombre d'autres pétroliers, dont la Russie. Cet élément est surtout pertinent pour l'Arabie Saoudite, qui souhaite maintenir un niveau de prix élevé. Avant le déclenchement de la guerre, alors que les prix avaient déjà atteint des niveaux records, ils avaient refusé d'augmenter leur production. Et aujourd'hui encore, ils ne souhaitent pas céder aux demandes américaines [à savoir augmenter leur production pour faire baisser les prix sur le marché mondial].

Marche de l'empereur. Il s'agit d'envoyer un message aux Américains, auxquels les Saoudiens reprochent de ne pas avoir pris des positions plus fermes à l'égard de l'Iran et des houthistes au Yémen, notamment au sujet des tirs de missiles sur les territoires saoudiens et émiratis.

Pour ce qui est de la position du Qatar, elle s'explique par le souci de garder le contact avec Moscou, d'autant que la Russie est la plus grande exportatrice de gaz naturel du monde. L'économie du Qatar repose essentiellement sur l'exportation de gaz liquéfié, et le pays voudrait renforcer son influence sur le marché mondial du gaz.

Pour expliquer les positions de l'Égypte, de l'Algérie et de la Libye, il faut rappeler que

Israël Une neutralité dictée par la diaspora juive

●●● Avec plus d'un million de citoyens israéliens nés en Russie ou en Ukraine, plusieurs dizaines de milliers de Juifs menacés par les combats actuels et une myriade d'intérêts géopolitiques, Israël, pourtant allié stratégique de Washington au Moyen-Orient, a aussi préféré adopter une position prudente vis-à-vis du conflit. Tel-Aviv a certes condamné l'invasion et voté en faveur de la résolution des Nations unies contre la Russie, mais sans toutefois accuser Poutine avec la même force que les pays occidentaux. Et à l'instar de la Turquie, le pays a tenté une médiation, restée néanmoins lettre morte. Outre la question de la diaspora juive, qui a largement dicté ce positionnement, le pays souhaite aussi, d'un point de vue strictement géopolitique, "continuer à disposer d'une liberté d'offensive dans le théâtre syrien [contre des positions iraniennes]", estime **Ha'Aretz**. Une latitude qui "dépend de la volonté de Poutine", puissant allié de Bachar El-Assad dans la région.

SOURCE

AL-JUMHURIYA

Istanbul, Turquie

aljumhuriya.net

Al-Jumhuriya

("La République")

est un site web

d'études et de débats

créé en mars 2012 à

Istanbul par un groupe

d'intellectuels syriens

exilés, dont Yassin Haj

Saleh, Nayla Mansour

et Yassin Swehat.

Il publie enquêtes,

articles et études

de fond sur les

transformations

politiques, sociales

et culturelles en Syrie

et dans le monde

arabe.



l'armée y entretient historiquement de bonnes relations avec Moscou. L'Algérie dépend largement de l'armement russe. En outre, Alger a pris ombrage du fait que beaucoup de pays européens ont pris fait et cause pour le Maroc dans la récente crise avec Rabat. Qui plus est, selon les responsables algériens, leurs capacités d'augmenter les exportations de gaz vers l'Europe sont très limitées. Autrement dit, l'Algérie ne pourrait pas se substituer aux Russes pour l'approvisionnement en gaz de l'Europe, ce qui veut dire que les bénéfices économiques d'une position antirusse seraient limités pour Alger.

Mais il y a un autre facteur, qui échappe aux analyses fondées sur des considérations économiques et relevant d'intérêts diplomatiques tangibles. C'est la fascination que ces régimes ont pour la puissance et la grandeur, fut-elle factice.

Ce n'est pas un hasard si le président égyptien, Abdel Fattah Al-Sissi, insiste pour faire ses apparitions dans un décorum grandiloquent qu'on dirait emprunté à celui de Vladimir Poutine. Lui aussi aime marcher seul, dans de longs couloirs et sous le seul regard des caméras, tel un empereur.

Ces régimes arabes en veulent aux États-Unis, qu'ils accusent de ne pas être un allié inconditionnel. Même s'ils n'ont probablement pas les moyens de boudier Washington pendant longtemps, il n'en reste pas moins qu'ils vouent une admiration – cachée ou assumée – à un dictateur capable d'envahir un autre pays et de défier la superpuissance [américaine]. D'une certaine façon, ils ont trouvé leur nouveau Saddam [Husseïn, l'ancien autocrate irakien].

—*Orwa Khalifeh*

Publié le 4 mars



CAGLE CARTOONS

Le Golfe opère un réalignement

La guerre russe a accéléré une tendance amorcée depuis des années : le divorce en cours entre Washington et certaines pétromonarchies arabes, qui flirtent de plus en plus avec Moscou et Pékin.

Les Américains se retrouvent “forcés d’envisager un reset avec les alliés de longue date” saoudien et émirati depuis l’invasion de l’Ukraine par la Russie, analyse David Gardener dans le **Financial Times**. “Washington et les capitales européennes sont irritées par les réactions évasives de leurs alliés du Golfe”, souligne l’auteur. L’Arabie Saoudite et les Émirats arabes unis se montrent en effet indifférents aux efforts occidentaux visant à ériger un mur de sanctions autour de la Russie. Les Émirats se sont même abstenus de voter la résolution



condamnant l’invasion russe au Conseil de sécurité, où ils sont membre non permanent. Et surtout, à Abou Dhabi comme à Riyad, on ignore les appels du président Joe Biden à augmenter la production de pétrole pour juguler la hausse des prix mondiaux de l’énergie.

Pis, Mohamed ben Zayed (MBZ) et Mohammed ben Salmane (MBS), les deux hommes forts respectifs de ces deux pétromonarchies, auraient refusé, rapporte le *Financial Times*, de prendre le président américain au téléphone, qui cherchait désespérément à les convaincre de pomper davantage dans leurs réserves d’or noir.

Paria. Si les Saoudiens affichent aussi ostensiblement leur mauvaise humeur vis-à-vis de Biden, ce n’est pas seulement parce qu’il a déclaré que MBS devait être traité comme un paria en raison de l’assassinat du journaliste saoudien Jamal Khashoggi. C’est aussi parce qu’ils estiment que les États-Unis ne les soutiennent pas assez, ni dans “leur guerre au Yémen, ni dans le programme nucléaire saoudien, ni par rapport aux actions en justice de personnes comme Saad Al-Jabri, un ancien officier du renseignement saoudien qui a affirmé que le prince héritier avait également tenté de le tuer”, explique le site **Middle East Eye (MEE)**.

Ils n’ont pas non plus oublié l’absence de réactions militaires américaines quand une installation majeure de leur géant pétrolier Aramco a été visée par des missiles selon toute vraisemblance iraniens, en septembre 2019, pendant la présidence de Donald Trump.

Depuis l’élection de Joe Biden, la méfiance de Riyad et d’Abou Dhabi n’a cessé de croître, poussant les deux capitales à multiplier les efforts pour diversifier leurs partenariats internationaux. Ainsi, au lieu d’êtres solidaires des Américains au sujet de l’invasion russe de l’Ukraine, “l’Arabie Saoudite et les Émirats arabes unis ont donné la priorité à leurs relations avec Moscou”, analyse **The New York Times**, rappelant que les deux pays se tournent de plus en plus vers la Russie pour l’achat d’armes et la coopération militaire. En pleine offensive russe contre l’Ukraine, le ministre émirati des Affaires étrangères a visité Moscou pour mener des pourparlers en vue d’améliorer la coopération entre les deux pays, alors que les Émirats sont devenus un hub financier pour les oligarques russes depuis l’avalanche des sanctions occidentales.

Les liens se raffermissent aussi avec la Chine. Le 10 mars, Aramco a confirmé un investissement de 10 milliards de dollars pour la construction d’une raffinerie en Chine, rapportait le site américain **Al-Monitor**. Et le 16 mars, **The Wall Street Journal** indi-

quait que les Saoudiens envisagent d’accepter la monnaie chinoise, le yuan, en lieu et place du dollar américain pour régler les achats de leur pétrole. “Ces dernières années, rappelle le journal américain, la Chine a aidé les Saoudiens à construire leurs propres missiles balistiques, les a conseillés au sujet d’un programme nucléaire et a commencé à investir dans le projet préféré de MBS, la ville futuriste de Neom.”

— **Courrier international**

← “(Snif) Je t’aime (snif) et j’ai besoin de toi (snif). S’il te plaît, donne-moi une autre chance...”

“Arrête, Joe. Tu te fais du mal.”

Sur le téléphone : OPEC (Organisation des pays exportateurs de pétrole). Dessin de **Rivers**, États-Unis.



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

Émirats arabes unis : un rapprochement avec Moscou qui dérange.

Les Émirats développent un partenariat stratégique croissant, à la fois économique et idéologique, avec la Russie. Un article de notre série dédiée à l’ascension fulgurante et aux failles de la “petite Sparte” du Moyen-Orient.

Le jeu d’équilibriste de la Turquie

Ankara s’emploie à ne vexer aucun de ses alliés depuis le lancement de la guerre. Et, pour y mettre fin, il tente de se poser en médiateur clé.

Membre de l’Otan mais aussi partenaire économique privilégié de Moscou, la Turquie est dans une position délicate depuis le début de la guerre en Ukraine. Le pays entretient de très bonnes relations avec Kiev, à qui il a livré l’an dernier des drones de combat, mais il en maintient aussi de bonnes avec Moscou, dont il dépend largement sur le plan économique et énergétique. Ankara achète 33 % de son gaz naturel à la Russie, qui construit une centrale nucléaire dans le pays, tandis que les Russes sont les premiers touristes étrangers (4,5 millions en 2021), rappelle, dans **ArabNews**, l’ancien ministre turc des Affaires étrangères Yasar Yakis. Par ailleurs, la Turquie et la Russie travaillent de concert sur plusieurs dossiers, dont la Syrie et le Caucase du Sud, ajoute le diplomate. Ainsi, tout en condamnant l’invasion russe, Ankara ne s’est pas joint aux sanctions imposées par Washington et Bruxelles, et l’espace aérien turc est resté ouvert aux avions russes. Toutefois, le 28 février, le pays a annoncé la fermeture des détroits du Bosphore et des Dardanelles aux navires de guerre russes, comme le lui permet le texte de la Convention de Montreux (1936). Cette position d’“équilibre” a été résumée, fin février, dans un discours du président Recep Tayyip Erdogan, rapporté par **Gazete Duvar** : “Nous ne transigerons pas sur nos intérêts nationaux, mais nous ne pouvons pas faire abstraction des équilibres régionaux et globaux, nous ne renoncerons ni à la Russie ni à l’Ukraine.” De fait, la Turquie cherche aussi à s’imposer comme principal médiateur entre les belligérères dans le but, entre autres, de désamorcer les tensions, alors que son économie, déjà mal en point, subit de plein fouet les conséquences du conflit. Plusieurs cycles de pourparlers entre Russes et Ukrainiens ont eu lieu en Turquie depuis le 10 mars. Ankara a accueilli aussi bien des journalistes, artistes et intellectuels russes opposés à la guerre que de riches oligarques pro-Poutine. Près de 60 000 Ukrainiens se sont réfugiés dans le pays. Alors que les ports de Bodrum et de Göcek pourraient abriter des yachts russes pourchassés et saisis dans les ports européens, selon le média turc **T24**.



afrique

L'AMBIGUË NEUTRALITÉ DE L'AFRIQUE

Sur l'Ukraine, l'Afrique a oscillé entre condamnations, abstentions prudentes et silence. Une position révélatrice des liens étroits noués avec la Russie, mais aussi de la défiance envers un ordre international perçu comme occidental, explique ce spécialiste en géopolitique.

—The Conversation Paris

Début mars [le 2], l'Assemblée générale des Nations unies mettait au vote une résolution exigeant de la Russie qu'elle cesse immédiatement toute opération militaire en Ukraine. Sur les 193 États membres, 141 se sont prononcés en faveur de la résolution, 5 ont voté contre, 35 se sont abstenus et 12 ne se sont pas présentés au vote [ils n'y ont pas pris part]. Sur les 54 États membres africains, l'Érythrée a voté contre, [17 pays], dont l'Afrique du Sud, se sont abstenus et 9 ne se sont pas présentés. Près de la moitié (26) des 54 États membres africains ont donc choisi la voie de la neutralité sous une forme ou sous une autre.

Pourquoi les pays d'Afrique n'ont-ils pas voté massivement en faveur de cette résolution ? La décision de plusieurs pays africains de rester neutre et de se garder de condamner l'invasion russe de l'Ukraine tenait tout autant au conflit lui-même qu'à d'autres considérations plus générales, qui sont d'ordre économique, politique et sécuritaire.

Les raisons essentielles sont au nombre de quatre : un certain scepticisme à l'endroit de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (Otan) et de ses motivations ; une dépendance croissante de certains de ces pays vis-à-vis de Moscou en raison du soutien militaire qu'il leur apporte depuis dix ans ; un recours grandissant aux importations de blé et d'engrais [de Russie et d'Ukraine] ; et enfin le sentiment d'assister à un retour de la guerre froide.

Les pays africains ont fondé leurs décisions sur une évaluation stratégique des répercussions du conflit dont ils pourraient souffrir plutôt que sur la catastrophe humanitaire qu'il engendre. Une approche qui contraste nettement avec celle de l'Union européenne, qui a su converger et adopter une position commune à cet égard.

Premièrement, certains pays africains, comme l'Afrique du Sud, considèrent que c'est l'Otan qui est ici l'agresseur, en raison de son élargissement vers l'est. À leurs yeux, cette politique fait peser une menace sur la Russie. Le président sud-africain a d'ailleurs imputé récemment la responsabilité de cette guerre à l'Organisation, déclarant : *« Cette guerre aurait pu être évitée si l'Otan avait tenu compte des mises en garde de ses propres dirigeants et de ses propres responsables au fil des ans, selon lesquels son expansion vers l'Est entraînerait une instabilité accrue, et non moindre, dans la région. »*

CERTAINS PAYS AFRICAINS CONSIDÈRENT QUE C'EST L'OTAN L'AGRESSEUR, EN RAISON DE SON ÉLARGISSEMENT VERS L'EST.

Ce n'est pas la première fois que des pays africains voient le choix de l'Otan d'un mauvais œil. En 2012, [Hifikepunye Pohamba,] l'ancien président de la Namibie (un autre pays qui s'est abstenu de voter), avait déclaré que le renversement de Muammar Kadhafi en Libye par l'Otan [en février 2011] devait être condamné par tous les Africains doués de raison. L'invasion de la Libye et l'assassinat de Kadhafi ont entraîné une déstabilisation de l'Afrique du Nord et du Sahel, accroissant l'impopularité de l'Otan dans plusieurs pays africains.

Deuxièmement, ces dix dernières années, plusieurs pays d'Afrique comme la Libye, l'Éthiopie, le Mali et le Nigeria ont noué des alliances militaires d'envergure avec la Russie. Plusieurs d'entre eux ont dépendu de Moscou pour mater des rébellions, faisant appel par exemple aux services de sous-traitants militaires privés russes, comme le groupe Wagner,

NOW, COMRADE PUTIN SUGGESTS YOU LEARN FROM OUR GREAT LEADER.



ou important directement des armes. Le peu d'importance accordé par la Russie à la situation des droits humains sur place a conduit bon nombre de pays africains à conclure des alliances militaires avec elle.

Par exemple, en 2014, lorsque les États-Unis ont refusé de vendre certaines armes au Nigeria en raison des violations manifestes des droits humains recensées dans la lutte contre [le groupe djihadiste] Boko Haram, le Nigeria s'est tourné vers d'autres pays, dont la Russie et le Pakistan, pour s'approvisionner.

En 2021, la Russie a signé des accords de coopération militaire avec le Nigeria et l'Éthiopie, les deux pays les plus peuplés d'Afrique. D'après l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm, la Russie aurait vendu à l'Afrique 18 % des armes qu'elle a produites entre 2016 et 2020. Certaines de ces alliances militaires existent d'ailleurs depuis l'époque soviétique et sont très solides.

Dépendance alimentaire. Troisièmement, plusieurs pays africains sont tributaires de la Russie pour le blé et les engrais, ce qui resserre leurs liens économiques. Les chiffres de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced) indiquent que les pays africains ont importé pour 5,1 milliards de dollars [4,6 milliards d'euros] de blé russe et ukrainien entre 2018 et 2020. Un quart des pays africains dépendent de ces deux pays pour un tiers de leur consommation de blé.

La Russie assure actuellement 16 % de la production mondiale de blé et 13 % de la production d'engrais. Les pays africains, qui subissent déjà les répercussions du Covid-19, s'imaginent mal se priver de liens commerciaux, quels qu'ils soient.

Par ailleurs, l'impression d'une certaine indifférence de la part de l'Ouest pendant

SOURCE



THE CONVERSATION

Paris, France
theconversation.com/fr

Lancée en 2011, cette plateforme participative invite toute personne issue de la communauté universitaire à devenir membre et à publier des contenus. Elle compte de nombreuses antennes à Londres, Boston, Johannesburg, Toronto, Montréal, Christchurch, Jakarta, Madrid et Paris. L'édition française de *The Conversation* est née en 2015.



← Les Russes apprennent aux militaires africains à traiter avec les journalistes. “Le camarade Poutine vous conseille de vous inspirer de notre grand leader.” Sur le livre : *Le Journalisme selon Joseph Staline* “Plus de journalistes, plus de problèmes !” Dessin de **Danziger** paru dans **The Rutland Herald**, États-Unis.

la pandémie a éloigné bon nombre de pays africains de leurs alliés traditionnels en Europe et aux États-Unis.

Quatrièmement, certains pays d'Afrique voient dans ce conflit une guerre par procuration entre les États-Unis et la Russie, une réminiscence de la guerre froide, et ne souhaitent pas y être mêlés. La guerre froide a eu de très lourdes répercussions sur certains pays africains, à une époque où la plupart d'entre eux accédaient à l'indépendance et devaient choisir un des deux blocs. Plusieurs guerres civiles se sont ensuivies et certains d'entre eux jugent dès lors plus judicieux de rester neutres à ce stade. C'est d'ailleurs la ligne choisie par la Chine, allié de premier plan de plusieurs pays d'Afrique.

Enfin, certains États africains commencent à avoir l'impression que leurs alliés traditionnels à l'Ouest ne se préoccupent que de leurs propres économies et de leurs propres habitants et ne leur viendraient en aide que si c'est dans leur intérêt ou si cela s'inscrit dans leur logique libérale.

Par exemple, depuis que les sanctions à l'encontre de la Russie ont commencé à faire grimper les prix des matières premières, les États-Unis se sont rabattus sur le Venezuela tandis que le Royaume-Uni se tournait vers l'Arabie Saoudite pour lui demander d'augmenter sa production de pétrole et alléger ainsi la note pour les Britanniques. Nul n'a fait mention des répercussions sur les pays africains ni de la manière de porter secours aux économies en difficulté sur le continent. De quoi rappeler le soutien lacunaire de l'Ouest pendant la pandémie. Et confirmer qu'il est préférable de rester neutre ou, dans certains cas, de ne pas se laisser dicter ses choix.

— **Olayinka Ajala**
Publié le 30 mars



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

Reportages, analyses, témoignages...

Suivez au quotidien la guerre en Ukraine vue par les reporters et les spécialistes de la presse étrangère.

L'intenable position sud-africaine

●●● Après l'invasion russe, le silence de nombreux États africains au sujet de l'Ukraine a pu sembler assourdissant. Le 2 mars, l'ONU a adopté une résolution exigeant que “la Russie cesse immédiatement de recourir à la force contre l'Ukraine”. Parmi les 35 États qui se sont abstenus, 17 étaient africains, dont le poids lourd diplomatique du continent, l'Afrique du Sud. Le site du **Mail and Guardian** explique cette position par le fait que ce pays est “un pays du Sud global, avec une tradition de non-alignement profondément enracinée”. Pour Steven Gruz, expert à l'Institut sud-africain des affaires internationales, interviewé par **CNBC**, l'approche de l'Afrique du Sud est surtout révélatrice de la position délicate dans laquelle se trouve le pays, déchiré entre ses “affinités politiques pour la Russie” et le mécontentement vis-à-vis de “l'agression claire et brutale contre un État ami”. Le pays s'est heurté à des critiques intérieures. Ainsi, Richard Calland, professeur de droit public à l'université du Cap, s'interroge dans les colonnes du **Mail and Guardian** : “Était-ce une sage décision, compte tenu du retour de bâton auquel Pretoria a dû faire face depuis ? L'atteinte à sa réputation mondiale valait-elle la peine d'être risquée ?”

Algérie-Maroc : deux ennemis, une même posture

●●● Bien que fâchés, le Maroc et l'Algérie “se sont déclarés neutres dans la guerre entre la Russie et l'Ukraine”, signale le média espagnol **El Confidencial**. L'attitude de l'Algérie n'est pas surprenante car ce pays a toujours entretenu “des relations étroites” avec la Russie (et jadis l'Union soviétique), depuis son indépendance en 1962, que ce soit au niveau militaire ou commercial. La posture marocaine est plus étonnante, juge le journaliste Ignacio Cembrero, spécialiste du Maghreb. Le Maroc est en effet historiquement proche de la France, et a “approfondi ses relations avec les États-Unis” depuis que Washington a reconnu la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental, en décembre 2020. Rabat craint néanmoins que la Russie n'utilise son veto au Conseil de sécurité de l'ONU pour annihiler les ambitions marocaines sur ce territoire.

Décryptage

Sur le continent, la fine ligne de crête d'une troisième voie ?

●●● Pourquoi l'Afrique ne semble pas “se tenir aux côtés de l'Ukraine”, s'interroge Patrick Gathara dans un éditorial publié par **Al-Jazeera**. Pour le journaliste kényan, cette position africaine tient à plusieurs raisons. La première selon lui est que si d'un point de vue humain nul ne peut contester que l'invasion russe “est une catastrophe totale”, il n'en reste pas moins que le slogan entendu “Stand with Ukraine” “n'est pas une déclaration seulement humaine, mais aussi politique.”

En effet, analyse Patrick Gathara, les Africains ont interrogé ce qu'il nomme “les hypocrisies racistes des médias, des gouvernements et des sociétés occidentales” compte tenu du traitement préférentiel accordé aux Ukrainiens par rapport aux migrants “des régions les moins blanches du monde”. Le traitement médiatique et politique de cette guerre fait “grincer des dents” en Afrique. Pour l'éditorialiste, peut-être que, après des siècles “à avoir été traités comme la lie de l'humanité”, beaucoup d'Africains observent que l'Europe connaît “un avant-goût de ce qu'ils ont fait ailleurs”.

Ainsi, souligne Patrick Gathara, les Africains n'ont pas vu les points communs entre leurs luttes contre l'impérialisme et celle des Ukrainiens, “préférant plutôt confondre les Ukrainiens avec leurs bienfaiteurs en Europe occidentale”. Or, ajoute-t-il, ce conflit dans lequel les Ukrainiens sont piégés ressemble de plus en plus à un “conflit par procuration entre l'Occident et la Russie”. Mais cela peine à être reconnu en Afrique, car les victimes du “colonialisme russe” ont le tort d'être d’“une teinte claire”. S'il existe bien, selon Patrick Gathara, un soutien explicite à la Russie en Afrique fondé sur l'idée d'une “expansion de l'Otan” et le fait que “l'Occident a fait des choses similaires”, en quoi cela justifierait-il “le meurtre et la mutilation de milliers de civils, la destruction de vies et de moyens de subsistance, et le déplacement de millions de personnes”, interroge le journaliste.



asie

L'INDE DANS LE JEU DE L'AUTONOMIE STRATÉGIQUE

New Delhi s'est abstenu de condamner la Russie. Courtisée de toutes parts, l'Inde doit jouer sa partie finement, afin de préserver sa proximité avec l'Occident mais aussi ses intérêts régionaux.

—The Hindu Madras

L'invasion de l'Ukraine par la Russie a entraîné une intense activité diplomatique à New Delhi : certains visiteurs sont venus tâter le terrain ; d'autres, parler de ce qui se passe ailleurs qu'en Ukraine, rechercher la solidarité et enfin, lancer des avertissements voilés. New Delhi s'est montré ouvert et patient. Ce que l'Inde n'a pas apprécié, en revanche, c'est la réprobation publique de sa politique vis-à-vis de la Russie, à savoir sa décision de poursuivre les échanges commerciaux avec elle et son refus de condamner l'agression russe.

Beaucoup de ceux qui sont venus [dont des envoyés européens, britannique, américain et japonais] passent à côté d'un point crucial : l'Inde n'est pas en Europe même si, malgré des aberrations occasionnelles, elle partage nombre des normes et valeurs chères à une grande partie de la communauté internationale. Ils oublient une chose plus importante encore : l'Inde est une ancienne colonie, elle est sensible à la façon dont ses interlocuteurs occidentaux la traitent.

De surcroît, il est injuste de demander à un pays en développement confronté à de graves difficultés économiques et essayant de se remettre des conséquences du Covid-19 de ne pas acheter de pétrole russe à prix réduit, surtout lorsque certains de ceux qui critiquent l'Inde continuent de se fournir en énergie auprès de la Russie, à prix réduit ou non. Plusieurs commentateurs politiques occidentaux se demandent avec effroi pourquoi l'Inde n'est pas disposée à endurer un peu de souffrance économique pour envoyer un message fort et clair indiquant qu'elle ne soutient aucune agression territoriale.

Là aussi, la réponse se trouve dans l'état de l'économie indienne, dans son besoin d'un approvisionnement sans restrictions en matériel de défense et dans sa situation géopolitique. La guerre en Ukraine aura des répercussions sur l'économie indienne, lentement peut-être, mais sûrement. Malheureusement pour l'Inde, les sanctions contre la Russie surviennent à un moment où elle récupère encore du Covid-19 [qui a officiellement fait 500 000 morts].

L'un des arguments sur lesquels insistent plusieurs partenaires occidentaux de l'Inde est que la guerre entre la Russie et l'Ukraine est un conflit plus large entre les démocraties et les "non-démocraties" et que l'Inde doit décider de

quel côté idéologique elle veut être. C'est non seulement un mythe sans fondement, mais une affirmation dangereuse, qui peut plonger la communauté internationale dans une nouvelle rivalité idéologique vaine. New Delhi ne doit pas se laisser entraîner sur ce chemin. L'agression militaire de la Russie est injustifiée, mais la décision de l'Inde de s'abstenir de condamner la Russie s'inscrit dans une logique géopolitique (l'Inde n'a pas non plus condamné l'invasion américaine de l'Irak en 2003). Cela n'a rien à voir avec le fait que l'Inde soit une démocratie ou non.

Le deuxième argument est que la Russie n'aidera pas l'Inde dans un éventuel conflit avec la Chine. Cet argument n'est pas faux, mais il passe, là aussi, à côté de l'essentiel. La Russie n'aidera peut-être pas l'Inde contre la Chine mais, ce qui est sûr, c'est que l'Inde ne peut pas se permettre d'avoir un autre pays inamical dans une région déjà très inamicale. Et c'est là une

L'INDE EST L' "ÉTAT-BASCULE" LE PLUS COURTISÉ DU SYSTÈME INTERNATIONAL CONTEMPORAIN. UN RÔLE QU'ELLE A TRÈS BIEN JOUÉ JUSQU'À PRÉSENT.

très bonne raison de ne pas s'aliéner la Russie. Les Occidentaux insinuent qu'ils pourraient ne pas soutenir l'Inde contre la Chine si l'Inde ne les soutient pas aujourd'hui. Ce raisonnement ne tient pas compte de la réalité, qui est que la Chine représente une menace aussi bien pour l'Inde que pour les États-Unis, bien qu'à des degrés différents. L'Inde a besoin de l'aide de ses partenaires pour faire face à la Chine, mais ce n'est pas à sens unique.

C'est le moment de l'Inde en tant que grande puissance. Le fait que les camps opposés dans cette guerre dépêchent des émissaires de haut rang pour s'attirer les bonnes grâces de l'Inde montre également que cette dernière est l'"État-bascule" le plus courtisé du système international contemporain ; un rôle qu'elle a très bien joué jusqu'à présent. La Chine voit la guerre d'Ukraine comme un moyen de construire un ordre mondial antiaméricain, grâce à l'unité régionale, ce qui peut expliquer la visite récente du ministre des Affaires étrangères chinois, Wang Yi. Il a été

L'ENTRE-DEUX INDONÉSIE

Pour le quotidien **Kompas**, l'Indonésie, qui a voté la résolution des Nations unies condamnant l'invasion de l'Ukraine par la Russie, a trois bonnes raisons de ne pas céder aux pressions des États-Unis pour exclure Moscou du sommet du G20, qui se tiendra à Bali en novembre. D'abord, ce sommet n'est pas une arène politique, mais un forum international sur la coopération liée aux enjeux économiques. "Deuxièmement, il n'existe pas de mécanisme au sein du G20 pour punir un pays pour des actions prises dans des contextes non économiques."

La Russie est toujours l'une des puissances économiques mondiales, il est donc nécessaire de l'impliquer dans le communiqué conjoint final. Enfin, l'Indonésie souhaite maintenir sa position historique de neutralité. En tant que présidente du G20, son leadership sera mis à l'épreuve pour promouvoir de meilleures relations Nord-Sud et Est-Ouest. "En bon hôte, elle n'a donc aucune raison de ne pas inviter la Russie."



suivi de près par son homologue russe, Sergueï Lavrov, seul visiteur ayant obtenu une entrevue avec le Premier ministre Modi, ce qui indique que l'Inde n'a pas l'intention d'abandonner Moscou, du moins pour l'instant.

Long terme. En refusant de s'allier exclusivement à un camp ou à l'autre, tout en maintenant de bonnes relations avec les deux, l'Inde a peut-être enfin appliqué les principes de l'autonomie stratégique qu'elle professe depuis longtemps, mais qu'elle avait du mal à mettre en pratique. La diplomatie indienne contemporaine est un exemple d'État charnière refusant de basculer dans un sens ou dans l'autre.

Toutefois, il y a un temps pour être un "État-bascule" et un temps pour voir plus loin. La géopolitique de l'Asie va devenir de plus en plus centrée sur la Chine. La poussée d'adrénaline engendrée aujourd'hui à New Delhi par le fait d'être un pays clé courtisé va finir par retomber. C'est la dure réalité de la géopolitique. L'Inde doit bien jouer ses cartes aujourd'hui si elle veut percevoir demain des dividendes géopolitiques. Il faut que les décideurs indiens retournent à leurs pupitres et tirent des plans à long terme prenant en compte toute la région – y compris la Chine – et la communauté internationale.

Autrement dit, New Delhi doit garder à l'esprit ses objectifs à long terme, même pendant le difficile exercice d'équilibriste auquel elle se livre aujourd'hui. Avoir demain de son côté aussi bien l'Occident que la Russie serait l'idéal.

—Happymon Jacob*
Publié le 4 avril

*Happymon Jacob est maître de conférences à l'École d'études internationale de l'Université Jawaharlal Nehru, à New Delhi.



CAGLE CARTOONS

La diplomatie chinoise tourne à plein régime

Face aux pressions américaines pour faire adopter les sanctions contre la Russie, la Chine resserre les liens avec ses voisins et les pays du Sud, Inde comprise.

—South China Morning Post Hong Kong

La conduite de la Chine ces dernières semaines face à la crise en Ukraine pourrait être interprétée comme une simple volonté de limiter les dégâts, destinée à faire taire les critiques des Occidentaux qui lui reprochent sa position de neutralité vis-à-vis de l'invasion russe. Mais tirer une telle conclusion reviendrait à fermer les yeux sur la réalité d'un monde où l'État le plus puissant, les États-Unis, s'empare de la moindre occasion pour isoler ses ennemis notoires, Pékin et Moscou.

Les initiatives chinoises ont été nombreuses — un échange téléphonique sans précédent entre

le président Xi Jinping et un président tout juste élu [le Coréen Yoon Suk-yeol], une visite inopinée du ministre des Affaires étrangères, Wang Yi, en Asie du Sud, une semaine avant la tenue de pourparlers sur l'Afghanistan [en Chine], et toute une série de visites d'envoyés spéciaux au Moyen-Orient et dans la Corne de l'Afrique. Tout cela témoigne d'une stratégie bien réfléchie. En se concentrant sur ses voisins, la Chine espère consolider ses relations diplomatiques et assurer la stabilité de la région, afin de modérer le risque de turbulences internationales.

Des rapports qui vont de soie. Malgré le déclenchement de la guerre, Washington n'a pas relâché la pression économique et militaire sur Pékin. Joe Biden tente de consolider ses alliances militaires, forçant ses partenaires à choisir leur camp en condamnant l'invasion de l'Ukraine et en imposant des sanctions à Moscou. Or Pékin entretient de bons rapports avec la Russie comme avec l'Ukraine, qui font toutes deux partie de son initiative des nouvelles routes de la soie de construction d'infrastructures et de développement, et applique une politique établie depuis longtemps de non-ingérence dans les affaires des autres pays. C'est cette neutralité que le dirigeant américain reproche à la Chine et aux pays ayant adopté une position similaire. En ravivant, au nom de la sécurité, des liens distendus avec les membres de l'Otan et de l'Union européenne, il tente de semer la division.

La menace sur l'approvisionnement en énergie et l'impact des sanctions économiques [contre la Russie] a des répercussions dans le monde entier. En ces temps troublés, il est naturel que Pékin se tourne vers ses voisins et cherche à défendre ses propres intérêts. Xi Jinping a ainsi dérogé au protocole en prenant contact avec le nouveau président sud-coréen, Yoon Suk-yeol, avant même qu'il ne prenne ses fonctions, pour évoquer avec lui les relations entre leurs deux pays et leurs inquiétudes respectives. [À la fin du mois de mars], Wang Yi a quant à lui été convié au sommet des ministres des Affaires étrangères des 57 pays membres de l'Organisation de la coopération islamique, à Islamabad.

Il s'est également rendu en Afghanistan, en Inde et au Népal. Pékin s'inquiète en effet de l'instabilité de l'Afghanistan. Par ailleurs, les États-Unis ont approché financièrement le Népal pour tenter de s'assurer son soutien et ils font pression sur l'Inde, avec leurs alliés, pour qu'elle impose à son tour des sanctions à la Russie. Wang Yi a effectué une visite éclair à New Delhi [le 25 mars] : c'était la première fois qu'un haut responsable chinois se rendait en Inde depuis les affrontements meurtriers dans la région frontalière du Ladakh [région himalayenne que se disputent l'Inde et la Chine], il y a deux ans. Pékin consolide également ses relations avec les pays d'Asie centrale, du Moyen-Orient et d'Afrique, où elle

œuvre pour la paix. Le virage diplomatique opéré par la Chine profite autant à elle-même qu'à ses voisins. —



OPINION

Pékin et Moscou, une amitié "sans limites"

●●● On ignore si Poutine avait mis au courant Xi Jinping de ses plans d'invasion de l'Ukraine. Les deux chefs d'État, qui se sont vus lors de l'ouverture des Jeux olympiques d'hiver à Pékin le 4 février, ont alors publié une déclaration commune dans laquelle ils clamaient la profondeur de leur amitié "sans limites", rappelle Igor Denisov, chercheur à l'Institut des études internationales de Moscou, dans *The Diplomat*. Si les deux dirigeants y disaient partager un intérêt affirmé à la "stabilité dans les régions adjacentes aux deux pays", à savoir l'Asie centrale, ils ne sont pas pour autant des alliés, analyse Denisov, et il est clair qu'une coopération militaire entre eux n'est pas envisagée. Après l'invasion de l'Ukraine, Xi a confié "sa compréhension des motivations russes en reprenant la rhétorique de Moscou sur le fait que l'Occident est responsable de la situation". Mais étant donné son attachement au principe de l'intégrité territoriale, "crucial dans sa relation avec Taïwan", la Chine "ne reconnaîtra pas les deux républiques de l'Est ukrainien que le Kremlin a reconnues", affirme l'auteur. Les entreprises chinoises appliqueront probablement les sanctions — non approuvées par Pékin — pour préserver les intérêts nationaux, poursuit-il. "Mais Xi Jinping s'emploie surtout à ne pas être associé au conflit, et son choix prioritaire est de rester neutre. En même

↳ Vladimir Poutine, au milieu de Narendra Modi et de Xi Jinping, "Mes potes". Dessin de Daryl Cagle, États-Unis.

temps, Moscou peut compter sur le fait que la Chine ne critiquera pas la Russie ou ne votera pas de sanctions ni dans des contacts bilatéraux ni sur la scène internationale. Quant au rôle de médiateur, la Chine ne s'impliquera pas dans la crise et ne se posera pas en tiers dans les relations entre la Russie et l'Occident."

La retenue des pays d'Asie centrale

●●● Face à la guerre russo-ukrainienne, les États d'Asie centrale n'emboîtent pas systématiquement le pas au Kremlin. Comme le déplore l'hebdomadaire russe *Argoumenty i Fakty*, ils ne se pressent pas pour reconnaître l'indépendance du Donbass (comme l'a fait la Russie le 21 février) et "expriment même parfois avec retenue leur soutien à l'Ukraine". "On ne peut pas leur demander l'impossible", argumente le géopolitologue Fiodor Loukianov, interrogé sur la question. En effet, quand la Russie a décidé d'intervenir en Géorgie en 2008, en Crimée en 2014, ou au Donbass aujourd'hui, "elle n'a pas consulté ses alliés, les plaçant devant le fait accompli". Or la "modification par la force des frontières d'États souverains" qu'elle a alors mise en œuvre "n'est pas perçue par tout le monde comme elle l'est par nous, citoyens russes, qui en comprenons la genèse". Les pays frontaliers de la Russie, a fortiori, peuvent ressentir de "l'inquiétude", car ils "projetent ces scénarios sur eux-mêmes". C'est pourquoi on ne peut rien exiger d'autres de ces alliés que de "s'abstenir de participer à des actions antirusse", conclut l'expert.

Publié le 4 avril



Amérique latine



← Joe Biden et Nicolás Maduro. Dessin d'Ammer paru dans NRC Handelsblad, Amsterdam.

L'AMÉRIQUE LATINE CACHE MAL SON SOUTIEN À MOSCOU

Aucun pays de la région n'a adopté de sanctions économiques contre la Russie, et très peu ont franchement condamné la guerre. Au nom de la souveraineté nationale et pour se démarquer des États-Unis.

—Americas Quarterly (extraits) New York

De gauche comme de droite, les dirigeants d'Amérique latine se sont largement abstenus de condamner l'invasion de l'Ukraine par la Russie, preuve que l'influence de Moscou s'accroît dans la région. À présent que des responsables de gauche aux tendances antilibérales semblent devoir s'imposer dans la série d'élections programmées cette année, le déferlement d'une nouvelle "vague rose" ne pourra que compliquer la tâche des Américains et des Occidentaux pour contrer l'influence russe sur cette partie du continent.

L'opposition croissante aux principes classiques du libéralisme – le marché libre, le multilatéralisme et les règles démocratiques – a joué en faveur de la Russie. Mais l'indifférence des États-Unis y a aussi contribué. Ils ont été battus par la diplomatie du vaccin menée par Moscou. Les vaccins Sputnik sont arrivés les premiers en Argentine, au Paraguay, au Nicaragua, en Bolivie et en Équateur. Aussi n'est-il pas étonnant que ces pays (excepté le Paraguay et l'Équateur) aient refusé de signer la déclaration de l'OEAs (Organisation des États américains) condamnant l'invasion de l'Ukraine par les troupes russes [le 25 février, au lendemain de l'offensive].

Traditionnellement, dans les questions internationales, l'Amérique latine appelle à défendre les souverainetés nationales et à rechercher des solutions pacifiques aux conflits – une position qui lui sert souvent à éviter de prendre un parti définitif. Aucun pays d'Amérique latine n'a imposé de sanctions économiques à la Russie.

Pour faire contrepoids à leurs relations parfois difficiles avec Washington et l'Occident, plusieurs chefs d'État de gauche, comme Alberto Fernández en Argentine, Nicolás Maduro au Venezuela ou l'ancien président Evo Morales en Bolivie, se sont tournés vers la Russie.

D'autres ont envoyé des messages contradictoires : les ministres des Affaires étrangères péruvien et mexicain ont condamné l'invasion russe, mais leurs présidents (Pedro Castillo au Pérou et Andrés Manuel López Obrador au Mexique) ont respectivement évité de parler de guerre ou pris soin de souligner la neutralité de leur pays. En Argentine, Fernández s'est contenté de dénoncer l'usage de la violence. Seul Gabriel Boric, fraîchement élu président au Chili, a ouvertement critiqué Vladimir Poutine.

Ces différences de réaction témoignent de l'existence de deux types de gauche dans la région à la veille d'une nouvelle "vague rose" : une gauche progressiste et une gauche traditionnelle.

SOURCE



AMERICAS QUARTERLY

New York, États-Unis
Trimestriel, 150 00 ex.
(estimation)

americasquarterly.org

Fondée en 2007, Americas Quarterly est une revue d'analyse consacrée à la politique, à l'économie et à la culture d'Amérique latine, et à ses relations avec le reste du monde. Cette publication à but non lucratif dépend du Council of the Americas, organisation consacrée aux débats et au dialogue dans les Amériques.

La première, incarnée par Boric, est démocratique, ne souhaite pas renverser l'ordre international libéral et a dénoncé sans ambiguïté l'invasion russe. La seconde, en revanche, défend une conception du monde ancrée dans un profond rejet de l'impérialisme américain.

La gauche traditionnelle soutient les politiques qui font obstacle à l'impérialisme américain – quelles qu'en soient les conséquences. Cette gauche se méfie du libéralisme, qu'elle considère comme un instrument de l'impérialisme occidental, et ses partisans ont tendance à soutenir des dirigeants autoritaires et antilibéraux comme Vladimir Poutine. C'est pourquoi certains jugent que la guerre en Ukraine est la conséquence d'une agression de l'Otan ou relaient le discours du Kremlin sur la "déma-

LA GAUCHE TRADITIONNELLE SOUTIEN LES POLITIQUES QUI FONT OBSTACLE À L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN.

zification" de l'Ukraine. Le durcissement des sanctions et des pressions internationales sur la Russie pourrait d'ailleurs renforcer l'idée que la dénonciation de cette guerre n'est qu'une énième manœuvre impérialiste de l'Occident.

La gauche traditionnelle semble appelée à dominer les élections prévues en Amérique latine cette année, et cette mentalité issue de la guerre froide ne pourra qu'exacerber l'extrémisation des sociétés à mesure que le centre de l'échiquier politique poursuit sa désintégration. En Colombie, Gustavo Petro est parti pour remporter l'élection présidentielle qui se tiendra les 29 mai et 19 juin, et au Brésil la probable victoire de Lula da Silva, en octobre, se traduira certainement par un rapprochement avec Moscou.

Pour ne rien arranger, une partie de la droite d'Amérique latine se tourne vers le populisme et l'autoritarisme, encouragée par des formations internationales d'extrême droite comme le parti Vox espagnol. Ces éléments antilibéraux ont également tempéré les objections de la droite vis-à-vis de Poutine, comme en témoigne le refus du président brésilien Jair Bolsonaro, d'extrême droite, de condamner l'invasion de l'Ukraine.

Il y a toutefois des signes d'espoir : en dépit de ses tendances idéologiques, la gauche traditionnelle peut se montrer pragmatique. Maduro, par exemple, semble ouvert aux perspectives que peuvent lui présenter les États-Unis et l'Europe après l'interdiction des importations de gaz et de pétrole russes. Quoi qu'il en soit, le climat de division et d'antilibéralisme profite à la Russie. Quelques jours avant l'invasion de l'Ukraine, Poutine avait rencontré Fernández et Bolsonaro au Kremlin et, début février, le vice-Premier ministre russe s'était rendu à Caracas, à La Havane et à Managua. Moscou ne cessera pas de mener cette forme de diplomatie agressive, et les gouvernements d'Amérique latine ne cesseront pas d'y être réceptifs.

—Andrea Moncada

Publié le 31 mars

ÉDITION SPÉCIALE 32 PAGES

Tous les bénéfices de ce supplément seront reversés à l'association Alliance Urgences pour l'Ukraine.



En vente chez votre marchand de journaux
jusqu'au jeudi 21 avril

trans-
versales.

économie



Deux amis battent Amazon à son jeu antisyndical

Travail. Il avait été licencié pour avoir protesté pendant le confinement. Deux ans plus tard, Christian Smalls, avec son collègue Derrick Palmer, a ouvert une brèche syndicale historique au sein du géant de l'e-commerce.

—The New York Times
(extraits) New York

Aux premières heures de la pandémie, un employé d'Amazon en panique, du nom de Christian Smalls, organisait un débrayage pour dénoncer les conditions sanitaires dans l'unique centre de traitement des commandes du géant du commerce en ligne à New York.

Aussitôt, Amazon montait une équipe d'intervention associant dix services, dont le Global Intelligence Program, service de sécurité composé de nombreux vétérans de l'armée, nommait un "réfèrent incidents" et s'appuyait sur une "stratégie 'contestation'" et une "stratégie 'action syndicale'" pour parer à toute "perturbation des activités" du groupe. Au bout du compte, il y eut davantage de

cadres – dont 11 vice-présidents – avertis de la contestation que de salariés y prenant part. Le directeur juridique d'Amazon, jugeant Christian Smalls "ni intelligent ni éloquent", préconisait dans un courriel envoyé par mégarde à plus d'un millier de personnes de faire de lui le "visage" du mouvement de syndicalisation. Le groupe licencia Christian Smalls [fin mars 2020], arguant qu'il avait

enfreint la quarantaine en vigueur en participant à ce débrayage.

En le congédiant et en s'attaquant à lui personnellement, le groupe recourait à la méthode musclée qui lui avait permis d'asseoir sa suprématie sur le marché. Seulement voilà, ce vendredi [1^{er} avril 2022], Christian Smalls a réussi la première mobilisation syndicale d'un entrepôt Amazon aux États-Unis, une des victoires syndicales les plus marquantes depuis une génération.

Christian Smalls et son meilleur ami à l'entrepôt, Derrick Palmer, étaient décidés à se syndiquer après qu'il a été mis à la porte. Avec un nombre grandissant de collègues – et sans affiliation à une quelconque centrale syndicale –, les deux hommes ont passé ces onze derniers mois à croiser le fer avec Amazon, deuxième employeur privé des États-Unis avec 1,1 million d'employés.

À l'arrêt de bus proche de l'entrepôt, un site connu sous le nom de JFK8, à Staten Island [un des quartiers de New York], ils ont allumé des feux de camp pour réchauffer les collègues attendant l'aube pour regagner leurs

pénates. Ils ont tourné des vidéos Tik Tok. Derrick Palmer a apporté du gratin de pâtes maison, d'autres ont mitonné des *empanadas* ou des plats d'Afrique de l'Ouest à base de riz pour attirer les travailleurs immigrés.

Le syndicat a dépensé au total 120 000 dollars [109 000 euros], collectés sur [le site de financement participatif] GoFundMe, selon Christian Smalls. "On est partis de rien, deux tables, deux chaises et une tente", se souvient-il. Amazon de son côté a déboursé plus de 4,3 millions de dollars [3,9 millions d'euros] l'année dernière uniquement pour consulter des spécialistes de la lutte anti-syndicale à travers le pays.

Plaque tournante. Ce vote en faveur de la création d'un syndicat témoigne de la montée en puissance des salariés. Ces derniers mois, les employés de plusieurs Starbucks ont aussi choisi de se syndiquer. Mais JFK8, avec ses 8 000 collaborateurs, est l'un des sites emblématiques d'Amazon, la première plaque tournante de son marché le plus important [New York].

Amazon se bat depuis des années contre la syndicalisation. La réactivité logistique du groupe repose sur une vaste chaîne humaine réglée comme du papier à musique. Nul ne sait ce qui se produira si les employés qui viennent de se syndiquer tentent de réformer ce modèle ou d'en perturber le bon fonctionnement – ou si leur syndicat fait des petits dans les quelque 1 000 centres de traitement des commandes et autres sites du groupe disséminés à travers le pays.

Dans cette lutte du pot de terre contre le pot de fer, les chefs de file du mouvement de Staten Island ont pu profiter du changement culturel en cours, d'un marché du travail tendu et de la prise de conscience de ce que les employeurs doivent à leurs employés. Justine Medina, préparatrice de commandes et militante syndicale à JFK8, prédit : "Je crois que ça va secouer le milieu du syndicalisme et le modèle en place."

Le nouveau syndicat de JFK8 tout comme Amazon vont devoir répondre à des questions pressantes. Dépourvu d'organisation au sens traditionnel du terme, de pouvoir et d'expérience, le syndicat va sans doute devoir défendre en justice les résultats du scrutin. Le

↳ **Derrick Palmer (au mégaphone) et Christian Smalls manifestent devant un appartement appartenant à Jeff Bezos, le fondateur d'Amazon, à Manhattan, le 23 décembre 2020. Photo Dave Sanders/The New York Times**

groupe, qui n'a pas donné suite à nos demandes de commentaires, va quant à lui devoir répondre à la grogne profonde à l'origine de cette cuisante défaite.

Christian Smalls a tweeté vendredi 1^{er} avril : *"Amazon voulait faire de moi le visage de tous les efforts de syndicalisation. Eh bien, c'est chose faite!"*

Quand Amazon a inauguré le site tentaculaire de JFK8, en 2018, le groupe était à la fois impatient et inquiet de se lancer à New York, premier marché des États-Unis. Le syndicat historique du commerce de détail, le Retail, Wholesale and Department Store Union (RWDSU), s'était fixé un objectif ambitieux : faire de JFK8 le premier entrepôt Amazon syndiqué du pays.

Amazon [qui est établi à Seattle] a vite renoncé à son projet phare d'ouverture d'un deuxième siège à New York, sur fond de critiques liées aux aides publiques que le groupe allait toucher et à ses antécédents antisyndicaux. Mais les tentatives de syndiquer JFK8 n'ont pas abouti. Dans le milieu syndical, beaucoup estimaient que le taux de rotation du personnel était trop élevé au sein d'Amazon et que le groupe était trop combatif pour qu'un syndicat parvienne à mettre un pied dans la porte.

Quand les premiers cas de Covid-19 ont été confirmés à JFK8, en mars 2020, Derrick Palmer et Christian Smalls ont fait part à leurs supérieurs de leurs préoccupations sanitaires. Les salariés s'inquiétaient de la flambée des contaminations et avaient l'impression qu'Amazon ne les informait pas en temps réel de l'évolution du nombre de cas.

"Je crois que ce vote va secouer le milieu du syndicalisme et le modèle en place."

Justine Medina,

MILITANTE SYNDICALE À JFK8

Mais le groupe a refusé de suspendre ses activités, estimant qu'il avait pris des *"mesures draconiennes"* pour assurer la sécurité du personnel. Il faut dire que la pandémie avait fait de JFK8 un des cordons ombilicaux de la ville : à l'annonce du confinement, les trois-huit sont devenus la règle, week-ends compris, une flotte de camions assurant les livraisons.

Lorsque Amazon a décidé de congédier Christian Smalls en ce mois de mars, deux employés des ressources humaines de JFK8 ont émis des doutes sur la pertinence d'une telle décision. *"Soyons sérieux"*, a écrit l'une d'elles. Christian Smalls était dehors, paisible, et respectait les règles de distanciation physique. Son licenciement serait *"perçu comme une vengeance"*.

Après son renvoi, les attaques du directeur juridique à son encontre – des excuses en bonne et due forme viendraient plus tard – et le licenciement d'un autre protestataire, les deux amis ont décidé de monter au créneau. Christian Smalls n'avait pas sa langue dans sa poche, Derrick Palmer était méthodique. Ils étaient deux Noirs du New Jersey du même âge (31 ans à l'époque, 33 aujourd'hui). Tous deux avaient arrêté leurs études, s'enorgueillissaient de faire des bons scores dans les classements de performance d'Amazon et avaient même espéré un temps grimper les échelons au sein du groupe. Désormais, ils auraient d'autres projets.

Début 2021, quand ils ont appris que des employés de l'entrepôt d'Amazon à Bessemer, dans l'Alabama, montaient une campagne syndicale, Christian Smalls et Derrick Palmer sont allés y voir de plus près. Mais ils ont été déçus par l'accueil des responsables du syndicat du commerce de détail – celui-là même qui s'était intéressé précédemment à JFK8.

En avril, les salariés de Bessemer ont voté non au syndicat. Christian Smalls et Derrick Palmer ont fait part de leur intention de syndiquer JFK8, mais bien peu les ont pris au sérieux. Comment auraient-ils pu gagner là où des salariés plus expérimentés et bénéficiant d'un vrai soutien financier s'étaient cassés les dents?

Au moment de s'atteler à leur première tâche – la collecte de milliers de signatures en vue de convoquer des élections syndicales –, les failles de la politique de ressources humaines d'Amazon sautaient aux yeux. En juin, une enquête du *New York Times* avait révélé que les responsables de JFK8 usaient les salariés jusqu'à la corde, en licenciaient d'autres en raison d'erreurs de communication ou d'ordre technologique et dépossédaient des travailleurs de leurs avantages sociaux.

Selon un document interne, les salariés noirs de JFK8 avaient presque 50 % de risques en plus d'être licenciés que leurs homologues blancs. Même avant que la pandémie ne bouleverse le monde du travail, les entrepôts Amazon affichaient un impressionnant taux de rotation du personnel de 150 %.

"On crée un sentiment de communauté, ce qu'Amazon n'a jamais fait pour ses employés."

Seth Goldstein,

AVOCAT DES SYNDICALISTES

Pendant que Derrick Palmer et Christian Smalls abordaient les employés à l'arrêt de bus, Amazon soufflait le chaud et le froid. D'un côté, Jeff Bezos, le fondateur de l'entreprise, confiait la direction générale à Andy Jassy; le groupe revalorisait les salaires, s'engageait à écouter les doléances et à améliorer les conditions de travail. De l'autre, il se montrait belliqueux. Dans un échange sur Twitter qui a fait couler beaucoup d'encre à propos de la campagne de Bessemer, Amazon semble afficher un tel dédain à l'égard des employés qui ne pouvaient pas faire de pause pour aller aux toilettes et étaient contraints d'uriner dans des bouteilles que l'entreprise a dû présenter des excuses.

Et, en novembre, le National Labor Relations Board (NLRB), l'agence gouvernementale de l'inspection du travail chargée de conduire les élections syndicales, a estimé qu'Amazon avait fait preuve d'un *"mépris flagrant du droit"*, a mis au panier les résultats des élections de l'entrepôt de Bessemer et a réclamé l'organisation d'un nouveau scrutin.

À l'automne, les frondeurs new-yorkais ont remis plus de 2000 signatures au NLRB, mais leur demande a été rejetée, faute d'avoir atteint le minimum requis pour convoquer une élection. Selon Christian Smalls, le groupe avait fourni à l'agence des données indiquant que, d'après ses estimations, la moitié des signataires ne travaillaient plus à l'entrepôt.

"Après avoir bossé dur pendant des mois, on avait l'impression que le soufflé était retombé", raconte Derrick Palmer. Certains employés voyaient les syndicats d'un mauvais œil, refusaient de mettre la

main à la poche ou se satisfaisaient de la couverture maladie offerte par Amazon, ainsi que de la paie, qui démarre à 18 dollars [16 euros] l'heure à JFK8. D'autres semblaient trop épuisés ou méfiants pour s'engager.

Pour maintenir la pression, les syndicalistes ont posté des vidéos TikTok, grillé des chamallows et chanté du hip-hop et du Marvin Gaye. Quand certains salariés traversaient des crises familiales, le collectif priait pour eux. Quand un travailleur licencié s'est retrouvé à la rue, ils ont organisé une collecte.

Leur présence quasi ininterrompue devant l'entrepôt a pesé dans la balance. Certains sympathisants à la cause syndicale se sont fait embaucher à JFK8 dans le seul but de les aider à s'organiser, explique Justine Medina, l'une d'entre eux.

Amazon a répliqué en déployant tout son arsenal de lutte antisyndicale. Les pièces de procédure montrent que le groupe a suivi les syndicalistes à la trace sur les réseaux sociaux, a bombardé les salariés de messages et tapissé l'entrepôt de banderoles *"Votez NON"*. Il n'était pas rare que la direction organise une vingtaine de réunions quotidiennes obligatoires avec les employés, où des managers et des consultants remettaient en cause le projet.

Légitimité. À Noël, les syndicalistes ont engrangé une grande victoire juridique. Amazon a accepté un accord national, selon lequel les employés ont le droit de rester dans les locaux de l'entreprise après leur service pour organiser leur action syndicale.

Les syndicalistes en ont profité pour apporter leur popote à l'intérieur, ce qui les rapprochait des employés et leur conférait une plus grande légitimité. La tante de Christian Smalls leur fournissait de la *soul food* maison [des plats traditionnels du sud des États-Unis] : des macarons au fromage, des patates douces confites, du chou mariné et du poulet rôti.

"Ce qu'on est en train de faire, c'est qu'on crée un sentiment de communauté, ce qu'Amazon n'a jamais vraiment fait pour ses employés", avance Seth Goldstein, un avocat qui représente gracieusement les syndicalistes en herbe.

Un beau jour, en février dernier, Christian Smalls apportait le déjeuner dans la salle de repos

quand la direction a appelé la police. Il a été arrêté, ainsi que deux salariés. L'affaire a eu un effet boomerang : postées par le syndicat sur TikTok, les vidéos de l'incident ont été visionnées des centaines de milliers de fois.

Salariée d'Amazon depuis neuf ans, Kathleen Lejuez, 41 ans, reconnaît qu'elle n'était *"pas très syndical"*, mais qu'elle a voté *"oui"* pour adresser un message au groupe qui, selon elle, a perdu le lien avec ses salariés : *"L'humanité a disparu chez Amazon."*

Dans les semaines précédant le vote, Amazon, qui a toujours affirmé que ses employés avaient tout à gagner d'une *"relation directe"* avec l'entreprise, s'est préparé à contester en justice les résultats du scrutin.

Le 1^{er} avril au matin, dans les bureaux du NLRB, à Brooklyn, Christian Smalls, en survêtement rouge pompier, a pris place à côté de l'avocat d'Amazon pour vérifier chaque vote, le genou tressaillant d'excitation à chaque nouveau bulletin. Le décompte a donné 2654 voix pour le syndicat, 2131 contre. Rassurés par cette marge confortable, Derrick Palmer, Christian Smalls et les autres représentants du mouvement sont sortis sous un soleil printanier et ont laissé éclater leur joie.

À JFK8, à quelques encablures de là, les employés suivaient les résultats en catimini, entre deux préparations de commande. Il n'y a pas eu d'annonce officielle. Quelqu'un a simplement crié, quelque part dans l'entrepôt : *"On a réussi, on a gagné!"*

— **Jodi Kantor et Karen Weise**

Publié le 2 avril

SOURCE



THE NEW YORK TIMES

New York, États-Unis

Quotidien, 57 000 ex.

nytimes.com

Avec 1600 journalistes,

35 bureaux à l'étranger,

130 prix Pulitzer et quelque

5 millions d'abonnés au total,

The New York Times est de loin

le premier quotidien du pays,

dans lequel on peut lire

"all the news that's fit to print"

(*"toute l'information*

digne d'être publiée").

ENVIRONNEMENT



Fribourg, douce pour le climat

Urbanisme. La “capitale allemande de l’environnement” vise la neutralité carbone en 2038. Mais y vivre coûte cher.



—Deutsche Welle
(extraits) Bonn

Quelle autre ville que Fribourg-en-Brigau, bastion écologiste historique, pourrait mieux incarner une Allemagne climatiquement neutre, reprenant à son compte le slogan des Verts allemands [pour la campagne des législatives de septembre 2021] : “Nous sommes prêts, parce que vous l’êtes”? Depuis 2008, cette cité de 230000 habitants a adopté de manière un peu pompeuse l’étiquette de “green city” et s’est autoproclamée capitale allemande de l’environnement.

Avec ses mille huit cents heures d’ensoleillement annuel, Fribourg carbure à l’énergie solaire – et c’est exactement ce que prévoit Robert Habeck. Le ministre [écologiste] de l’Économie et du Climat est déterminé à rendre l’Allemagne climatiquement neutre d’ici à 2045. Fribourg vise l’objectif sept ans plus tôt, en 2038.

Ici, la liste des bâtiments publics équipés d’installations photovoltaïques est longue : le nouvel hôtel de ville – le premier au monde autonome en énergie, avec 800 panneaux solaires sur sa façade. Le tout nouveau

stade de football – avec la plus grande centrale photovoltaïque au monde sur son toit. L’église – le diocèse veut être le premier du pays à zéro émission.

Pompes à chaleur. À compter de 2023, Fribourg entend injecter chaque année 12 millions d’euros pour de nouvelles mesures favorables au climat. L’installation de panneaux solaires sur les bâtiments à usage professionnel est obligatoire dans le Land du Bade-Wurtemberg, et donc à Fribourg – Robert Habeck veut l’étendre à l’ensemble du pays. Dans l’ouest de la ville, à Dietenbach, la municipalité construit un nouveau quartier neutre en CO₂ qui accueillera quelque 15000 personnes. “Là-bas, on ne brûlera plus rien – ni biomasse, ni granulés de bois, ni pétrole, ni gaz”, dit Franziska Breyer, de l’Office de la protection de l’environnement de Fribourg. *Tout le quartier fonctionnera grâce à la chaleur récupérée des eaux d’égout, à des pompes à chaleur et à des installations photovoltaïques.*

Alors qu’il y a quarante ans, 15 % des Fribourgeois avaient opté pour le vélo comme moyen de transport, ils sont aujourd’hui un sur trois à le faire. À l’inverse, la part des automobilistes est passée

de 39 % à 21 %. “Sur ce plan, nous sommes en tête de toutes les villes allemandes, poursuit Franziska Breyer. *Mais nous avons toujours trop de voitures.*”

À un quart d’heure du centre-ville en tramway, vers le sud, on peut se faire une bonne idée de la vie dans une ville sans voiture ou presque. Dans l’écoquartier Vauban, l’ancien site d’une caserne française portant le nom de l’architecte de Louis XIV, 5600 personnes vivent depuis plus de vingt ans déjà selon ce mode de vie, qui pourrait bientôt être la norme en Allemagne. Une sorte de Fribourg puissance trois, encore plus verte, encore plus écologique, encore plus ouverte au vélo.

Ici, on vit dans des maisons passives [énergétiquement] aux couleurs vives, avec des panneaux solaires sur le toit. Une centrale au bois alimente les habitants en électricité. Le quartier est sillonné de larges voies piétonnes et cyclables et de rues réservées au jeu – un paradis pour les enfants. Les rares personnes qui possèdent une voiture la cachent dans un parc de stationnement à la lisière du quartier.

Andreas Konietzny fait partie des habitants de la première heure. Cet architecte originaire de Düsseldorf s’est installé à Vauban en 2001. Une décision qu’il n’a jamais regrettée. “Lors d’une visite, ma sœur, qui vivait à l’époque en Californie, a noté le nombre de pas qu’elle devait faire pour aller au supermarché, au bord de l’eau et à l’école. Ses amis américains ne l’ont pas crue lorsqu’elle leur a dit que tout se trouvait à moins de 400 mètres. Là-bas, aux États-Unis, il faut prendre sa voiture pour tout.”

“C’est triste, les personnes qui ont un petit budget ne peuvent plus vivre ici.”

Andreas Konietzny,
ARCHITECTE

Le tramway de la ligne 3, en direction du centre, passe à intervalles d’une minute. Les touristes du monde entier qui, chaque année, viennent par dizaines de milliers admirer Vauban aiment séjourner au Green City Hotel, un établissement durable végétalisé dont l’intérieur est aménagé avec du bois local. Mais le revers de la

médaille, à Fribourg comme dans l’écoquartier Vauban, c’est le coût de la vie, effroyablement élevé. En Allemagne, il n’y a qu’à Munich et à Francfort qu’un locataire débourse plus pour se loger. Si les ambitieux projets du ministre du Climat suscitent des critiques, c’est avant tout parce que quantité d’Allemands n’ont pas les moyens d’y vivre.

Gentrification. Certes, Vauban compte à présent des appartements accessibles aux étudiants, mais la majeure partie de ses habitants restent des écolos cultivés et aisés. “Aujourd’hui, une foule d’enseignants et d’architectes comme moi vivent ici. Le revers de la médaille, c’est la gentrification du quartier. Au début, la population était plus mélangée. C’est triste de voir que les personnes qui ont un petit budget ne peuvent plus vivre ici”, regrette Andreas Konietzny.

Cet homme qui a attendu avec impatience que Robert Habeck lance son offensive pour le climat ne travaille qu’à un jet de pierre de Vauban, dans un édifice qui porte bien son nom de Sonnenschiff [“bateau solaire”]. Un édifice construit par Rolf Disch, architecte pionnier du solaire, couronné de prix et visionnaire, qui affiche déjà 77 ans au compteur.

Mais quand on parle transition énergétique, Rolf Disch s’enflamme tout autant que dans les années 1980, lorsqu’il a présenté la première station-service solaire au monde, qu’il est devenu champion du monde de conduite de voitures solaires et a traversé l’Australie à bord d’un véhicule 100 % solaire. “Cela fait longtemps que je dis que l’Allemagne pourrait être climatiquement neutre dès 2030. Il suffit de le vouloir.”

Depuis son balcon, Rolf Disch regarde fièrement l’enfilade colorée des 59 maisons en bois de la cité solaire – son bébé. Créées en 1994 par l’architecte, elles sont toutes à énergie positive : elles produisent davantage d’énergie qu’elles n’en consomment.

L’Allemagne, extrêmement en avance dans la lutte contre le réchauffement climatique il y a trente ans, a perdu cette avance de façon totalement absurde. Rolf Disch peine à conserver son calme lorsqu’on l’interroge sur la politique climatique allemande. Des dizaines d’années qu’il tanne les politiques pour qu’ils investissent

↳ La cité solaire, près du quartier Vauban, à Fribourg-en-Brigau.

Photo Rolf Disch, Solar Architektur

Contexte

●●● Si nous voulons limiter le réchauffement à 1,5 °C par rapport à l’ère préindustrielle, conformément à l’accord de Paris de 2015, il nous reste trois ans pour agir et réduire massivement les émissions de gaz à effet de serre à l’échelle planétaire, conclut le Groupe d’experts intergouvernemental sur l’évolution du climat (Giec) dans le troisième et dernier volet de son sixième rapport d’évaluation, publié le 4 avril. Il préconise notamment de réduire fortement l’utilisation des énergies fossiles, de développer les énergies renouvelables, de renforcer l’efficacité énergétique et de modifier nos modes de vie.

davantage dans les énergies renouvelables. En 2012, quand l’Allemagne a décidé de réduire les subventions au photovoltaïque, le marché a dégringolé de 80 %. “Toute une industrie a été détruite. Des milliers d’emplois ont été supprimés. Ici aussi, à Fribourg, on a failli couler. Alors que nous étions champions du monde des technologies solaires.”

Qu’à cela ne tienne, Rolf Disch planche sur un nouveau projet dans la ville voisine de Schallstadt, au sud-est de Fribourg. Il y construit quatre immeubles – 83 appartements – à énergie positive. Un projet qu’il finance de sa poche. “Je ne sais toujours pas comment cela fonctionnera économiquement, ni comment cela peut être rentable.” Il reste encore du travail à l’élève modèle Fribourg en matière de protection du climat. Notamment dans le secteur de la construction et de l’habitat, qui représente 40 % de la consommation d’énergie, souligne l’architecte. Si Rolf Disch avait un conseil à donner à Robert Habeck, ce serait d’accélérer encore la transition énergétique. Et de se débarrasser des industries du passé, qui n’ont plus leur place dans l’avenir.

—Oliver Pieper
Publié le 14 janvier



signaux

Chaque semaine, une page visuelle pour présenter l'information autrement

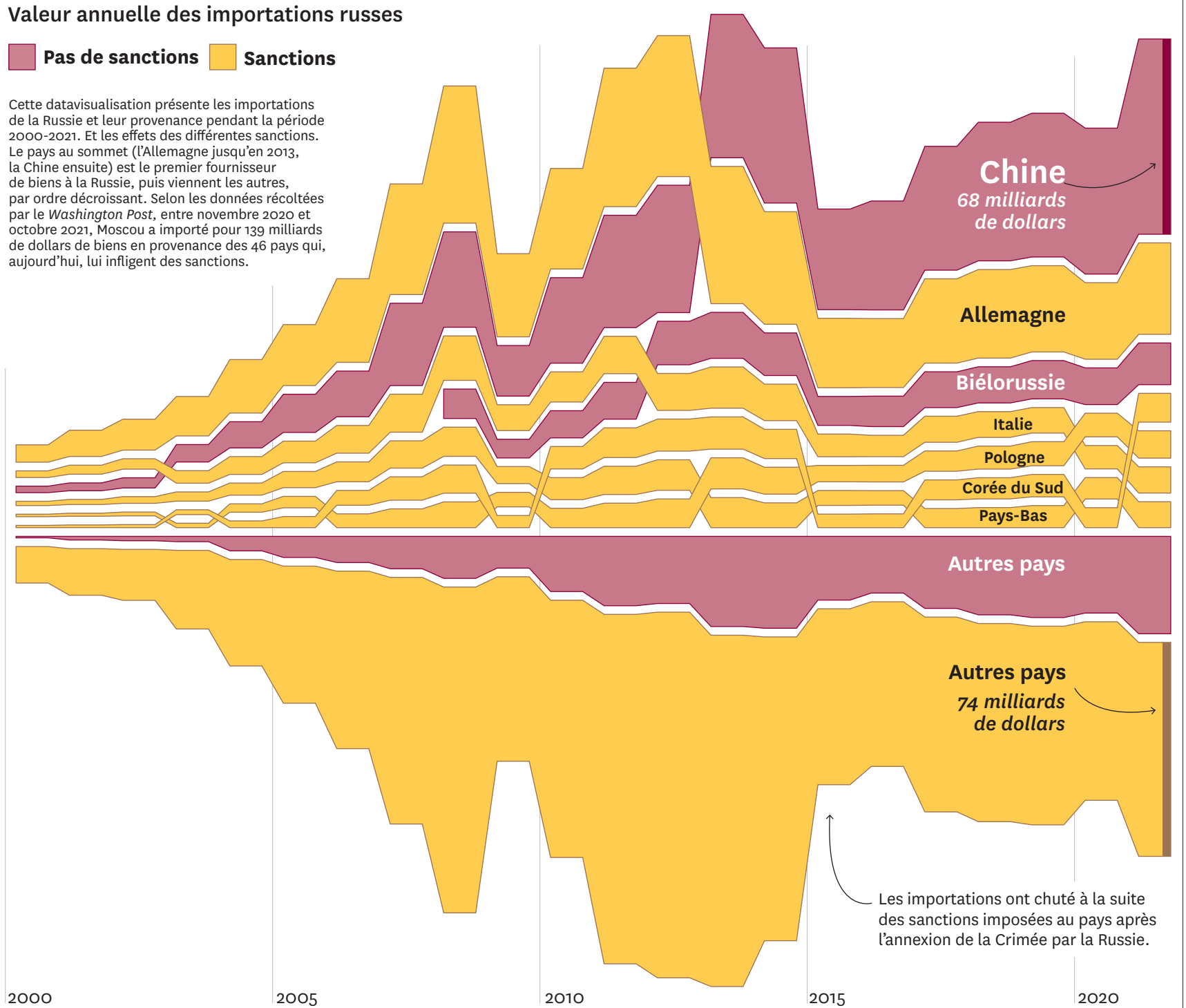
Les sanctions pèsent lourd

La Russie importe la majorité de ses biens depuis des États lui ayant imposé des sanctions. Déjà, en 2015, le choc a été rude.

Valeur annuelle des importations russes

■ Pas de sanctions ■ Sanctions

Cette datavisualisation présente les importations de la Russie et leur provenance pendant la période 2000-2021. Et les effets des différentes sanctions. Le pays au sommet (l'Allemagne jusqu'en 2013, la Chine ensuite) est le premier fournisseur de biens à la Russie, puis viennent les autres, par ordre décroissant. Selon les données récoltées par le *Washington Post*, entre novembre 2020 et octobre 2021, Moscou a importé pour 139 milliards de dollars de biens en provenance des 46 pays qui, aujourd'hui, lui infligent des sanctions.



Note : l'année 2021 est estimée sur la base des mois pour lesquels les chiffres sont disponibles.

THE WASHINGTON POST Sources : Trade Data Monitor, Castellum.AI

La source



THE WASHINGTON POST. Le quotidien américain accompagne régulièrement ses articles d'infographies. Celle-ci, parue le 18 mars, fait partie d'un ensemble qui explore la manière dont la Russie est affectée par les sanctions économiques prises par

l'Union européenne et les États-Unis, notamment. Ce travail s'appuie sur les chiffres de Castellum.AI, une société d'utilité publique qui analyse les risques à partir d'une base de données sur les sanctions, le contrôle des exportations, etc.

FESTIVAL INTERNATIONAL DE JOURNALISME

15, 16, 17 juillet 2022

Couthures-sur-Garonne

UN ÉVÈNEMENT PARRAINÉ PAR LE GROUPE LE MONDE

Le Monde

LOBS

Télérama

Courrier international

le

IHUFFPOSTI



LOT-ET-GARONNE
Le Département Cœur du Sud-Ouest



Marwanne
LE DÉPARTEMENT DE LA GARONNE



SUD
OUEST

3
nouvelle
aquitaine

LE TEMPS

EL PAÍS

The
Guardian

arte



Finance

COMMENT ÉPARGNER DE FAÇON DURABLE ?

L'investissement durable a pris un élan considérable et ne montre aucun signe de ralentissement depuis plusieurs années. En France, cette manière d'agir de façon positive grâce à son épargne représente aujourd'hui près de 8 milliards d'euros.



CITIZENERGY, LA PLATEFORME EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT DURABLE

Cofinancé par l'Union européenne, *Citizenenergy* regroupe plus de 30 plateformes d'investissement durable dont la française Lumo, la britannique Abundance et l'allemande Green Crowding.

Le financement participatif, qui permet à des particuliers de verser directement des fonds à un projet, a augmenté de 84 % par rapport à 2020 pour atteindre 1 880 milliards d'euros, selon le cabinet Mazars. Face à la multitude d'initiatives dites "durables", et afin d'assurer la traçabilité et la transparence des projets, un consortium de 14 organismes spécialisés dans les énergies renouvelables et l'investissement participatif a lancé Citizenenergy en 2015. Cette plateforme en ligne, dont le nom (contraction des mots anglais citizen et energy) peut se traduire par "énergie des citoyens", a pour objectif de faciliter l'investissement citoyen dans les énergies renouvelables. Elle permet aux investisseurs de choisir des projets énergétiques ayant un poids réel dans la lutte contre le dérèglement climatique.

Sélectionner, s'informer, investir

La plateforme est simple d'utilisation. Il s'agit tout d'abord, pour l'internaute,

de trier et de sélectionner les projets selon ses propres intérêts. Une fois un projet identifié, il suffit de cliquer sur "Soutenir le projet". Citizenenergy redirige alors l'internaute vers une page où il pourra obtenir des informations plus détaillées sur l'offre sélectionnée puis investir. Citizenenergy compte plus de 30 plateformes d'investissement en ligne, dont l'entreprise française Lumo. Cette dernière, qui compte 19 000 utilisateurs ayant déjà investi dans 100 projets, permet aux particuliers et aux entreprises d'investir dans le solaire, l'hydraulique ou encore l'éolien. Indépendant à sa création, en 2012, Lumo a été racheté par le groupe Société générale en 2018. Pour les petits investisseurs, la plateforme indépendante et gratuite MyFairMoney fournit également des informations et des conseils généraux sur l'investissement durable et propose des indicateurs de performance sur la durabilité de produits financiers.

Trois conseils pour utiliser son argent de façon durable

- **Investir sur une plateforme de financement durable**
Lita.co,
Babyloan.org,
Myfairmoney.eu
- **Placer son épargne dans une banque française éthique**
Mieuxplacer.com,
Lanef.com,
Credit-cooperatif.coop
- **Soutenir l'économie locale**
Collecticity.fr,
Tudigo.co,
Epargneoccitanie.fr



Livret Zesto par Renault Bank

ma liberté, ma priorité.



Aujourd'hui, la quête du meilleur taux a laissé place à une épargne tournée vers les projets et leur réalisation. **Avec Zesto par Renault Bank, votre épargne c'est quand vous voulez, où vous voulez, comme vous voulez.**

Place à la mise en œuvre de vos projets avec une disponibilité immédiate de votre argent, une gestion 100% en ligne et des placements sans frais jusqu'à 10 millions d'euros.

Depuis sa création, le Livret Zesto accompagne toutes les générations d'épargnants en leur garantissant simplicité, sécurité et transparence dans l'utilisation des fonds collectés.

Alors si vous aspirez à voyager, acheter un bien, fêter, changer de vie, entreprendre, parer à un imprévu ou préparer l'avenir... bienvenue chez Renault Bank qui s'investit quotidiennement dans la réussite de vos projets avec pour priorité votre liberté d'agir.

Retrouvez nous sur www.renaultbank.fr

*Offre réservée à des clients particuliers. Les versements effectués seront rémunérés au taux nominal annuel de base brut de 0,50 % (taux en vigueur depuis le 01/10/2021) susceptible de variation. Les intérêts sont calculés selon la règle des quinzaines et sont soumis aux prélèvements fiscaux et sociaux. Voir aussi les Conditions Générales du Livret Zesto par Renault Bank sur le site renaultbank.fr.

RCI Banque S.A. (Groupe RENAULT) est un établissement de crédit et intermédiaire d'assurances, au capital de 100 000 000 d'euros. Siège social : 15 rue d'Uzès - 75002 Paris. RCS de Paris n° 306 523 358 ORIAS : 07 023 704.

Livret d'épargne Zesto
par Renault Bank

0.50% BRUT*

*taux nominal annuel brut

LES FONDS DE PENSION BRITANNIQUES UTILISÉS POUR LUTTER CONTRE LE DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE

Les épargnants britanniques ont environ 3 milliards d'euros investis dans des fonds de retraite. Certains gestionnaires de ces fonds ont signé la Charte des retraites vertes, qui fixe des objectifs environnementaux.

Faire entrer la retraite dans un processus financier durable pourrait être 21 fois plus efficace dans la lutte contre le dérèglement climatique que d'abandonner l'avion, de devenir végétarien et de choisir un fournisseur d'énergie renouvelable. Selon les recherches de la campagne Make My Money Matter, il s'agit de la mesure la plus efficace qu'une personne puisse prendre pour réduire son empreinte carbone. Cet organisme a décidé de lancer la Charte des retraites en 2020. En y adhérant, les fonds de pension sont

contraints de publier des rapports complets qui établissent dans quelle mesure leurs portefeuilles s'alignent sur l'Accord de Paris. La Charte des retraites vertes compte quatre objectifs principaux : atteindre le "zéro émission", dont une réduction de moitié des émissions d'ici à 2030 ; investir dans les solutions aux changements climatiques (biodiversité, énergie propre, agriculture régénératrice, etc.) ; pousser les entreprises signataires à réduire leurs émissions et exclure celles qui n'ont pas l'intention de les diminuer.

Tesco, Ikea et BrewDog signent la Charte des retraites vertes

Certains grands fonds ont déjà signé la Charte des retraites vertes. C'est le cas des multinationales Tesco, Ikea, BrewDog et Innocent, qui font partie des 71 entreprises et organisations qui ont signé la charte de Make My Money Matter. Malgré ces progrès, 2 milliards d'euros des fonds de retraite continuent de financer les entreprises les plus polluantes.

Interstellar Lab lève 5 millions d'euros pour faire pousser des plantes dans l'espace

Fondé à la fin de 2018 par la Française Barbara Belvisi, Interstellar Lab est passé à une équipe de 20 personnes comprenant d'anciens employés de SpaceX, de la Nasa, du Cnes, de Trimble, d'Airbus, d'Agricool et de Dassault. L'entreprise conçoit et fabrique son produit phare, BioPod, un dôme permettant la culture en aéroponie, notamment de plantes à forte valeur ajoutée comme la vanille, le vétiver ou le patchouli. BioPod réduit également la consommation d'eau (de 98 %) et d'énergie (20 fois moins) tout en accroissant le rendement (jusqu'à 300 fois plus). L'objectif est de fournir des solutions concernant la crise climatique actuelle et le besoin de nouveaux systèmes de production alimentaire sur Terre, ainsi que de produire des aliments pour les missions lunaires dans le cadre du programme Artemis de la Nasa et, à l'avenir, pour l'exploration de Mars.

© INTERSTELLAR LAB 2020



© FREEPIK-GROWPIXEL.COM



Penser à ses prochains autant qu'à ses profits.

Avec Kaori.vie, votre épargne peut conjuguer performances potentielles et esprit de fraternité. Conçu par Kaori, l'association d'épargnants fondée par le Secours Catholique, ce contrat d'assurance vie regroupe des supports sélectionnés pour leurs pratiques vertueuses dans le domaine de l'environnement, de l'économie sociale et de la gouvernance.

Kaori.vie : la nouvelle finance sera fraternelle.

Renseignez-vous sur kaori-association.org



Kaori

Association des épargnants
du Secours Catholique

ASAC
FAPES



L'investissement sur les supports en unités de compte supporte un risque de perte en capital puisque leur valeur est sujette à fluctuation à la hausse comme à la baisse dépendant notamment de l'évolution des marchés financiers. L'assureur s'engage sur le nombre d'unités de compte et non sur leur valeur qu'il ne garantit pas.

Kaori.vie est un contrat d'assurance vie de groupe, assuré par Generali Vie, entreprise régie par le Code des assurances, et commercialisé par le courtier associatif ASAC FAPES. Il est libellé en euros et/ou en unités de compte et/ou en engagements donnant lieu à la constitution d'une provision de diversification (fonds croissance). ASAC-FAPES est une marque de FAPES Diffusion. RCS Paris B 421 040 544. Document non contractuel à caractère publicitaire.



360

MAGAZINE

J'ai conduit un train à vapeur • Voyage 54
 Le bel usage du mot "fuck" • Musique 56
 Quand les Capétiens misaient sur Kiev • Histoire .. 58

Les nouveaux gardiens des langues

Certaines langues en péril n'existent pas en ligne. En Inde, de jeunes locuteurs du ho veulent faire survivre leur idiome au XXI^e siècle. Ils inventent pour cela des outils numériques.
 —Scroll.in [extraits]
 New Delhi



RESEAUX SOCIAUX

Au beau milieu de notre appel, Ganesh Birua fait pivoter la caméra de son téléphone pour nous montrer un arbre planté devant l'école. C'est le seul endroit du village où il capte du réseau. Dès qu'il a un moment de libre, c'est là que Ganesh passe le plus clair de son temps, travaillant d'arrache-pied à l'œuvre de sa vie : populariser l'usage de la langue ho, une langue autochtone, sur Internet.

Quand on lui demande de raconter son histoire, Ganesh Birua ne peut retenir un sourire. Tout a commencé en 2014. Dans le cadre d'une formation en arts plastiques, il séjourne dans une auberge de jeunesse de Baripada, une ville située à une centaine de kilomètres de Dighiabeda, son village natal, dans l'État d'Odisha [dans l'est de l'Inde]. Un jour, à l'auberge, l'un de ses amis mentionne Facebook, piquant la curiosité du jeune homme. Car, dans son village, personne n'a jamais surfé sur Internet. Ganesh se crée donc un profil Facebook et rejoint rapidement le groupe "Ho Society of India". C'est là qu'il découvre que les Hos, sa tribu, ont un alphabet, le "Warang Citi". Personne ne lui en a jamais parlé. Seul hic : "Impossible de trouver cet alphabet sur Internet", raconte, en hindi, le jeune homme de 23 ans.

Il décide de prendre les choses en main. Ce fils de paysans apprend le Warang Citi et crée une page Facebook sur laquelle il publie les caractères de l'alphabet ho, ainsi que des mots, accompagnés de leurs équivalents les plus proches en odia [la langue officielle de l'Odisha] et en anglais.

Les premières années, son travail passe relativement inaperçu. "Même si personne ne remarquait ce que je faisais, j'ai continué", raconte Ganesh. En 2018, il passe à la vitesse supérieure en créant d'autres comptes sur

Twitter, YouTube et Instagram, ainsi qu'un blog intitulé *Elabu Etona Warang Citi* ("Apprenons le Warang Citi").

Ses études d'art sont désormais derrière lui, mais la passion qu'il s'est découverte à cette époque ne l'a pas quitté. Tout en travaillant dans un studio photo à Baripada, il se met à apprendre le bengali, le hindi et le santali, pour pouvoir traduire dans toutes ces langues les mots qu'il publie en ho sur les réseaux sociaux. Rien d'autre ne semble l'intéresser. Quand on l'interroge sur ses loisirs, il est incapable de répondre. Mais son travail commence à payer.

En avril 2021, un étudiant de la Silicon Valley contacte Ganesh sur Facebook pour lui demander son avis sur un alphabet en braille qu'il a créé pour la langue ho. Peu de temps après, un designer américano-mexicain

Faire connaître la langue ho sur Internet est une tâche herculéenne. Les obstacles logistiques sont nombreux.

lui envoie l'image d'une canette de Coca qu'il a imaginée, sur laquelle figure un logo en ho. Mais sa plus belle récompense arrive en novembre, quand un certain Subhashish Panigrahi, de Bangalore, à quelque 2 000 kilomètres de là, remarque son projet de dictionnaire.

Subhashish Panigrahi est chercheur en langues numériques et a consacré sa carrière à promouvoir le développement numérique des langues en voie de disparition. Quand il a découvert le "militantisme numérique" de Ganesh Birua, il travaillait avec une équipe de bénévoles à la création d'outils technologiques de base en santali et en ho (considérés par l'Unesco comme des langues vulnérables).

SOURCE



SCROLL.IN

New Delhi, Inde
scroll.in

Ce site d'information indépendant a été créé en 2014. En langue anglaise, il aspire à apporter un regard affûté sur les événements politiques et culturels

les plus importants qui façonnent l'Inde d'aujourd'hui, grâce à "des analyses objectives et des commentaires d'experts". Le travail de sa rédaction a été plusieurs fois primé. Une édition en hindi existe désormais, appelée *Satyagrah*.



← Ganesh Birua, à Dighiabeda, dans l'est de l'Inde. C'est au pied de cet arbre qu'il peut avoir du réseau et travailler à la popularisation de la langue ho.
Photo Scroll.in

Le chercheur savait pertinemment que faire connaître la langue ho sur Internet était une tâche herculéenne, entravée par plusieurs obstacles logistiques incontournables. La création d'un correcteur orthographique, par exemple, nécessite une longue liste de mots généralement puisés dans les contenus publiés en ligne. Mais comme l'a constaté Subhashish Panigrahi lorsqu'il a commencé à extraire des données, "hormis un autre site, les publications de Ganesh Birua étaient les seules vraies ressources disponibles pour la langue ho". Le chercheur a tout de même réussi à publier une liste de 5000 mots. Désormais, "c'est à la communauté ho de l'alimenter progressivement en publiant des contenus".

Ce chemin sinueux illustre parfaitement les difficultés auxquelles sont confrontées les langues indiennes minoritaires pour faire leur entrée dans le monde numérique. Si, d'après le dernier recensement décennal [effectué en 2011], pas moins de 19 500 langues sont parlées en Inde [dont 121 sont parlées par 10 000 personnes ou plus], le hindi, le bengali et le télougou règnent en maîtres sur Internet. Selon le ministère des Technologies de l'information indien, au moins 100 langues comptant plus de 10 000 locuteurs seraient tenues à l'écart du monde numérique en raison de l'absence d'"outils et de technologies" adaptées.

"C'est le paradoxe de la poule et de l'œuf", nuance Kalika Bali, chercheuse chez Microsoft Research. "Existe-t-il suffisamment de contenus pour justifier la création de ces outils ? Et si l'on crée des outils, qui va les utiliser ? La plupart des langues peu documentées, marginalisées et en danger sont aux prises avec ce problème."

Pour les langues comme le ho, cette création de ressources se fait avant tout grâce à des passionnés comme



Afrique

Wenitte Apiou, au nom de la diaspora

Né au Burkina Faso, Wenitte Apiou a déménagé enfant aux États-Unis, avec ses parents. Bilingue franco-anglais, il regrette que sa mère et son père ne lui aient pas appris leurs langues maternelles respectives,

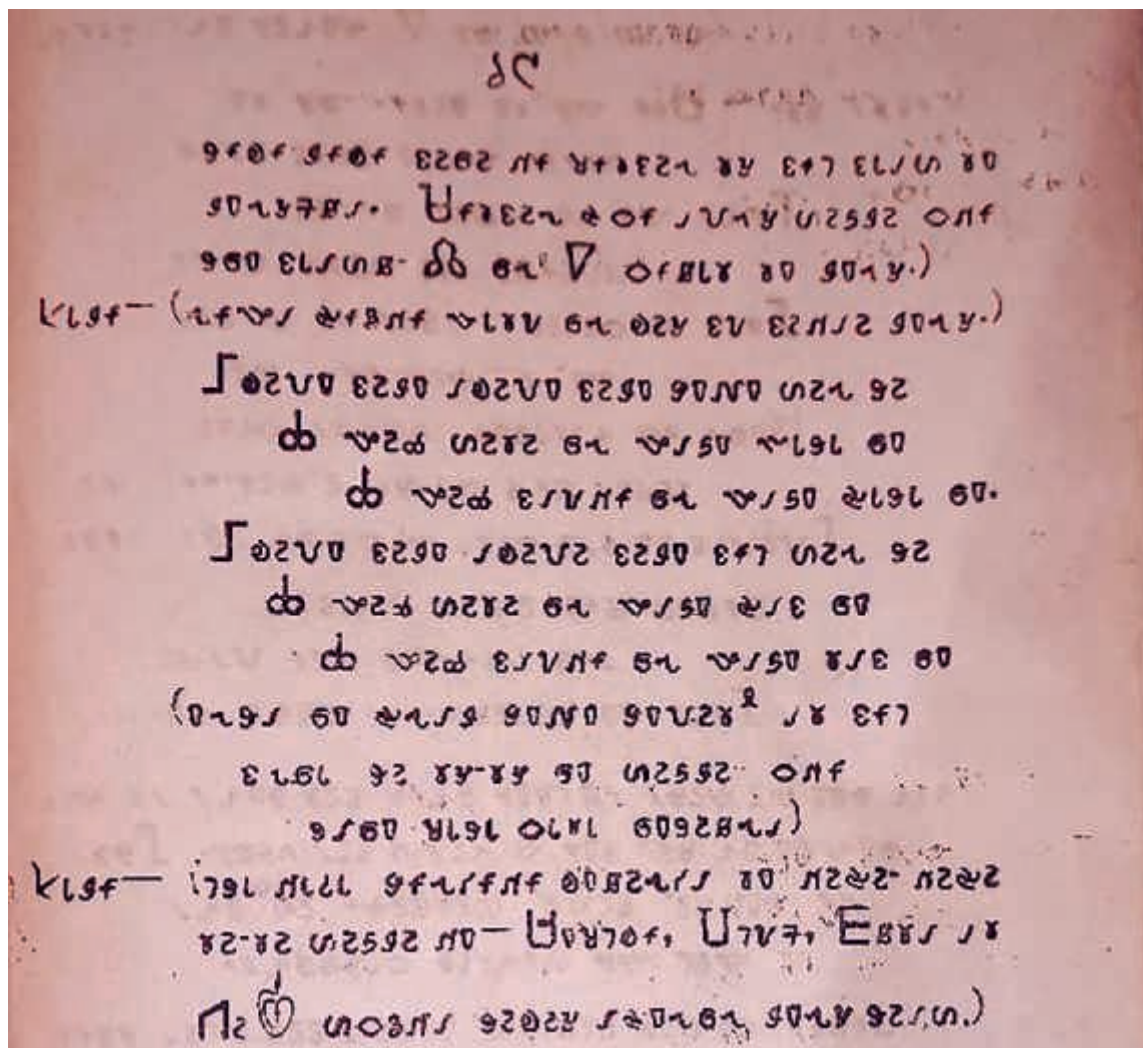
qui lui permettraient d'échanger avec les membres les plus âgés de sa famille, restés au pays : le mooré, la langue la plus répandue au Burkina, et le kasem, "une langue parlée par quelque 100 000 locuteurs seulement, dans le sud du Burkina et le nord du Ghana", rapporte

Techcabal, un site d'information nigérian. Étudiant en ingénierie électrique et en mathématiques à l'université Vanderbilt, dans le Tennessee, il a eu l'idée de créer une application qui aiderait les jeunes Africains de la diaspora à apprendre la langue de leurs ancêtres, pour ne pas rompre avec leurs origines. Avec Boluwaji Odufuwa, un étudiant en informatique de Harvard nigérian-américain, il a créé Mandla.

Une application ludo-éducative dont le nom, en langues zoulou et xhosa, signifie "pouvoir".

"Aujourd'hui, Mandla propose l'apprentissage de 15 langues, parmi lesquelles le yoruba et l'igbo, parlés au Nigeria, le twi ghanéen, l'amharique éthiopien et le swahili, parlé dans l'Est africain", souligne **Techcabal**. Ses deux fondateurs cherchent des investisseurs pour développer davantage leur projet. Sur un continent où de nombreux idiomes sont en péril, "il s'agit de sauvegarde culturelle", insiste **Techcabal**, pour qui l'application "est peut-être la meilleure chance pour les langues africaines d'éviter l'extinction".

➤ Dans les années 1950, un notable a donné au ho un alphabet, le Warang Citi. Et l'a utilisé pour écrire une pièce de théâtre, dont voici le manuscrit. Photo Mangu Purty/Scroll.in



Ganesh Birua, qui travaillent avec abnégation pour créer des listes de mots, des polices de caractères, des claviers et des programmes informatiques dans l'espoir de faire entrer leur langue maternelle dans l'ère du numérique.

Le ho compte un peu plus de 1 million de locuteurs, issus pour la plupart de la minorité du même nom, vivant dans les États voisins d'Odisha, du Jharkhand et du Bengale-Occidental. Tout comme le santali, le mundari et le kurukh, il appartient à la famille des langues munda, elle-même une sous-famille des langues austro-asiatiques, où l'on retrouve notamment le vietnamien et le khasi. La plupart des autres idiomes indiens, en revanche, sont des langues dravidiennes ou indo-aryennes.

Asoka Kumar Sen a étudié la langue ho et ses racines pendant de nombreuses années. Les Hos sont descendus des montagnes pour rejoindre la région du Singhbhum, dans l'État du Jharkhand, il y a environ mille ans, explique cet ancien professeur de Chaibasa, une ville du Jharkhand. Ils se sont alors distingués des autres minorités munda en développant leurs propres langue et culture. Le ho est resté sans alphabet pendant près d'un millénaire, jusqu'à ce qu'un notable local du nom de Lako Bodra invente le Warang Citi (ou Varang Kshiti) dans les années 1950.

Le jalon suivant dans l'histoire de la langue ho est relativement récent. Certains intellectuels de la minorité ho ont commencé à renforcer son socle linguistique

dans l'espoir de la faire inscrire dans la huitième annexe de la Constitution [qui liste les langues officielles de l'Union indienne]. En parallèle, le linguiste américano-irlandais Michael Everson a lancé une campagne pour intégrer le Warang Citi dans le système Unicode.

Le système Unicode est le principal outil de normalisation d'Internet. Chaque caractère est associé à un code unique, ce qui permet aux émojis, aux symboles scientifiques et aux différents alphabets de s'afficher de manière identique sur tous les écrans du monde. Pour une langue peu parlée, intégrer le système Unicode est crucial, mais difficile. Encoder une langue est extrêmement délicat, il est donc indispensable d'associer des locuteurs natifs au processus de normalisation, qui est souvent géré par un expert en technologie linguistique ne faisant pas partie de la communauté. Il faut ensuite obtenir l'accord final du Consortium Unicode, composé d'entreprises du secteur et de représentants gouvernementaux.

Le souhait de Michael Everson [qui, grand contributeur d'Unicode, milite pour l'intégration et le codage dans le système de nombreuses langues minoritaires] s'est finalement réalisé en 2014 : le Warang Citi a été intégré au système Unicode... avant d'en être exclu en 2021,

En Inde, 100 langues avec plus de 10 000 locuteurs seraient tenues à l'écart du monde numérique.

en raison de “l’absence d’une communauté moderne de locuteurs natifs susceptibles d’utiliser cet alphabet [dans un cadre informatique]” et de la “nature problématique et peu connue de [cet alphabet]”.

Certains linguistes redoutaient une telle décision. En 2007, des chercheurs du Swarthmore College, en Pennsylvanie, avaient fait valoir que, “pour des raisons pratiques et éthiques, [ils exhortaient] le Consortium Unicode à n’accepter que des propositions provenant des communautés de locuteurs natifs, ou formulées en étroite collaboration avec ces dernières”. Ils poursuivaient : “Procéder autrement revient à embrasser une forme de colonialisme linguistique qui ne fera que creuser davantage la fracture numérique.”

Depuis, les appels à décoloniser le secteur de la technologie linguistique se font de plus en plus retentissants. Certains reprochent aux décisionnaires de réduire les locuteurs de langues minoritaires à une simple source de données, facile à exploiter. Mais le processus n’est pas simple, nuance Kalika Bali, qui a contribué à amener de nombreuses langues sur Internet, notamment le mundari : “Tout le monde affirme que les locuteurs devraient avoir davantage d’influence, mais ils ne forment pas une entité homogène.”

Certains membres de la communauté ho ont contourné ces obstacles institutionnels en agissant de manière autonome, et fait progresser de manière considérable la représentation de leur langue en ligne. L’un des meilleurs souvenirs de Ganesh Birua est d’ailleurs sa rencontre avec Mangu Purty, qui lui a permis d’utiliser les caractères du Warang Citi directement sur son téléphone, sans avoir à passer par un ordinateur.

Mangu Purty, qui suit un master de chinois à l’université Jawaharlal Nehru, à New Delhi, appartient lui aussi à la minorité ho. Il a découvert l’Unicode en 2015, dans un cours d’informatique au lycée, à Chakradharpur, dans l’État du Jharkhand. “J’ai découvert que le Warang Citi était intégré dans le système Unicode, et que le vrai problème était ailleurs, se souvient le jeune homme de 23 ans, qui n’a parlé que le ho jusqu’à ses 8 ans. Il n’y avait toujours pas de clavier spécifique.”

“Notre identité n’était pas reflétée, c’est pour cela que j’ai créé cet outil”, explique-t-il au sujet du clavier numérique. Mais il a d’abord fallu régler la question de la police de caractères. “Ce n’est pas facile à créer, témoigne Mangu Purty. Je me suis beaucoup renseigné sur la typographie et j’ai découvert que toutes les lettres devaient avoir la même hauteur et la même largeur, être séparées par un espacement constant et respecter des angles précis.” Or les polices existantes du Warang Citi ne respectaient pas ces règles.

En 2020, Google a sorti une police intitulée Noto Sans Warang Citi dans le cadre de son projet Noto, qui vise à créer des polices de caractères pour les langues marginalisées. “Le design était assez rudimentaire, regrette Mangu Purty. Et, allez savoir pourquoi, les caractères semblaient tout petits à côté de l’alphabet latin.” Mais puisque la police de Google était la seule digne de ce nom à être disponible, il s’en est contenté et, grâce à des ressources en ligne, il a développé un clavier pour téléphones portables qui est sorti avec la version 11 d’Android, en septembre 2021.

Ganesh Birua a été ravi de découvrir ce clavier. “C’est très difficile d’avoir accès à un ordinateur, confie-t-il. Maintenant, je peux écrire entièrement dans mon alphabet à mes 50 contacts WhatsApp qui utilisent aussi le Warang Citi.”

Grâce au clavier de Mangu Purty, Hercules Munda, qui fait partie de la tribu munda et étudie la linguistique à la School of Oriental and African Studies de Londres, a pu développer une application mobile de jeux linguistiques, en langue ho et dans d’autres idiomes munda. Beaucoup de ses utilisateurs sont de jeunes Adivasis [membres de diverses communautés aborigènes de l’Inde] dont les parents ont quitté leur village natal pour élever leurs enfants en ville. Ainsi que le jeune homme le revendique : “On ne peut pas dire qu’on ne veut pas de la technologie. Je suis convaincu que l’ouverture à la modernité n’est pas incompatible avec l’identité tribale.”

Mangu Purty ne compte pas s’arrêter là. Il travaille désormais sur la normalisation de la langue ho, même s’il sait que ce ne sera pas une tâche facile. Contrairement au santali et au hindi, le ho ne possède pas de consonnes aspirées. Ces sonorités ne paraissent pas naturelles aux locuteurs du ho. “Quand le bengali, l’odia ou le santali empruntent des mots au hindi pour combler des lacunes terminologiques, ça fonctionne, car toutes ces langues ont des sonorités semblables, analyse-t-il. Mais nous, nous n’arrivons pas à les prononcer correctement.”

“Quand je parle, je n’ai pas le choix, je fais un mélange avec le hindi. Mais quand j’écris sur Internet, sur mon blog par exemple, il y a beaucoup de choses que j’ai du mal à exprimer, parce qu’on n’a pas les bons mots, et que ça ne me paraît pas naturel d’utiliser des mots étrangers [à l’écrit].”

Tous les efforts déployés permettent aujourd’hui à Ganesh Birua d’échanger en ho sur WhatsApp.

Comme d’autres internautes qui écrivent en langue ho, Mangu Purty s’est donc mis à créer de nouveaux mots après avoir épluché le lexique ho de l’*Encyclopaedia Mundarica*, publiée en 1950. Il puise souvent son inspiration dans d’autres langues. Ayant découvert que le mot ourdou *hukumat* (“gouvernement”), vient de *hukm* (“ordre”), il s’est appuyé sur le mot ho désignant l’ordre, *achu*, pour inventer dans sa langue un mot pour “gouvernement”. En ho, l’action de “tenir”, “gérer”, “contrôler”, se dit par ailleurs *sanab*, formé sur l’infinitif *sab*. “*Achusanab* pourrait donc désigner le gouvernement ou l’administration en langue ho, résume Mangu Purty. C’est ma création personnelle, mais ce ne sera jamais un mot officiel, à moins qu’il ne soit accepté par tout le monde.”

Le jeune homme espère néanmoins que ces premières bases qu’il a jetées pourront permettre au ho d’atteindre un jour le même niveau de reconnaissance numérique que son cousin, le santali. Lequel compte plus de 7 millions de locuteurs et figure dans la huitième annexe de la Constitution. Il est présent dans des manuels scolaires, des sites d’information ou des chaînes de télévision. Cet idiome a été intégré au système Unicode en 2008, et depuis 2018 certaines pages Wikipedia sont disponibles en santali, ce qui n’est pas encore le cas pour le ho.

La prochaine avancée de taille, espère Ganesh Birua, serait de pouvoir faire des recherches en ligne en langue ho. “Aujourd’hui, on peut trouver tout ce qu’on veut sur Internet, relève-t-il. Il faudrait pouvoir faire des recherches en utilisant le Warang Citi, pour que toutes les personnes qui parlent le ho puissent apprendre tout ce qui les intéresse sur Internet.”

— Karishma Mehrotra
Publié le 15 février



Mexique

Jeremías Salazar, mot à mot

Il est sur tous les fronts, constate le quotidien mexicain **El Universal**. Professeur de linguistique à l’université américaine de Santa Barbara, Jeremías Salazar conçoit du matériel pédagogique pour l’enseignement du tu’un savi et aide à la diffusion sur les réseaux sociaux de cette langue autochtone mixtèque – quand il ne participe pas, en Californie, à la défense des droits des journalistes agricoles. “Salazar, fils de migrants, est originaire de Yucunani, un village de 96 habitants” de l’État d’Oaxaca, dans la région de la Mixteca, écrit *El Universal*. Chez lui, on parlait le tu’un savi et, s’il jongle maintenant entre l’anglais et l’espagnol, il compte bien ne pas oublier ses origines et lutter contre la diminution du nombre de locuteurs de sa langue natale (dans l’Oaxaca, la proportion d’habitants s’exprimant dans une langue autochtone est passée de 20 % à 13 % en dix ans). “Lorsque vous comprenez que votre langue est partie intégrante de votre vie et de votre être, que vous êtes né avec, alors, où que vous soyez, vous ressentirez toujours le vide de ne pas être parmi les vôtres.” Il a ouvert une page Facebook où il décline chaque jour un nouveau mot de tu’un savi, avec une photo ou illustration qui rappelle un album pour enfants.



DANS NOS ARCHIVES

courrierinternational.com

Ridwan Maulana, défenseur indonésien des alphabets anciens sur Instagram Ce jeune étudiant de 22 ans s’est donné pour mission de collecter, convertir en polices numériques et diffuser sur les réseaux sociaux les centaines d’alphabets utilisés en Indonésie, un archipel où 718 langues vernaculaires ont été recensées. **Koran Tempo**, un quotidien de Jakarta, brosse son portrait.

voyage. 



— **Financial Times** (extraits) Londres

Il est 5 h 20 du matin, et je suis profondément endormi dans une maison d'hôtes à Wolsztyn, une petite ville dans l'ouest de la Pologne. La lumière s'allume soudain à l'extérieur de ma chambre, et j'entends Howard Jones, mon hôte, s'exclamer : "Elle fonctionne ! Elle fonctionne !"

Après quelques secondes de confusion, je comprends ce qui se passe, saute du lit et m'habille en toute hâte. Trente minutes plus tard, Howard et moi arrivons à la gare. Il fait noir, il fait froid et il pleut, mais une gigantesque locomotive à vapeur se trouve bel et bien à quai, sa cheminée crachant des nuages de fumée. Nous grimpons dans la cabine où sont postés Andrzej et Marcin, le machiniste et le chauffeur. À 6 h 3 précises, ce monstre d'acier fumant sort de la gare, dans un tumulte de cliquetis, grincements, secousses et tremblements, et il accélère lentement.

Ainsi commence le trajet matinal d'un train à vapeur traditionnel sur voie normale [où l'écartement des rails, le plus répandu au monde, est de 1,435 mètre], le dernier au monde à acheminer non pas des touristes mais des passagers ordinaires. C'est aussi la dernière loco dans laquelle des novices comme moi peuvent apprendre à conduire, mais nous y reviendrons.

Il y a trois ans, l'ami d'un ami passionné de trains m'a parlé des locomotives à vapeur de Wolsztyn et d'un Anglais excentrique qui avait tout mis en place pour les entretenir et organiser des formations pour les amateurs qu'elles faisaient rêver. Intrigué, j'ai contacté Howard Jones, qui m'a invité à venir le voir.

J'ai conduit le dernier train à vapeur d'Europe

En Pologne, 48 kilomètres de voies sont encore parcourus par des locomotives à vapeur. Un journaliste britannique a pris les commandes de l'une d'entre elles. Il raconte.

J'ai donc pris l'avion pour la ville [polonaise] de Poznan, avec un fana de train appelé Peter Lockley, un avocat retraité qui photographie pour le plaisir des machines à vapeur dans le monde entier. Après une heure de route, nous sommes arrivés à Wolsztyn, où Howard nous a annoncé la mort dans l'âme qu'une seule loco était en état de marche.

Le train vers Leszno circule deux fois par jour, à 6 h 3 et à 11 h 41. Comme nous étions arrivés tard la veille, j'ai décidé de faire la grasse matinée et de prendre le second. Grossière erreur. La pompe à air de la loco a eu un problème pendant le premier trajet, ce qui a annulé le second. L'incident m'a toutefois laissé le temps de découvrir l'étrange et discret univers des

passionnés de trains, composé en majorité d'hommes assez âgés pour se souvenir des derniers trains à vapeur britanniques.

J'ai admiré la maison d'hôtes où Howard Jones loge ses visiteurs et qu'il a remplie d'antiquités liées aux machines à vapeur : des feux de signalisation, des casquettes de contrôleur, des lampes d'agent d'escorte, des panneaux indicateurs, des modèles réduits, une bibliothèque de DVD sur le sujet et une foule de photos. Peter Lockley et moi avons exploré la splendide rotonde de Wolsztyn [infrastructure servant au remisage des locomotives], où se trouvent un plateau tournant ferroviaire comme je n'en avais pas vu depuis mon enfance et 18 machines à vapeur en plus ou moins bon état. Peter savait toutes les identifier :

"Ça, c'est une Pm36-2, construite en Pologne en 1937, et c'est la dernière au monde."

Lors d'un long déjeuner, Howard Jones, 70 ans et cheveux gris, m'a raconté son histoire. Howard est né dans le sud de Londres, où il a grandi, et son père l'a emmené à tout juste 5 ans voir une loco peu commune, une "Clan Stewart", à la gare de Liverpool Street. Étant petit, il entraînait en douce dans les hangars de Cricklewood, Neasden et Old Oak Common [dans les faubourgs de la capitale] pour admirer les machines à vapeur. "L'été, on allait guetter les trains et, pendant les sombres journées d'hiver, je construisais des modèles réduits dans ma chambre", raconte-t-il. Quand le dernier train à vapeur de passagers a cessé de circuler au Royaume-Uni - en 1968 -, "j'ai presque eu l'impression de perdre un ami proche".

Il a fini sa scolarité à la période où se développaient les voyages tout compris et bon marché. Il a travaillé pour Clarksons et Laker Airways avant que ces deux entreprises mettent la clé sous la porte, puis il a créé une société qui organisait pour les Britanniques amateurs de train des week-ends en Allemagne et en Pologne, afin d'y visiter le patrimoine ferroviaire. C'est comme ça qu'il a découvert le dépôt de Wolsztyn. Les trains à vapeur avaient survécu plus longtemps en Pologne sous le communisme, car le pays produisait beaucoup de charbon bon marché, et les locomotives diesel coûtaient cher. Ces machines à vapeur étaient encore courantes dans les années 1980, et trois ou quatre rotondes sont restées en fonction jusqu'en 1990. Mais en 1994, celle de Wolsztyn était la dernière. "Elle tenait tant bien que mal" grâce à un gérant magouilleur qui, selon Howard, aurait pu sortir tout droit d'une sitcom britannique.

À cette époque, l'entreprise de Howard - et son couple - traversait une mauvaise passe, alors il a décidé d'écouter son cœur. En 1997, il a quitté Burgess Hill, au sud de Londres, pour la Pologne, déterminé à sauvegarder Wolsztyn et ses locomotives. Il a promis de collecter des fonds pour rénover la rotonde si la société nationale de chemins de fer continuait à exploiter la ligne. Il a fait appel à la communauté étonnamment nombreuse des Britanniques amateurs de train (il y a au Royaume-Uni au moins huit magazines spécialisés sur la question). Il a persuadé 40 d'entre eux d'investir 2 000 livres chacun [environ 2400 euros], en échange d'une formation de machiniste à raison d'une semaine par an pendant cinq ans. Howard a déménagé à Wolsztyn, lancé son initiative et commencé à organiser des excursions en Pologne avec ces trains.

Sa stratégie a fonctionné. Au début des années 2000, il reversait 50 000 livres [environ 60 000 euros] par an à la rotonde de Wolsztyn et faisait venir des touristes

← La loco peut atteindre les 80 km/h. Tout vibre alors à l'intérieur de la machine de 140 tonnes d'acier.

Photo Peter Lockley

du monde entier dans cette petite ville polonaise. En 2006, il a reçu le titre honorifique de membre de l'Ordre de l'Empire britannique pour sa contribution aux relations britannico-polonaises. "Je me suis senti un peu comme un imposteur, tout ce que j'avais fait, c'était de jouer avec des trains", avoue Howard, qui a aussi épousé une Polonaise. Aujourd'hui, le trajet entre Wolsztyn et Leszno achemine environ 50000 passagers par an, dont 5000 seulement sont des touristes.

J'ai demandé à Howard pourquoi les machines à vapeur le fascinaient autant. "Pour moi, c'est ce qui s'approche le plus d'une machine qui prend vie. C'est comme un dragon qui souffle", explique-t-il. Elles sont caractérielles. Chacune a sa personnalité. "Il n'y a pas deux locomotives identiques. Elles sont toutes complètement différentes. Et il faut apprendre les caractéristiques de chacune. Nous parlons d'elles au féminin et elles nous font pester, ça, c'est sûr... Il faut maîtriser de nombreuses compétences pour conduire une machine à vapeur, alors que n'importe quel idiot peut faire avancer une locomotive diesel ou électrique." À noter que Howard Jones sait conduire une machine à vapeur, mais pas une voiture.

Le lendemain matin, les mauvaises nouvelles ont continué. La pompe à air n'était toujours pas réparée, et j'avais un vol retour un jour plus tard à midi. À situation désespérée, mesures désespérées, au point que cet après-midi-là, un jeune employé du chemin de fer a été envoyé à plus de 500 kilomètres de là, au musée du train de Chabowka, dans le sud de la Pologne, pour récupérer une pièce détachée. Il a été de retour avant l'aube, la pompe en panne a été promptement réparée et à 5 h 20, Howard est venu me



Howard sait conduire une machine à vapeur, mais pas une voiture.

réveiller. Les trois heures suivantes, j'ai commencé à comprendre la passion qui anime les amoureux du train.

Habillé en bleu de travail, je gravis les marches en métal qui me font monter de deux mètres jusqu'à la cabine de la machine à vapeur, une OL49-69 construite en Pologne au début des années 1950. Le sol est en planches de bois ; les portes et fenêtres tiennent grâce à des fils en métal. Devant moi, au-dessus de la chaufferie, se trouve un immense tableau de leviers, roues et cadrans. Derrière, il y a le tender à charbon [un wagon spécial rattaché à la locomotive]. Chaque centimètre carré est gras, noirci et crasseux. Il règne une forte odeur de soufre.

Howard me présente en deux mots le régulateur (un long levier métallique relié à l'accélérateur), l'inverseur (une roue qui actionne les changements de marche) et une manette de frein. Et nous voilà partis

– 140 tonnes d'acier qui s'enfoncent non sans fracas dans l'obscurité qui précède le lever du soleil, dans un nuage de vapeur et de fumée. C'est tout aussi palpitant qu'inquiétant. Nous apercevons à peine la ligne devant nous tant le bouillier de la loco est grand. Andrzej [le machiniste], 67 ans, dont quarante-huit années d'expérience dans les chemins de fer, compte surtout sur son instinct pour savoir quand accélérer et s'arrêter. Heureusement, il connaît parfaitement la ligne et saurait la parcourir les yeux bandés.

Leszno se trouve à 48 kilomètres et soixante-treize minutes de là. En chemin, nous faisons halte dans onze villages, dont les noms comptent principalement des consonnes. Les quais rudimentaires sont habituellement peuplés d'élèves et d'étudiants, mais ce sont les vacances, c'est pourquoi les seuls passagers du jour dessinent quelques silhouettes regroupées, en majorité des gens qui se rendent au travail de bonne heure. Ils ignorent complètement qu'un parfait débutant, s'il ne conduit pas réellement le train, tire quand même des leviers et tourne des poignées à chaque fois qu'Andrzej aboie des consignes dans un anglais approximatif.

On m'intime de tirer le sifflet à l'approche du passage à niveau. J'aide le chauffeur, Marcin, à pelleter des boulets de charbon dans les entrailles de la chaudière, qui emplit la cabine d'une lueur orangée et d'un souffle d'air chaud à chaque fois que nous ouvrons les portes d'acier qui révèlent la fournaise. Nous atteignons parfois 65 à 80 km/h, ce qui fait vibrer toute la loco, mais nous réussissons malgré tout un freinage au centimètre près à chaque gare.

À l'approche de Leszno, une grande intersection, notre voie unique rejoint

une dizaine d'autres lignes ferrées. Nous plaçons alors notre vie entre les mains d'un aiguilleur invisible, qui réussit à nous guider dans cet enchevêtrement, et nous nous arrêtons dans un grand raffut et nuage de fumée. Les machines à vapeur sont des divas qui aiment le grand spectacle et veulent attirer tous les regards.

Une dizaine de passagers descendent et, à peine une vingtaine de minutes plus tard, nous repartons vers Wolsztyn, mais cette fois-ci la loco est en queue du train, alors nous y allons en marche arrière. Il fait maintenant jour, même si le temps est gris et humide. En sortant de Leszno, nous passons devant des usines, des hangars et des pavillons modernes. Nous prenons de la vitesse en filant sous des ponts, dépassant d'anciennes cabines d'aiguillages et d'autres passages à niveau où de toutes petites voitures patientent pendant que nous fonçons droit devant. Nous traversons à pleine vapeur des champs fertiles, des forêts de pins et de bouleaux blancs, non sans faire fuir quelques biches. Montent en chemin quelques chalands qui iront faire des courses au marché de Wolsztyn. Peu de temps après, nous voici de retour à la gare de Wolsztyn après avoir brûlé 2 tonnes de charbon.

Il est 9 h 7. Euphorique, je remercie Andrzej et Marcin, j'enlève mon bleu de travail et file jusqu'à une voiture qui m'attend ; mes mains et mon visage sont encore noirs de charbon. Je devrais attraper mon vol de justesse, mais peu importe. "Vous êtes maintenant l'une des 2000 personnes au monde, m'informe Howard, qui ont été aux commandes d'une locomotive à vapeur sur une grande ligne au XXI^e siècle."

— Martin Fletcher
Publié le 14 février

MAGISTRAL Télérama **PUISSANT** Les Inrockuptibles **VIRTUOSE** Transfuge
IMMENSE À TOUS LES NIVEAUX Première ★★★★★

LE DIABLE N'EXISTE PAS

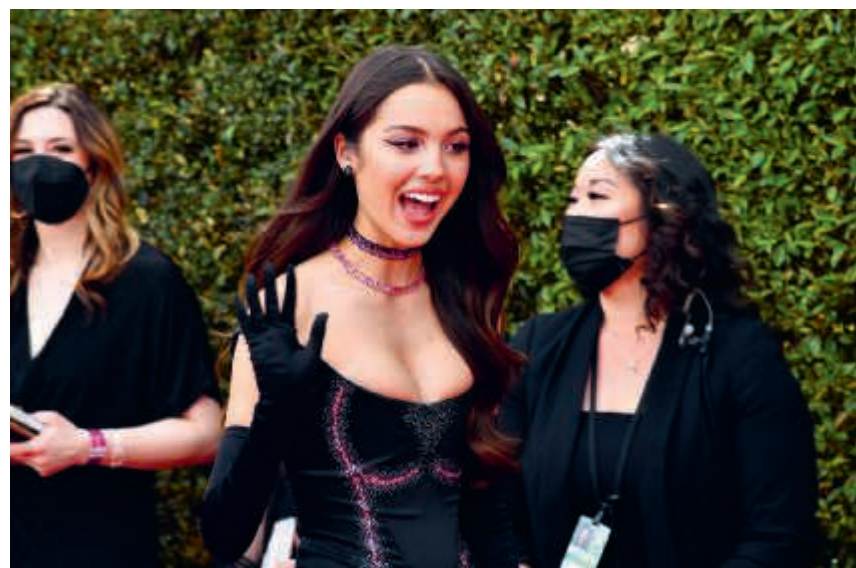
UN FILM DE MOHAMMAD RASOULOF

DISPONIBLE EN DVD, BLU RAY, VOD

AMNESTY INTERNATIONAL | Télérama | Courrier international | inter | PYRAMIDE VIDEO



culture.



Le bel usage du mot “fuck”

De plus en plus de jeunes stars de la pop américaine usent de grossièretés dans leurs chansons. Cette liberté de langage, enfin égale à celle des garçons, se révèle très rentable.

— Los Angeles Times (extraits)
Los Angeles

Gayle avait 6 ans quand CeeLo Green a sorti *Fuck You* [“Va te faire foutre”], en 2010, un titre d'une grossièreté jubilatoire. Elle était alors assez âgée pour se réjouir d'entendre le mot de quatre lettres, et assez jeune pour se dire qu'on la laisserait peut-être l'interpréter au concours de talents de son école primaire.

“Quand j'ai dit à ma mère que c'est ça que je voulais chanter, elle a regardé ce que c'était et elle a fait genre : ‘Oh, mon Dieu – Non !’”, se souvient en riant la chanteuse, âgée de 17 ans aujourd'hui.

Dix ans plus tard, c'est au tour de Gayle (née Taylor Gayle Rutherford) de faire cliquer les voyants d'alarme des parents avec *abcdefu*, un tube grunge-pop d'une causticité réjouissante, dans lequel elle balance à un ex chez qui il n'y a rien à sauver : “*Fuck you, you and your mom and your sister and your job! And your broke-ass car and that shit you call art*” [“Va te faire foutre, toi et ta mère et ta sœur et ton taf/et ta caisse de merde et cette bouse que t'appelles de l'art”].

Incontournable sur TikTok et Instagram depuis sa sortie, en août, le titre totalise plus d'un demi-milliard de vues sur Spotify et YouTube.

abcdefu n'est que le dernier d'une série de tubes pop à brandir en étendard le *f-word* [“le mot en f”], dont *Drivers License* et

Good 4 U, d'Olivia Rodrigo, tous deux numéro un des charts l'année dernière, ou encore *Happier Than Ever*, de Billie Eilish. En novembre, Taylor Swift s'est hissée en tête du top 100 avec un nouvel enregistrement de dix minutes d'un de ses vieux titres, *All Too Well*, dans lequel elle lâche le mot de quatre lettres, comme une bombe. Et Demi Lovato vient de s'associer [au groupe] Winnetka Bowling League pour un duo baptisé *FIIMY*, acronyme de *Fuck it, I Miss You* [“Putain, tu me manques”].

Évidemment, les gros mots ne datent pas d'hier dans l'univers de la pop. Ce qui est nouveau, c'est là où on les retrouve : dans la bouche des jeunes chanteuses, dont les textes ont été historiquement bien plus policés que ceux de leurs homologues masculins.

“Je savais qu'abc pouvait choquer”, confie Gayle. “Perso, je ne trouvais pas ça choquant.

Mais je sais qu'une ado qui est à l'aise avec ses émotions et sa colère et sans complexe, ça peut heurter certaines personnes.” Gayle se souvient de la première fois où elle a fait écouter *abcdefu* à sa grand-mère. “Elle m'a regardée et elle m'a fait : ‘Tu peux dire tout ce que je ne pouvais pas dire à 17 ans.’ Ça aide à relativiser.”

Mais alors, qu'est-ce qui permet aujourd'hui à ces jeunes filles de trouver un public sans s'autocensurer comme le faisaient leurs prédécesseuses ? Gayle cite l'apparition du streaming, qui a largement supplanté le top 40 de la radio. C'est là maintenant que se font les tubes dans le monde de la pop – sans l'intervention, comme à la radio, de programmeurs qui se réfrènt de peur de se faire taper sur les doigts par la Commission fédérale des communications [l'équivalent du CSA aux États-Unis].

“Spotify, TikTok et toutes les autres plateformes ont attiré l'attention sur des titres qui n'avaient plus à suivre les règles du monde d'hier”, poursuit Gayle. Mais si le streaming a démocratisé l'usage du mot *fuck*, avec sa consonne finale dure et tranchante, reste à expliquer pourquoi les artistes et les auditeurs en sont de plus en plus friands.

Pour Sulinna Ong [directrice éditoriale monde chez Spotify], la “grande majorité” des abonnés de Spotify optent pour la version originale des titres, même quand la version expurgée est disponible. *abc (nicer)* [“abc (en plus soft)”], une version modifiée du tube de Gayle, totalise 6 millions d'écoutes seulement, contre 473 millions pour l'original.

Certains observateurs du monde de la culture se lamentent de la banalisation de la grossièreté dans la langue orale – voir à ce sujet les cris d'orfraie suscités par le très vulgaire *WAP* [Wet Ass Pussy, que l'on pourrait traduire approximativement par “chatte bien mouillée”] de Cardi B et Megan Thee Stallion, ou l'indignation soulevée par le langage souvenant grossier de Donald Trump.

“Une ado qui est à l'aise avec ses émotions et sa colère, ça peut heurter certaines personnes.”

Gayle,
CHANTEUSE DU TUBE “ABCDEFU”

Pour Kara DioGuardi [une compositrice et coproductrice américaine, qui a signé Gayle sur son label, Arthouse], cette prolifération de *fuck* n'illustre rien d'autre qu'un alignement de la pop sur le langage des jeunes dans la vie réelle (et sur les réseaux sociaux). “Si vous pensez que les ados n'emploient pas ces mots-là, c'est que vous n'êtes pas vraiment honnête avec vous-même.”

↳ Pour Olivia Rodrigo, ex-starlette Disney, jurer en chansons est une façon de s'émanciper. Photo Angela Weiss/AFP

Le mot *fuck* a également une valeur affective bien à lui. Matthew Koma [du groupe Winnetka Bowling League] confirme qu'il joue un rôle de premier plan dans l'histoire que Demi Lovato et lui relatent dans *FIIMY*, celle de deux amoureux qui reprennent contact malgré leurs appréhensions. “Toute cette histoire, c'est pour dire, en gros : ‘Malgré tout ce qui s'est passé, tu me manques’, explique-t-il. Si on ne peut pas dire le mot, on n'aurait pas ce côté ‘comment on en est arrivés là ?’”

Dans *abcdefu*, analyse Kara DioGuardi, Gayle adopte le point de vue d’“une fille très raisonnable qui tente d'accorder à son copain le bénéfice du doute et de prendre sur elle, et lui fait tout l'inverse, selon elle. Et, à ce moment-là, elle dit : ‘Tu n'as pas à me faire ça, va te faire foutre !’” Kara DioGuardi demande : “Je veux dire, comment le formuler autrement ?”

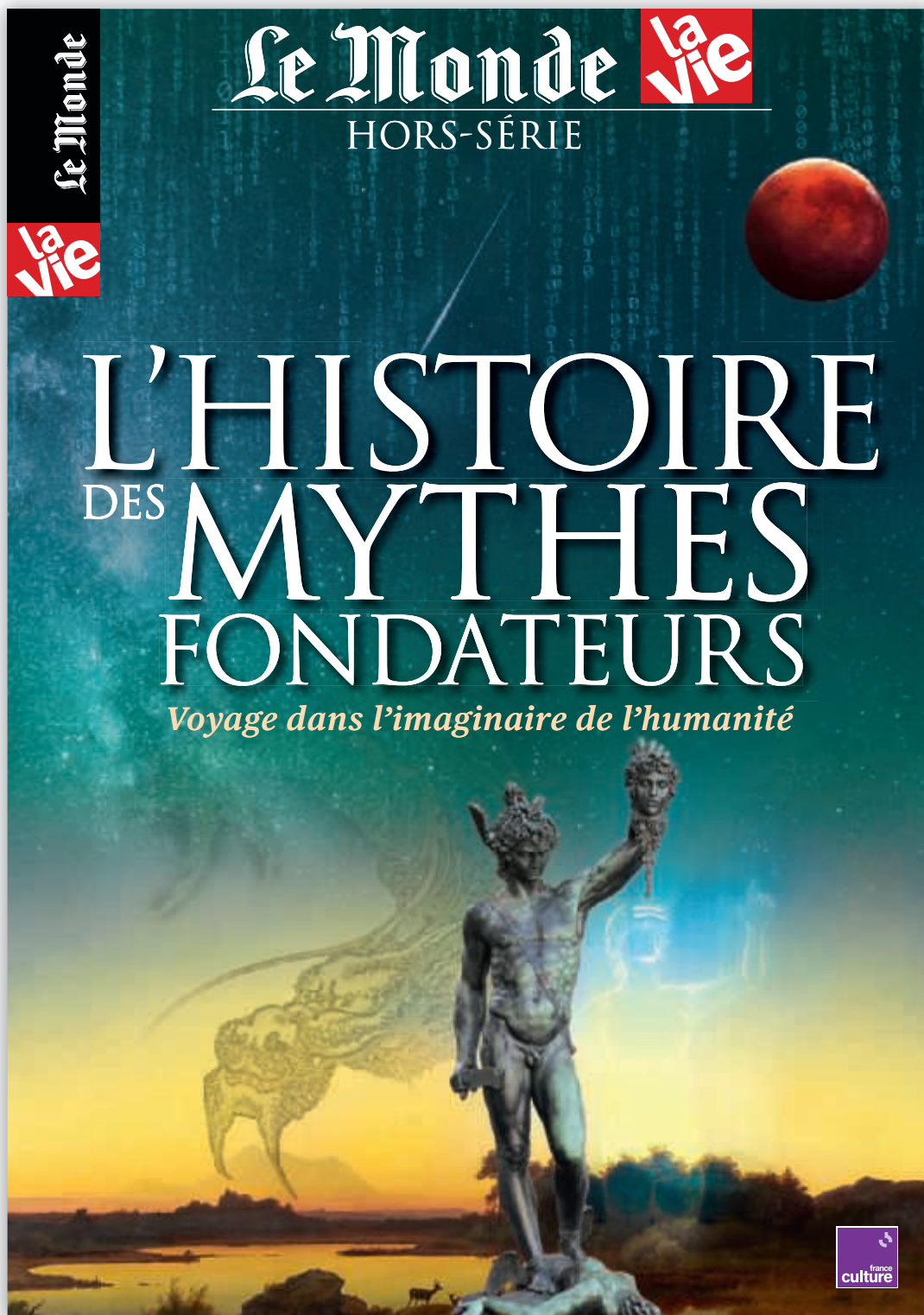
Versions épurées. Une superstar de la pop féminine au moins avait déjà lâché le mot. C'était en 2011 ; cette année-là, Pink se hisse à la deuxième place du hit-parade avec *Fuckin' Perfect* [“putain de parfaite”], un titre revigorant sur le caractère illusoire de la perfection. Mais Pink avait la petite trentaine quand *Fuckin' Perfect* est sorti, ce n'était plus une ado comme Gayle ou Olivia Rodrigo, 19 ans. Et, avant l'apparition du streaming, la version radio du titre de Pink, expurgé de sa vulgarité, était sans doute plus répandue que la version brute de décoffrage proposée aux acheteurs de MP3 ou de CD.

Ce qui ne veut pas dire que les versions “nettoyées” appartiennent au passé – ou que les stars de la pop ne se soucient plus du top 40 de la radio. “Le passage à la radio, c'est le point de bascule à partir duquel ce que tu trouves sur Spotify touche le grand public et toutes les générations”, analyse Kara DioGuardi. Matthew Koma reconnaît avoir préparé une version censurée de *FIIMY* au cas où le titre décollerait en streaming et taperait dans l'oreille des programmeurs de radio.

C'est ce qui s'est produit avec *abcdefu*, qui était [récemment] le titre le plus diffusé à la radio dans le pays – à cette différence près que, dans cette version, Gayle dit “*forget you*” [“t'oublier”] à son ex [et non plus “*fuck you*”].

La chanteuse prend avec philosophie cette concession au monde d'hier. “Est-ce que j'aimerais pouvoir dire ‘fuck’ à la radio ? Oui, affirme-t-elle. Mais, à 17 ans, je ne sais pas encore ce que ça fait de conduire ses enfants à l'école à 7 heures du mat et d'entendre [à la radio] une chanson supertrash sans pouvoir rien y faire. Donc, je comprends la règle. Même si ça me fait un petit pincement au cœur d'entendre ‘forget you’ [à la place de ‘fuck you’].”

— Mikael Wood
Publié le 8 mars



Depuis la nuit des temps, l'être humain invente des histoires pour expliquer l'origine de l'univers et le sens de sa vie. Peuplés de dieux, riches d'événements extraordinaires, ces récits se sont transmis au fil des migrations, s'adaptant à chaque civilisation. Et chaque époque les revisite, en fonction de ses besoins. De Prométhée aux héros de la pop culture, ce numéro offre un panorama des mythes du monde et conte les rêves, les peurs et les espoirs qui bercent l'humanité de la préhistoire à aujourd'hui.

L'HISTOIRE DES MYTHES FONDATEURS

Un hors-série **Le Monde la vie**
164 pages - 14 €
Chez votre marchand de journaux
et sur Lemonde.fr/boutique



Quand les rois de France courtisaient les princes de Kiev

XI^e siècle — France-Ukraine
Conscients de la fragilité de leur pouvoir, les Capétiens, en quête d'alliance, se tournent vers les plus puissants seigneurs d'Europe orientale.

— **Oukraïnsky Tyjden** (extraits) Kiev

➤ **Enluminure française (1335-1340) illustrant le mariage d'Henri I^{er} avec la princesse Anne de Kiev, en 1051.**
Photo British Library/
Akg Images

A l'époque, ce que l'on appelle la "Rous de Kiev", ou "Rous d'Ukraine", est un des États les plus grands d'Europe. Et l'Europe occidentale s'efforce d'établir des relations avec cette principauté alors incontournable, comme le prouvent les nombreux contrats de mariage conclus avec les princes de Kiev aux XI^e et XII^e siècles. Au point que Iaroslav le Sage (978-1054) était surnommé "le beau-père de l'Europe".

Les liens dynastiques entre les princes et leurs héritiers témoignent de l'intégration de la Rous dans le processus de développement politique et culturel de l'Europe occidentale. Pour bien des monarques européens, le suzerain de Kiev, un des plus puissants d'Europe, est un modèle de dirigeant féodal. C'est d'ailleurs ainsi qu'il est présenté dans les chroniques médiévales.

Il est certain que la France était l'un des partenaires les plus éloignés de la Rous de Iaroslav. En 1048, Henri I^{er} (1008-1060), troisième souverain capétien sur le trône de France, envoie une ambassade dans la lointaine capitale de la Rous, Kiev, pour demander la main d'Anne (née, selon les sources, en 1024, 1032 ou 1036, et morte en 1075 ou 1089), la fille de Iaroslav le Sage. Henri I^{er} cherche à accroître la renommée internationale de son royaume et à renforcer le prestige du pouvoir royal. De son point de vue, l'établissement de liens dynastiques avec la Rous ne peut que jouer un rôle en ce sens. À la fin de l'automne 1048, l'ambassade française, accompagnée de la princesse Anne, rentre en France. En mai [1051], elle épouse Henri I^{er} et est couronnée à Reims.

Il y a une autre raison à ce mariage. Les Capétiens étaient en liens familiaux avec plusieurs dynasties d'Europe et contractaient souvent des mariages avec elles, contrairement aux recommandations de l'Église, qui n'autorisait les mariages entre membres d'une même famille qu'à compter du septième degré. Le père d'Henri I^{er} a failli être excommunié pour s'être marié avec une parente au quatrième degré. Cela a pu aussi influencer la décision du roi de France d'épouser une princesse de Kiev.

Anne donne naissance à trois fils : Philippe, futur roi, Robert, qui meurt tôt, et Hugues de Vermondois, fondateur de la branche cadette des Capétiens d'Orléans. Philippe est sacré roi alors que son père est encore en vie. Après la mort d'Henri, Anne s'occupe de son aîné comme elle l'avait fait du vivant de son époux, et participe dans une certaine mesure aux affaires de l'État. Parmi les documents datant de l'époque d'Henri I^{er} et de Philippe I^{er} qui ont été conservés, 113 sont liés à Anne. Sur un de ces documents, on trouve même sa signature en main propre en cyrillique.

Henri I^{er} et Anne ont également eu une fille, Emma (1055-1109), qui a joué un rôle dans la popularisation des traditions intellectuelles et religieuses de l'ancienne Kiev dans l'Europe occidentale médiévale. Née en France, éduquée par sa mère dans l'esprit des traditions de l'Église de Kiev, elle se fait remarquer par sa grande ferveur religieuse. Vers l'âge de 19 ans, Emma contrarie les projets matrimoniaux de ses proches et fuit la cour royale.

La suite de son périple est source d'énigmes et de mythes : a-t-elle tenté de se rendre dans le pays natal de sa mère, dont elle a souvent dû entendre parler par la reine de France ? Une des nombreuses légendes raconte qu'Emma, pendant son voyage, aurait rencontré un paysan au grand cœur qui l'aurait transportée sur une charrette tirée par des bœufs, sur lesquels se trouvaient une petite clochette et un coq.

En 1048, Henri I^{er} envoie une ambassade à Kiev pour demander la main d'Anne, la fille de Iaroslav le Sage.

Quand les voyageurs seraient arrivés dans le village de Puch, en Bavière, les bœufs se seraient arrêtés, la clochette aurait retenti et le coq aurait chanté d'une voix forte. Ce qu'Emma aurait interprété comme la voix de Dieu, et elle aurait décidé de rester sur place et d'y vivre en ermite. Pendant trente-cinq ans, la petite-fille de Iaroslav le Sage a vécu comme une nonne, soigné les malades, donné des conseils aux villageois pour résoudre leurs tracasseries quotidiennes, appris à lire aux enfants. Très respectée, elle aurait joui d'une grande autorité parmi les habitants. Après sa mort, en 1109, elle a été enterrée sous l'autel de l'église. En 1600, l'église a été reconstruite, et les restes de la princesse d'origine ukrainienne ont été réinhumés près de l'autel, où elle repose encore aujourd'hui.

La consolidation du pouvoir royal en France a permis aux premiers Capétiens d'établir de meilleures relations avec l'Église. Ils se sont dès lors présentés comme ses garants, ce qui a donné au roi de France les moyens de vaincre l'anarchie qui régnait chez ses nombreux vassaux, y compris dans son propre domaine.

Dans ce contexte, il est nécessaire de rappeler le rôle important d'Anna Iaroslavna en tant qu'épouse du roi de France Henri I^{er}, puis en tant que régente pour son fils Philippe jusqu'à sa majorité. Elle s'est occupée activement de faire construire des édifices religieux dans le royaume. Son nom est inscrit sur une charte par laquelle le roi, le 12 juillet 1058, accorde une exemption à l'abbaye de Saint-Maur-des-Fossés. Le 5 août de la même année, elle octroie le même privilège à l'abbaye d'Hasnon. Enfin, à Senlis, près de Paris, Anne fonde en 1065 le monastère de Saint-Vincent, qu'elle exempte de toute juridiction publique, sauf royale. Anne y installe des moines augustins, et le monastère existera jusqu'à la Révolution française.

— **Iouri Terechtchenko**

Publié le 11 mars

SOURCE



OUKRAÏNSKY TYJDEN

Kiev, Ukraine

Hebdomadaire, 30700 ex.

tyzhden.ua

Fondée en 2007, "La Semaine ukrainienne" s'intéresse aux questions de société et aux relations entre l'Ukraine et la Russie. Abondamment illustré, le titre affirme toucher un "lectorat aussi bien masculin que féminin, âgé de 21 à 55 ans, de la classe moyenne".

NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

 **Courrier international**

A man with dark hair, smiling, wearing a dark sailing jacket with a yellow life vest. The background is a blue sky and sea. The MGEN logo is in the top right corner.

mgen^{*}

GRUPE **vyv**

MA SANTÉ, C'EST SÉRIEUX.

**J'AI
CHOISI
MGEN**

MUTUELLE SANTÉ - PRÉVOYANCE

Navigateur solitaire ou équipier solidaire, Morgan Lagravière, a choisi MGEN pour sa protection santé performante, et sa prévoyance intégrée.

MORGAN LAGRAVIÈRE
SKIPPER INTERNATIONAL

MGEN, Mutuelle Générale de l'Éducation Nationale, immatriculée sous le numéro SIREN 775 685 399, mutuelle soumise aux dispositions du livre II du Code de la mutualité. Siège social : 3 square Max-Hymans -75748 Paris CEDEX 15. RESSOURCES MUTUELLES ASSISTANCE, Union d'assistance soumise aux dispositions du Livre II du Code de la mutualité, immatriculée au répertoire Sirène sous le numéro SIREN 444 269 682 – Siège social : 46, rue du Moulin - CS 32427 - 44124 Vertou CEDEX. Le détail des garanties et conditions figure aux Statuts et Règlements mutualistes collectifs remis lors de l'adhésion. MGEN, Mutuelle Générale de l'Éducation Nationale, immatriculée sous le numéro SIREN 775 685 399, MGEN Vie, immatriculée sous le numéro SIREN 441 922 002, MGEN Fila, immatriculée sous le numéro SIREN 440363588, mutuelles soumises aux dispositions du livre II du Code de la mutualité. MGEN Action sanitaire et sociale, immatriculée sous le numéro SIREN 441 921 913, MGEN Centres de santé, immatriculée sous le numéro SIREN 477 901 714, mutuelles soumises aux dispositions du livre III du Code de la mutualité. Siège social : 3 square Max-Hymans -75748 Paris CEDEX 15.